

## Remaniement-surprise du cabinet britannique

### La démission du chancelier de l'Echiquier affaiblit la position de M<sup>me</sup> Thatcher

**Après la première** défaite électorale - à l'échelle nationale - des conservateurs, lors du scrutin européen de juin dernier, tandis que l'opposition travailliste, achevant de se modérer, continue de venir en tête des sondages, la démission du grand organe britannique ne pouvait être plus dommageable pour la « Dame de fer » et son parti.

L'événement se produit au plus mauvais moment. M<sup>me</sup> Thatcher avait fondé son succès, pour l'essentiel, sur sa politique économique et financière. Or la livre dégringole (phénomène que le départ de M. Nigel Lawson ne fait qu'accentuer) et la conjoncture a changé du tout au tout depuis un an. Les Britanniques subissent les taux d'intérêt les plus élevés du monde industrialisé (15 %); ceux-ci ont doublé de juin 1988 à octobre 1989 sans que l'inflation, qui atteignait près de 9 %, ait pu être maîtrisée, alors que la plupart des pays dont la situation est comparable à celle de la Grande-Bretagne y sont plus ou moins parvenus. Pis, sans doute, la balance des paiements enregistre une dégradation spectaculaire, avec un déficit attendu d'environ 20 milliards de livres à la fin de l'année. Malgré la nette diminution du chômage et les concessions fiscales faites par M. Lawson, il y a là de quoi ébranler la confiance de l'électorat de M<sup>me</sup> Thatcher.

C'est pour un désaccord avec un conseiller du premier ministre, à propos de l'entrée éventuelle de la livre dans le système monétaire européen, que M. Lawson a décidé de se démettre.

Mais la mésentente avec M<sup>me</sup> Thatcher elle-même était ancienne. Et, comme le fort remarquer plusieurs éditorialistes d'outre-Manche, le problème fondamental est celui des relations de plus en plus difficiles entre le chef du gouvernement et ses principaux ministres; la liste de ceux qui, depuis dix ans, ont été mis à l'écart commence à être longue.

L'affaire Lawson est grave que l'affaire Westland, qui avait contraint, en 1986, le ministre de la défense, M. Michael Heseltine, à claquer la porte - lui aussi était assez favorable à des liens plus étroits avec la Communauté européenne. On a souvent dit que la confortable victoire de M<sup>me</sup> Thatcher aux élections législatives de 1987 était largement due à M. Lawson pour les bons résultats dont il pouvait à l'époque se prévaloir.

Après avoir mis sur la touche, l'été dernier, Sir Geoffrey Howe - qui avait M. Lawson avait également été responsable de la mise en œuvre du thatchérisme économique - la « Dame de fer » continue de faire le vide autour d'elle par excès d'autoritarisme. Dix ans de pouvoir commencent, semble-t-il, à faire sentir leur usure. Comment ne pas voir dans cette nouvelle « affaire », avec l'influent Financial Times, le signe du « commencement de la fin » ?

M 0147 - 1028 D - 4,50 F



3790147004500 10280

M. Nigel Lawson, chancelier de l'Echiquier, a remis sa démission jeudi 26 octobre, ne s'estimant pas soutenu dans le différend qui l'oppose au conseiller économique de M<sup>me</sup> Thatcher, Sir Alan Walters, qui a lui-même remis sa démission peu après. Le chancelier de l'Echiquier, dont le départ affaiblit la position de M<sup>me</sup> Thatcher, a immédiatement été remplacé par M. John Major, secrétaire au Foreign Office. La Banque d'Angleterre est intervenue vendredi matin pour soutenir la livre.



Lire nos informations page 4.

## Des dizaines de milliers de manifestants en RDA

### Le Parti communiste est-allemand a engagé le dialogue avec l'opposition

Les nouveaux dirigeants est-allemands tentent de canaliser les exigences de réformes en multipliant les ouvertures tous azimuts. Dans les grandes villes, des débats publics ont lieu à l'initiative des municipalités. Des manifestations importantes se sont déroulées dans plusieurs villes. Celle de Dresde a réuni plus de cent mille personnes jeudi soir 26 octobre.

Le chef du parti à Berlin-Est, M. Schabowski, a longuement rencontré le même jour le professeur Reich, l'un des fondateurs du mouvement d'opposition Neues Forum. Jeudi matin, le nouveau numéro un est-allemand, M. Egon Krenz, qui est attendu mardi 31 octobre à Moscou, avait eu une conversation téléphonique avec le chancelier Kohl.

BERLIN  
de notre envoyé spécial

« Egon Krenz, nous sommes la concurrence ! » : Ce slogan crié sous les fenêtres de la chambre du peuple, mercredi 25 octobre, par plus de dix mille Berlinois, n'était pas entonné pour le simple plaisir de la rime allemande. Il traduit l'évolution des mentalités au fil de ces journées qui ont mis la RDA en mouvement. Face à un pouvoir qui présentait un visage monolithique, un discours officiel uniforme, le culte de la personnalité des grands et des petits chefs, cette concurrence arrive en ordre dispersé, sans organisation unifiée, sans chef unanimement reconnu.

Les personnalités qui sont devenues, grâce aux médias occidentaux, les symboles de cette révolte est-allemande: Bärbel Bohley, peintre, ou l'avocat Rolf

Henrich, fondateurs de Neues Forum, représentent le courage et l'opiniâtreté de la résistance à la fin de l'ère Honecker. Ils symbolisent également le refus de l'émigration vers l'Ouest et la volonté de voir changer les choses dans le pays même. Bärbel Bohley, expulsée en septembre 1988 à la suite de manifestations d'opposants lors de la « journée Rosa Luxembourg », est revenue en RDA après un séjour à Londres: elle avait conservé de haute lutte une nationalité est-allemande dont on voulait la priver. Aucune de ces figures de l'opposition n'a, pour l'instant, pris la dimension d'une figure révolutionnaire au sens classique du terme. Jamais, au cours des multiples manifestations qui ont eu lieu ces dernières semaines, on n'a pu voir l'un d'entre eux monter sur une estrade et haranguer les foules.

Les prises de parole décisives sont le fait de non-professionnels de la politique, et qui entendent bien le rester: pasteurs quadragénaires qui ont bien conscience qu'ils ne pourront pas sans dommages délaisser trop longtemps leur communauté, chanteurs de rock qui n'envisagent pas une seconde de quitter le « show-biz » pour se consacrer à la politique, universitaires impatients de retourner à leurs chères études.

A Leipzig, l'un des hommes qui incarne le plus puissant mouvement populaire qu'ait jamais connu la RDA est le chef d'orchestre Kurt Masur. Un privilégié du régime, chef d'une formation musicale mondialement réputée, le Gewandhaus.

LUC ROSENZWEIG

Lire la suite et nos informations page 8

## Les assureurs dans les batailles boursières

Enjeu: la conquête de réseaux pour faire face à la concurrence internationale

Goldsmith contre BAT, Suez contre Compagnie industrielle, Paribas contre Mixte... Les batailles boursières qui se succèdent à un rythme effréné depuis l'été, pour des montants énormes, entretiennent l'intérêt des milieux financiers. Au point de faire oublier que la finalité spéculative n'est pas la motivation principale de certains acteurs qui prennent part à ces opérations, parfois en coulisse: les assureurs.

Ainsi, le groupe privé français AXA, qui, aux côtés de Gold-

smith, convoite Farmers, la filiale américaine d'assurances du conglomérat britannique BAT; ou la compagnie publique UAP, qui négocie avec Suez une entrée dans le groupe d'assurances Victoire-Colonia, fleuron de la Compagnie industrielle; ou enfin, le numéro un allemand et européen du secteur, Allianz, qui, dans l'ombre de Paribas, a mis le pied dans les activités assurances de la Navigation mixte. L'enjeu: la conquête de réseaux, élément déterminant de

la constitution de groupes d'assurances de taille internationale.

Pourquoi livrer bataille pour les réseaux? Parce que les produits étant fortement banalisés - rien ne ressemble plus à une police d'assurance automobile qu'une autre police d'assurance automobile - la distribution, sous toutes ses formes, est le seul moyen de gagner des parts de marché. Toute la stratégie de M. Jean Peyrelevade, président de l'UAP, va dans ce sens.

CLAIRE BLANDIN

Lire la suite page 30 - section C

## Prochaine réforme du code électoral

A l'occasion du comité interministériel sur la Corse, M. Joux annonce un projet de loi obligeant à voter sur le lieu de résidence

page 9

## L'enquête sur l'explosion du DC-10

Un attentat sans signature

page 13 - section B

## Les élections en Espagne

M. Gonzalez a terminé sa campagne en fanfare

page 3

## Crise au Haut-Commissariat aux réfugiés

Démission de M. Hocké, le haut-commissaire

page 3

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 40 - section C

**Le Monde**  
**DOSSIERS & DOCUMENTS**  
NUMÉRO SPÉCIAL OCTOBRE 1989  
15 F

**L'EUROPE DE L'EST**

- L'explosion du bloc de l'Est.
- Le nouveau départ de la Pologne.
- Hongrie: les défricheurs de l'Est.
- RDA, Tchécoslovaquie: les réfractaires de la perestroïka.
- L'Albanie et la Yougoslavie: les incalçables.
- Roumanie: une dictature aveugle et sourde.

**1929-1989: KRACH ET BOOM**

- L'économie mondiale d'une crise à l'autre.
- La tourmente boursière d'octobre 1987.
- Des retombées inattendues: l'envol de la Bourse, l'assèchement financier.
- L'embellie: la reprise de la consommation et de la croissance.

**CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX**

## Scandale pour une biographie

Émoi chez les anciens résistants. Dans son « Jean Moulin », Daniel Cordier a-t-il calomnié Henri Frenay, le fondateur, en 1940, du mouvement Combat?

C'est Emmanuel d'Astier de la Vigerie, corsaire surgi de la nuit de l'Histoire, fondateur du mouvement Libération sous l'Occupation, qui l'a dit le premier. La résistance était « un jeu d'enfant et mortel ». Mortel? A l'évidence... Enfantin? Nombre de grands soldats de l'armée des ombres sortaient à peine de l'adolescence, embarqués par le destin dans la défense de leur pays, s'abîmant souvent dans des luttes d'influences éphémères pour le contrôle des groupes.

Voilà ce que l'on découvre, ou redécouvre, - selon les cas - chaque fois qu'est publiée une nouvelle saga portant sur cette période trouble et fascinante et son cortège d'hommes devenus héros. Car les premiers résistants furent des « irréguliers », des têtes de bois décidées à jouer leur va-tout, des esprits singuliers mêlés par un patriotisme puissant. Des nouveaux, selon la formule de Claude Bourdet, le second de Henri Frenay, fondateur du mou-

vement Combat. C'est-à-dire des chevaux sauvages.

La parution des deux premiers volumes de la biographie consacrée par Daniel Cordier à Jean Moulin, dont il fut le secrétaire particulier de juillet 1942 à juin 1943, est venue le rappeler à sa manière (1). Depuis quelques jours, des anciens résistants activistes, à tour de rôle, une polémique grinçante où se jouent leur dignité d'aujourd'hui et la vérité d'hier.

Daniel Cordier, l'auteur de l'ouvrage qui émeut tant les dirigeants survivants du mouvement Combat, est le moins connu des protagonistes de cette polémique. Ce Compagnon de la Libération, directeur d'une galerie d'art, transmué en historien après avoir entendu, en 1977, Henri Frenay traiter Jean Moulin de « crypto-communiste », a surgi dans le paysage bien balisé des études sur la Résistance comme un météore. Présentons-le. Cet esthète avait vingt ans en 1940 lorsqu'il

gagna Londres. Né dans une famille de tradition monarchiste, il était lui-même furieusement maurrassien et Action française - il délaissa progressivement ce « bagage » sans jamais cacher le jeune militant qu'il fut.

LAURENT GRELSAMER

Lire la suite page 14 - section B

(1) Jean-Pierre Rioux a rendu compte de l'ouvrage de Daniel Cordier dans sa chronique du Monde livrée le 20 octobre. Rappelons que cette biographie publiée par J.-C. Lantès comptait, au total, six volumes.

## SANS VISA

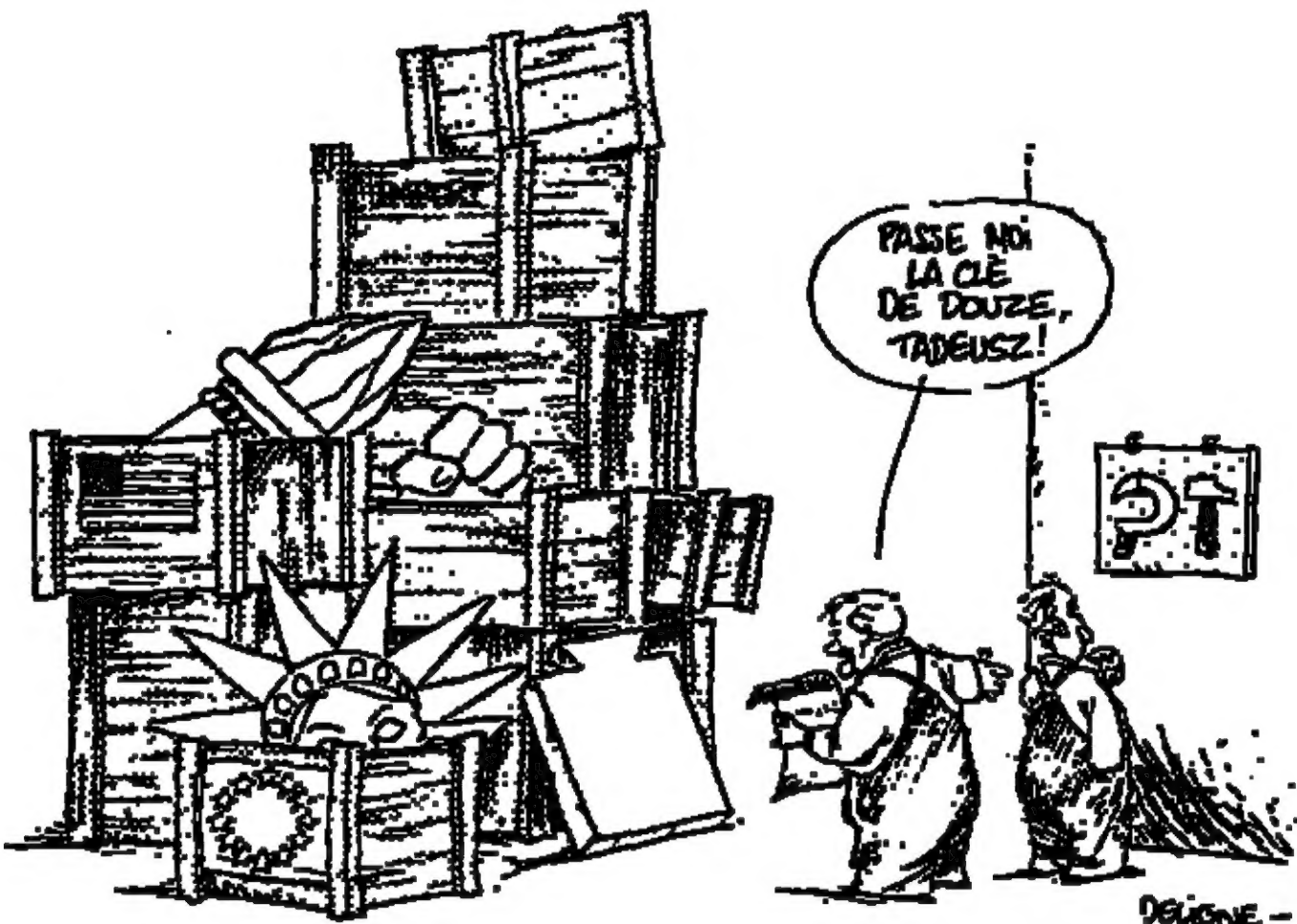
L'aga khan, providence de l'art islamique

● La table ● Les jeux  
pages 17 à 21 - section B



## TRAIT LIBRE

Pologne



## Transports

## Voie d'eau, TGV même combat

par Philippe Lamour

La voie d'eau subit actuellement le même désarroi que la voie ferrée, considérée à l'époque comme archaïque, en regard de l'essor de la circulation routière. L'initiative française de la création du train à grande vitesse a, de ce fait, été retardée pendant une longue période avant de connaître un plein succès et de susciter l'émulation dans l'ensemble des pays européens.

Cette expérience n'a cependant pas été assez convaincante pour éviter le même aveuglement suscitait le même retard en ce qui concerne la voie d'eau. L'absence d'un système de répartition et de coordination nationales entre les différents modes de communication n'a abouti à une prédominance absolue du transport routier et à la prolifération de véhicules de tonnage excessif, usurpant la fonction normale des autres modes de transport.

La circulation routière est menacée à court terme d'asphyxie par saturation. La multiplication de la surface occupée des véhicules automobiles tend à accroître plus rapidement que l'aménagement lent et onéreux des superlatés routières d'accueil. On va vers un encombrement permanent, non seulement des voies urbaines, mais aussi des principaux itinéraires routiers et autoroutiers.

Il est urgent d'organiser une diversification des modes de transport en fonction du volume de la production des biens transportés et de l'urgence du service. Les transports routiers étant réservés aux éléments relativement légers ou exigeant la desserte directe, les autres devant être répartis entre la voie ferrée et

la voie fluviale par la généralisation de l'usage des conteneurs. L'idée, hier à la mode, de la prétendue nécessité d'un choix entre un réseau fluvial et un réseau TGV est à présent désuète. L'aménagement simultané de ces deux réseaux est complémentaire, et il est urgent. La France a pris dans le domaine des trains à grande vitesse une avance stimulante. Mais elle accuse un retard inquiétant dans le domaine des voies fluviales, à l'égard des autres pays européens septentrionaux — l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas, — qui ont largement contribué à l'industrialisation prioritaire de ces pays.

Cette avance dans le domaine des transports de l'avenir va encore être accentuée par la mise en service en 1992, au moment de l'ouverture du marché unique européen, du grand canal Rhin-Main-Danube, qui va court-circuiter la liaison française par le Nord-Méditerranée, cependant géographiquement la plus logique et aussi la plus courte et la plus économique.

Si la France s'obstine dans son actuelle inertie, en persistant à différer l'application de la loi du 4 janvier 1980, votée à la quasi-unanimité par le Parlement, on assistera au détournement hors de son territoire d'une grande partie des échanges entre l'ensemble des autres pays européens et du trafic provenant des pays asiatiques par le canal de Suez, en se condamnant par ailleurs aux inconvénients dissuasifs du monopole de l'encombrement routier.

Peut-on consentir en pleine conscience à une telle démission ?

Philippe Lamour est président du comité économique et social du Languedoc-Roussillon.

## Société

## L'éthique aux deux bouts de la vie

par Jean Michaud

« On peut dire que l'homme, s'éloignant de plus en plus, et bien plus rapidement que jamais, de ses conditions primitives d'existence, il arrive que tout ce qu'il peut, s'oppose fortement à ce qu'il est. » Paul Valéry, « Discours au collège de Sète, Variétés IV, NRF, p. 199.

La morale n'a pas bonne presse depuis nombre d'années. Elle provoque soit la dérision, soit le rejet. Peut-être a-t-elle mal résisté aux années d'occupation, au cours desquelles on a tenté de faire passer sous son drapeau un message politique. Tenter de promouvoir une morale, ce n'est pas autre chose pour certains que d'attester à la liberté. On évoque la vieille notion d'ordre moral, expression dans laquelle le premier terme n'est pas le plus intéressant. La croissance libérale des mœurs a accentué le mouvement et y a apporté le renfort de l'ironie.

Un mot connaît le discrédit, un autre surgit, ou renaît, qui est le mot « éthique ». Certes, il n'est pas neutre. Les anciens Grecs connaissaient. Faut-il rappeler l'éthique à Nicomaque ? Mais il connaît depuis une vingtaine d'années une fortune nouvelle. Dans l'introduction de la déclaration d'Helsinki de 1964, adoptée à l'issue de la dix-huitième Assemblée médicale mondiale, on lit des prescriptions tirées du code international d'éthique médicale. Dans la déclaration de Manille — 1981, — on préconise l'institution de comités d'appréciation éthique. Et surtout, dans notre pays, un décret du 23 février 1983 crée le Comité consultatif national d'éthique. Depuis lors, le mot a reconquis droit de cité à un point tel que parfois on en abuse (on envisageait-on pas récemment la création d'un comité national d'éthique sportive ?). Mais cet excès ne provient-il pas d'une acception déformée ?

Avant d'en juger, il convient de déterminer si le vocabulaire récent ne coïncide pas simplement avec ce que celui de morale, usé et démodé, n'aurait plus en fait de désigner. On serait tenté de le penser quand on imagine le handicap initial qu'aurait subi le Comité national si on l'avait appelé « Comité national de morale » et aussi lorsqu'on constate que, selon le texte qui l'a institué, cet organisme est chargé de donner son avis sur les problèmes moraux posés par la recherche ? Faut-il donc conclure à une simple aventure du vocabulaire ?

Tel n'est pas l'avis du professeur Jean Bernard, président du Comité national. Il trouve au mot éthique deux racines grecques : *ethos* « tenue de l'âme » et *nóthos* « ensemble des normes nées du respect de la mesure ». Il en tire cette définition : l'éthique est garante de l'harmonie qui résulte de la bonne tenue de toutes choses, de tout acte, de l'accord en somme entre l'âme et l'environnement. Implément ainsi, il la distingue de la morale.

Les travaux accomplis depuis lors en matière d'éthique de la recherche permettent de développer cette éclairante définition et de marquer nettement les domaines respectifs de deux vocabulaires dont la parenté ne masque plus les différences. Deux exemples suffiront.

L'innovation scientifique essentielle dans les années récentes, d'où découlent de multiples conséquences d'importance capitale, est sans doute la possibilité acquise de continuer en autonomie de l'embryon humain. Le rapprochement *in vitro* de l'ovocyte et du spermatozoïde permet ainsi après transfert dans l'utérus de la femme de pallier, dans les meilleurs des cas, la stérilité des couples. Généralement, ce sont plusieurs embryons qui sont ainsi continués, trois d'entre eux, le plus souvent, faisant l'objet d'un transfert, les autres pouvant être pendant un temps plus ou moins long conservés par congélation.

## « Personne potentielle »

Ce bref rappel suffit à provoquer une réflexion qui mérite le qualificatif d'éthique.

Un premier choix porte sur les principes même de la technique considérée. On l'a appelée procréation artificielle, puis procréation médicale assistée (PMA). Il n'est pas indifférent que la seconde dénomination soit le plus souvent préférée. Elle montre en effet que le praticien ne sort pas vraiment de son rôle thérapeutique classique et qu'il ne devient pas une sorte de demiurge, concurrent de l'ordre naturel. On sait cependant que dans l'instruction *Zonur vitae* (22 février 1987), le Vatican a condamné avec fermeté ce mode d'enfantement en invoquant non un précepte moral traditionnel mais la dissociation de la sexualité et de la procréation.

Pour ceux qui cependant franchissent l'interdit religieux, les problèmes restent nombreux. Faut-il considérer la PMA exclusivement comme une thérapeutique palliative de l'infertilité et, quelle que soit la réponse, doit-on la réserver aux couples ou peut-on l'étendre aux femmes célibataires ou homosexuelles ? Le Comité national d'éthique a répondu qu'elle devait se limiter à un objectif de soins et être réservée aux couples.

Il s'est ainsi rangé à une conception conservatrice du corps social, qu'on peut résumer en deux propositions : la procréation doit rester naturelle dans toute la mesure possible ; l'intérêt de l'enfant à naître est d'avoir un père et une mère, une famille. C'était, sur ces deux points, marquer une nette opposition à la procréation de convenance, en d'autres termes fixer de strictes limites aux empressements de l'artifice sur la nature.

Il est sur le même sujet d'autres interrogations plus redoutables encore qui résultent de certaines

modalités de la FIVETE (fécondation *in vitro* et transfert d'embryons). Plusieurs embryons étant produits, quel sort réserver à ceux d'entre eux qui ne sont pas transférés dans l'utérus maternel ? Le problème est d'abord philosophique puisqu'il ne peut être traité sans prise de position sur la nature de l'embryon. Si l'embryon est une chose, les difficultés s'éclairent. S'il est déjà une personne, elles s'accroissent. Le Comité national, pour sa part, a retenu la définition de « personne humaine potentielle » qui oblige à ne recourir aux solutions extrêmes qu'avec la plus grande circonspection. C'est ainsi qu'il faut appliquer la notion du moindre mal tant à un autre couple selon les positions divergentes qui s'affirment sur ce point. Mais c'est aussi et encore un problème de société. En effet l'existence autonome de l'embryon permet, et permet sans doute toujours davantage, l'observation et, le cas échéant, l'expérimentation sur les quelques cellules qui le constituent. L'enrichissement des connaissances offre ainsi un immense champ d'amélioration éventuelle des thérapeutiques.

Son exploitation devrait permettre une lutte de plus en plus efficace contre la maladie. Apparaît en outre l'éventualité d'une détermination des caractéristiques de l'homme à naître à partir de ces premiers éléments. C'est à définir le critère de ce qui est souhaitable et bénéfique par rapport à ce qui est redoutable et, à échéance, maléfique que nombre d'esprits lucides s'emploient obstinément.

## Familles et cadavres

Le second exemple est emprunté à l'autre extrémité de la vie. Des prélèvements d'organes sur les cadavres sont possibles en vue de leur transplantation. La loi du 22 décembre 1976, qui les autorise, emploie bien le mot « cadavre ». Mais il faut savoir que l'opération ne peut réussir, c'est-à-dire devenir profitable au sujet receveur, que dans la mesure où certains traits vitaux subsistent chez le sujet donneur : circulation, ventilation. Aussi le corps est-il maintenu en survie artificielle pendant un certain temps. C'est ce qu'on appelle l'état de coma dépassé. La mort est constatée mais quelques apprences de vie subsistent qui auraient disparu plus tôt si le prélèvement n'avait été envisagé. La loi précise, dite loi Callavet, autorise une telle opération à la seule condition que le donneur n'ait manifesté aucune opposition explicite de son vivant. L'expression « qui ne dit mot consent » prend ici une dimension tout à fait exceptionnelle.

L'objectif est enthousiasmant : sauver la vie d'un être jeune, dans la plupart des cas, grâce à un autre être qui a cessé de vivre. Il n'en demeure pas moins que la perspective du prélèvement sur un corps, où quelques signes de vie se main-

tiennent, est génératrice d'inquiétudes, en particulier pour les familles qui ne peuvent se résoudre à considérer comme un cadavre ce qui semble ne l'être pas tout à fait. La mort est scientifiquement constatée. Mais comment qualifier ce reste de vie apparente ? On ne pourrait répondre sans aborder les confins de la métaphysique. La crainte et le doute franchis, c'est bien par une réaction d'ordre éthique que l'homme, par avance, et ses proches, lors de l'événement, ne s'opposent pas à l'entreprise salvatrice en comprenant qu'il ne s'agit plus d'un sujet vivant mais d'un corps d'où la vie s'est retirée.

Voici donc que par l'intermédiaire d'une science audacieuse et inventive notre monde peut se transformer dans certains de ses éléments essentiels : les sources de l'existence, les évolutions humaines de l'être humain, le tracé des frontières entre la vie et la mort. Faut-il rechercher à tout prix le contrôle de plus en plus rigoureux des uns et des autres ? Y a-t-il au contraire péril à tout organiser, tout prévoir, tout préserver de ce qui est de l'homme ? La question n'est pas d'ordre moral.

On peut être bon époux, bon père, bon citoyen, pratiquer l'altruisme et donner à cette question des réponses contradictoires. C'est que nous passons ici de la morale à l'éthique. Il ne s'agit plus de comportement individuel, il s'agit de déterminations dégagées par un choix collectif rendu nécessaire par les progrès scientifiques et qui engagent le sort d'une société. Ces déterminations ne sont pas de définition simple. En effet, elles impliquent, d'une part, la connaissance éclairée de problèmes ardu, d'autre part, la mise à jour d'un consensus social. Ma morale me fait dire : voici comment l'entends me conduire ; et mon éthique : voilà ce qu'avec mes semblables comment j'entends que vive la société de demain.

Des comités d'éthique ont déjà contribué, grâce aux débats qui se sont institués en leur sein, grâce à la présentation des problèmes à l'opinion, aux prises de conscience indispensables. Sans prétendre imposer une doctrine, ils ont voulu seulement éclairer. Le Comité national, pour sa part, n'y est nullement employé. Il a inspiré le rapport établi par le Conseil d'Etat, intitulé « De l'éthique au droit », d'où sortira peut-être les textes législatifs qui nous manquent.

Le temps est venu pour chacun d'entre nous de savoir qu'en présence des choix que nous offre la science nous avons dans une bonne mesure notre sort en mains. Davantage que la morale, c'est l'éthique qui en la circonstance constitue notre recours.

Jean Michaud est conseiller à la Cour de cassation, membre du Comité consultatif national d'éthique.

## AU COURRIER DU Monde

## Mosquées de France (suite)

Le professeur André Miquel nous dit avec juste raison, au sujet de la discussion qui a lieu sur la mosquée de Lyon, qu'« à l'évidence, le dogme n'impose pas de forme architecturale ». « Il suffit, dit-il, par accord entre toutes les parties, d'en trouver une qui s'intègre harmonieusement au cadre de nos villes ou de telle ville en particulier : occasion de penser, de repenser, d'inventer. »

Ces propos sont d'autant plus exacts que nous avons des exemples dans la tradition. Il existe en effet en Orient de trop nombreux cas d'intégration chrétienne dans des édifices musulmans, et réciproquement. En voici deux qui peuvent être médités. Le premier date de la fin du IV<sup>e</sup> siècle : Sainte-Sophie de Constantinople, cathédrale byzantine chrétienne devenue mosquée ; le deuxième convient encore mieux à la question actuelle, il est situé en Iran, à Ispahan. Au XVII<sup>e</sup> siècle, Shah Abbas, pour récompenser les maçons chrétiens venus d'Alep, qui avaient construit si merveilleusement ses palais et mosquées, les autorisa à édifier, au-delà du pont à arcades d'Hadzou, une superbe église : il avait toutefois émis le vœu, pour qu'elle respecte le site, qu'elle épouse les formes d'une mosquée et

que son clocher soit très peu élevé ! Je l'ai visitée, son aspect est simple et remarquable et son intérieur est digne de nos églises. Il me semble qu'un bon architecte lyonnais peut réaliser aujourd'hui une mosquée de notre temps avec le souci de l'inscrire avec tact dans le paysage d'une ville chrétienne comme Lyon.

ANDRÉ GUTTON  
Professeur à l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts

## Une bibliothèque et les autres

Je trouve étrange que l'on ait adopté une maquette de Bibliothèque de France avant d'avoir précisé suffisamment son contenu et son rôle.

Ensuite, je m'étonne qu'avant de définir la BF, on n'ait pas procédé à un inventaire des bibliothèques déjà existantes à Paris (situation très différente, notamment, de celle de Londres). Or si les autorités officielles ne la presse n'ont signalé : 1) les grandes bibliothèques que sont la Bibliothèque Sainte-Genève, celle de Beaubourg et la toute récente Bibliothèque des sciences et des techniques de la Cité des sciences et de l'industrie à La Villette dont le catalogue est entièrement informatisé ; 2) les nombreuses et remar-

quables bibliothèques spécialisées qu'il serait trop long d'énumérer. A titre d'exemple : la bibliothèque de la Maison des sciences humaines, la bibliothèque Forney, la bibliothèque de l'Ecole des mines, la bibliothèque de l'Institut Henri Poincaré, la bibliothèque du Conservatoire national des arts et métiers, la bibliothèque du Musée d'histoire naturelle. Il y aurait aussi à signaler dans cette catégorie plusieurs importantes bibliothèques religieuses dont, d'ailleurs, les questions strictement religieuses. La bibliothèque des Poincarés à Chantilly — en dehors de Paris, mais aisément accessible — compte près de cinq cent mille volumes ; 3) Les très nombreuses et excellentes bibliothèques publiques de la Ville de Paris qui peuvent satisfaire un grand nombre d'amateurs.

Je ne reviens pas sur les bibliothèques universitaires, la question étant bien connue. A Paris, la situation n'est pas parfaite, mais elle est déjà assez largement satisfaisante.

Reste l'affaire des « silos ». La séparation pose de redoutables problèmes techniques. Les délais de consultation (quarante-huit heures) feraient certes aussi problème. Toutefois, on a oublié de dire que, déjà, depuis de longues

années, les journaux anciens de la BN sont à Versailles.

FRANÇOIS RUSSO  
(Paris)

## Mirabeau l'oublié du Bicentenaire

Maintenant que les fêtes du Bicentenaire ont été momentanément suspendues, on ne saurait nier qu'elles ont été une parfaite réussite, si, pour ma part, je n'y avais décelé une grave lacune.

L'homme de 89, celui qui en son temps a occupé une place considérable, celui sans lequel il semble difficile d'imaginer la naissance et l'épanouissement de la Révolution dans les premières manifestations de son existence, Mirabeau, n'apparaît guère dans la grande fresque historique qui a été déployée devant nous.

Un timbre lui a rendu hommage (en second après Sieyès ?), et son nom a été cité à plusieurs reprises. La télévision lui a surtout consacré un film dans la série des « Jurons de la Révolution ».

Quelle dérision ! Et quel affront à la mémoire d'un homme qui a été à ce moment précis le cœur battant de tout un peuple qui frémissait d'espoir en l'écouter parler !

Et comment oublier que, dans les dix années qui ont précédé son apparition sur la scène politique,

bien avant tous les autres, il avait déjà sacrifié une partie de sa vie à la défense des libertés publiques ? Et que, malgré les calomnies dont il était déjà l'objet, le peuple avait reconnu en lui le héros par excellence de ses plus vives doléances ?

On peut toujours contester un jugement, mais qui peut mettre en doute l'attachement des circonstances qui jalonnent cette période de notre histoire ?

1780 : Mirabeau a trente et un ans. Il sort de Vincennes, prison d'Etat où il a été interné pendant près de quatre ans par la volonté de son père. Entre-temps il a écrit le plus virulent de ses pamphlets contre le despotisme et les lettres de cachet. Il le publie non sans

peine dans les années suivantes. On le lit, et le bruit s'en répand jusqu'à la Cour. 1784 : Louis XVI ordonne la fermeture de Vincennes. 1788 : Mirabeau est devenu le plus populaire des hommes de son temps. 1789 : il est élu triomphalement député du tiers Etat. La prise de la Bastille marque la première étape de la Révolution en marche.

89 sans Mirabeau ? L'erreur est impardonnable. J'ose espérer que notre prochain rendez-vous avec la Révolution nous permettra de rendre à Mirabeau justice et que la vérité enfin s'imposera bien au-delà des fantaisies de la « petite histoire ».

PIERRE GAY  
Aix-en-Provence

## Le Monde

Édité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)  
Rédacteur en chef : Daniel Vernet  
Correspondant en chef : Claude Seales  
Administrateur général : Bernard Wauts  
7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-87-27  
Telex MONDPA 850672 F ; Télécopieur : (1) 45-23-08-81

مكتبة في الجزائر



# ÉTRANGER

ESPAGNE : les élections législatives du 29 octobre

## M. Felipe Gonzalez boucle en fanfare sa campagne électorale

Les Espagnols sont invités, dimanche 29 octobre, à renouveler les Cortes. La campagne électorale a confirmé la prééminence du Parti socialiste. Reste cependant à savoir si le premier ministre, M. Felipe Gonzalez, pourra continuer à gouverner avec une majorité absolue.

BARCELONE

de notre envoyé spécial

Sept ans après le premier triomphe électoral, il n'a rien perdu de sa fougue oratoire. Le visage et la silhouette se sont peut-être empâtés, mais Felipe Gonzalez reste le jeune et ardent tribun qui fait vibrer la foule et dialogue à merveille avec un auditoire tout acquis d'avance et à qui il donne l'impression de « parler vrai ».

Il l'a encore prouvé, le jeudi 26 octobre dans la soirée, devant les 25 000 personnes qui s'étaient rassemblées dans l'arène de Barcelone pleine à craquer et qui lui ont fait une interminable ovation. Pour elles (et les sondages unanimes leur donnent apparemment raison), il n'y avait pas l'ombre d'un doute : « Felipe » entamera, le dimanche 29 octobre, jour des législatives, sa troisième législature successive comme président du gouvernement. Troisième et dernière, comme il l'a d'ailleurs laissé entendre ces derniers jours à la grande fureur de l'opposition,

qui y voit une « manœuvre plébiscitaire ».

Si l'homme donne à ses troupes l'impression de n'avoir guère changé, le décor en revanche n'est plus le même. Finis les poings levés, fin l'internationalisme, fin la « spontanéité révolutionnaire » : les meetings de PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) constituent désormais un grand spectacle bien huilé. Depuis l'entrée impériale de Felipe Gonzalez dans l'arène jusqu'aux fusées du feu d'artifice final qui illuminent le ciel de Barcelone, les fastes de la politique-spectacle illustrent la puissance triomphale d'un parti qui s'est consolidé au pouvoir de manière spectaculaire.

En vedette américaine, le ministre de la défense, M. Narcis Serra, résume en catalan : « Rappelons, vous, en 1982, lorsque nous sommes arrivés au gouvernement, la droite affirmait que nous ne serions pas capables de gouverner l'Espagne. Eh bien, c'est nous qui avons consolidé la démocratie espagnole, qui avons fait entrer l'Espagne dans la Communauté européenne, qui avons transformé un pays en crise en une nation qui connaît la croissance la plus rapide d'Europe ».

Et Narcis Serra, en qui beaucoup voient le « dauphin » de Felipe Gonzalez, d'annoncer les priorités futures : « Le temps est venu maintenant d'une nouvelle étape qui commencera le 29 octobre, celle d'une plus grande éga-

lité, d'une meilleure qualité de la vie. » Un clin d'œil à ces syndicats qui reprochent amèrement aux socialistes de s'être davantage préoccupés de croissance que de répartition !

« Moi ou le chaos »

Puis vint le tour de Felipe Gonzalez. Les sondages l'ont amené à modifier le tir et à adresser aux communistes, qui commencent à épiéter sur l'espace électoral socialiste, les premières et les plus meurtrières de ses salves. « Il y a beaucoup de gens parmi nous qui ont milité au sein du Parti communiste et ont préféré rejoindre la maison du socialisme démocratique, affirme-t-il. Pourquoi ? Parce que le communisme a de toute évidence échoué. Après soixante-dix ans de communisme, on ne trouve pas de beurre dans les rues de Moscou ».

Et de poursuivre : « Pourquoi les communistes espagnols ne réfléchissent-ils pas sérieusement à ce qui se passe en Europe de l'Est. Est-ce qu'ils se rendent pas compte que c'est à nous, les socialistes démocratiques, que les communistes hongrois ou polonais demandent comment l'Espagne a fait pour passer sans heurts d'une dictature à une démocratie ».

Un coup à droite ensuite : « La droite promet en même temps de faire payer moins d'impôts, d'améliorer les dépenses sociales,

de réduire le déficit. Ce n'est pas un programme, c'est une fiction démocratique. La droite n'a pas d'autre projet que d'enlever aux socialistes la majorité absolue. » A cette « fiction démocratique », Felipe Gonzalez oppose le « réalisme économique ». « Vous nous avez élus pour gouverner et non pas pour raconter des histoires, proclame-t-il. Affirmer que l'on peut créer des emplois, augmenter le nombre d'écoles ou améliorer la santé publique sans commencer par une étape de croissance, ce serait raconter des histoires. » Une allusion implicite aux critiques de ces syndicats que Felipe Gonzalez évite de nommer, mais qui sont tout autant, sinon davantage, au centre de ses préoccupations que les partis d'opposition.

Reste enfin pour Felipe Gonzalez l'argument clé, celui de la crédibilité. Seuls les socialistes peuvent offrir aujourd'hui à l'Espagne à la fois une majorité cohérente et un projet politique clair, assure-t-il. Un projet qu'il résume de manière lapidaire : « Notre défi historique, c'est de sortir définitivement l'Espagne de ce sous-développement et de cet isolement dont elle a trop longtemps pâti, d'en faire une nation capable de figurer parmi les pays les plus développés d'Europe. Nous avons commencé à progresser dans cette voie : continuons ! » Tout porte à croire que, effectivement, après le 29 octobre, « Felipe » continuera !

THERRY MALINAK

## La « belle » de Cadix est d'abord une militante

MADRID

de notre correspondant

Comment faire croire qu'on est un candidat comme les autres lorsqu'on est l'épouse du président du gouvernement ? Une question que doit amèrement se poser Mme Carmen Romero depuis qu'elle s'est lancée dans la campagne électorale pour la province andalouse de Cadix.

Elle a beau souligner : « Je ne me suis jamais considérée seulement comme la femme de Felipe Gonzalez », et affirmer ne pas être descendue dans l'arène politique « uniquement pour distribuer des cailloux aux électeurs », rien n'y fait. Pour la foule curieuse qui la suit dans ses visites électorales au super-marché, pour les militants qui l'accueillent aux meetings aux cris de « guape ! », compliment que les Andalous adressent aux jolies femmes, elle est avant tout « la senora de Gonzalez ». « Et comment va Felipe ? », lui demandent les commerçants auxquelles elle vient expliquer le programme de son parti. « Très bien, très bien », ne peut-elle que répondre avec résignation.

Les journalistes, eux aussi, semblent surtout s'intéresser aux détails de sa vie conjugale. Partage-t-elle toutes les opinions politiques de son mari ? Discute-t-elle de politique avec lui ? Comment ses enfants

ont-ils accueilli sa décision de se présenter ? Mme Romero esquive comme elle le peut toutes ces questions. Difficile expérience pour quelqu'un qui n'a jamais caché son féminisme ! Et qui peut pourtant exciper d'un militantisme de longue date dont elle n'est redevable à personne : membre du PSOE depuis 1968, elle fut l'un des fondateurs en Andalousie de la Fédération des enseignants du syndicat socialiste UGT.

Ce sont d'ailleurs les thèmes syndicaux qui suscitent aujourd'hui les plus catégoriques de ses prises de position. Elle affirme avoir vécu « douloureusement le divorce au sein de la famille socialiste », et souligne que son principal combat — outre la défense des droits de la femme — sera désormais de renouer les fils rompus du dialogue entre parti et syndicat. Tout en affirmant quand même, fidélité oblige, que la responsabilité d'un tel divorce incombe plutôt à l'UGT.

Le fait de vivre si près du pouvoir influe-t-il sur ses jugements en la matière, lui demandent insidieusement les journalistes ? Ce à quoi la candidate répond, non sans habileté, que la principale conséquence de sa situation est sans doute « d'être entouré par diverses utopies et d'en avoir vu s'écrouler beaucoup ».

Th. M.

## DIPLOMATIE

Crise au HCR

## M. Jean-Pierre Hocké a démissionné de ses fonctions de haut-commissaire pour les réfugiés

M. Jean-Pierre Hocké, haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, a démissionné de ses fonctions, jeudi 26 octobre. Il sera remplacé, à titre provisoire, par M. Gerald Hinteregger, actuel secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (CEE-ONU).

M. Jean-Pierre Hocké a justifié sa décision de démissionner de son poste dans une lettre adressée au secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar. « Ces

deux dernières années, des attaques anonymes et publiques ont été portées contre moi et l'institution. La dernière en date (rapport anonyme) revêt un caractère de gravité extrême dont je ne peux accepter ni la méthode ni le contenu », écrit M. Hocké. Il ajoute que « la divulgation de ce document et d'autres dans le passé, de l'intérieur de la maison, porte gravement atteinte au HCR dans son ensemble ». « Au moment où vous avez décidé d'intensifier l'enquête que vous avez initiée, je ne veux en aucune manière, par ma présence à la tête du HCR, compliquer l'investigation en cours », ajoute-t-il en priant le secrétaire général de le libérer de son mandat à partir du 1<sup>er</sup> novembre.

Le document anonyme auquel se réfère M. Jean-Pierre Hocké est un dossier volumineux parvenu à plusieurs missions diplomatiques à Genève, ainsi qu'à la presse. Le

magazine « Rundschau », de la Télévision suisse alémanique, l'avait, le premier, porté à la connaissance du public. Ce dossier, pièces comptables à l'appui, accuse M. Hocké d'avoir voyagé en avion en première classe pour ses déplacements internationaux, alors que ce privilège est réservé au seul secrétaire général des Nations unies. M. Hocké se faisait ensuite rembourser les suppléments par rapport à la classe « affaires » par un fonds financé par le Danemark et la Suède, et destiné en fait à l'éducation des réfugiés. Depuis 1987, M. Hocké est accusé d'avoir puisé pour 300 000 dollars dans ce fonds.

Une gestion critiquée

A la suite de ces révélations, le Danemark avait demandé une enquête à M. Perez de Cuellar, celle que M. Hocké dit ne pas vouloir entraver par sa présence à la

tête du HCR. Le Danemark a aussi demandé expressément que tout l'argent de ce fonds soit désormais consacré à l'éducation des réfugiés.

Cette affaire est intervenue après quatre années d'une gestion pour le moins controversée et fortement critiquée. En janvier 1988, M. Hocké avait notamment fait disparaître les 130 000 exemplaires d'un numéro de *Refugiés*, le mensuel du HCR, dont le contenu n'avait pourtant rien de subversif ou de polémique (le *Monde* du 15 janvier 1988). Depuis, aux prises avec de très graves difficultés financières, comme la plupart des autres organisations humanitaires, le HCR connaissait également une crise de confiance. Réuni du 5 au 13 octobre dernier, le comité exécutif du programme du HCR avait créé un groupe de travail, mais certains ont accusé comme un organisme destiné à mettre sous surveillance la gestion de M. Hocké.

## M. Gerald Hinteregger assure l'intérim

L'Autrichien Gerald Hinteregger, nommé jeudi 26 octobre par intérim au poste de haut-commissaire pour les réfugiés par le secrétaire général de l'ONU, occupe actuellement le poste de secrétaire exécutif de la commission économique des Nations unies pour l'Europe (CEE-ONU).

[Né le 12 novembre 1928 à Weiz, en Autriche, il a effectué des études de langues, de philosophie et de droit aux universités de Graz et de Vienne, ainsi qu'à l'université de Mississippi, à la Sorbonne (France) et à Turin (Italie). En 1957, il entre au service diplomatique autrichien et occupe divers postes au ministère des affaires étrangères. Après avoir été en poste à Washington, il est chef de cabinet du ministre des affaires étrangères de 1970 à 1975, puis ambassadeur à Moscou de 1978 à 1981 et à Madrid de 1975 à 1978.

De 1981 à 1987, il est secrétaire général des affaires étrangères et représentant de l'Autriche auprès de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) à Vienne. Son élection à la tête de la CEE-ONU, organisme spécialisé dans les rapports économiques entre l'Europe de l'Ouest (plus l'Amérique du Nord et le Canada) et l'Europe de l'Est, est intervenue le 15 mars 1987.]

## Bon organisateur mais trop autoritaire

Au sein du HCR, M. Jean-Pierre Hocké s'était fait la réputation d'un homme autoritaire, parfois cassant. Les nominations qui bouleversaient l'organigramme et auxquelles il avait procédé étaient régulièrement critiquées.

Agé de cinquante et un ans, il a fait toute sa carrière dans le tiers-monde où il a débouté dans le milieu humanitaire au Biafra à la fin des années 60, alors qu'il était représentant en Afrique d'une marque automobile française. Après des études en sciences économiques à l'université de Lausanne, M. Hocké se rend au Nigeria à la tête d'une société d'import-export. Il rentre au Comité international de la Croix-Rouge de Genève (CICR) en 1968, où il occupe, avec brio, les fonctions de chef de délégation au Nigeria puis au Liban. Bon organisateur, sachant s'adapter aux situations difficiles, il devient alors responsable de l'action du CICR pour tout le sous-

continent indien, notamment en 1971, lors du conflit entre l'Inde et le Pakistan.

Il accède ensuite au poste de directeur des opérations du CICR, fonction qu'il occupera jusqu'en 1985. Il se montre toujours aussi énergique, notamment lors de la guerre d'octobre de 1973 entre l'Egypte et Israël, au moment de la chute de Saïgon en 1975, lors du conflit Iran-Irak et pendant la grande sécheresse en Ethiopie en 1984. En 1985, sa désignation pour remplacer le Danois Poul Hartling à la tête du HCR ne pose guère de problème, de même que sa réélection il y a un an. Mais, selon des fonctionnaires du HCR, son caractère autoritaire ainsi que l'absence de concertation dans sa direction ont rapidement sapé son prestige au sein du HCR. Sa chute est intervenue à la suite de révélations faites par la presse, avec laquelle il n'avait jamais entretenu de bons rapports.

## AMÉRIQUES

COLOMBIE

## Deux attentats à Medellín ont fait de nombreuses victimes

Cinq policiers ont été tués et au moins quarante autres blessés, dont un quinzaine grièvement, dans la nuit du jeudi 26 au vendredi 27 octobre, lors d'un attentat à l'explosif commis contre un car de police à Medellín. La déflagration a été provoquée par une charge de 30 kilogrammes de dynamite. Cette attaque n'a pas été revendiquée, mais les observateurs estiment qu'elle est imputable aux « barons » de la drogue, dont la principale organisation est précisément le cartel de Medellín. Cette organisation s'est lancée dans une guerre totale contre le gouvernement du président Virgilio Barco, qui a refusé officiellement tout dialogue avec les trafiquants de drogue.

Deux policiers en faction devant le consulat d'Equateur à Medellín avaient, en outre, été tués jeudi matin par des inconnus circulant en taxi.

Ces actions criminelles portent à 31 le nombre de morts et à 125 le nombre des blessés lors des 224 attentats commis par les narco-terroristes durant les deux derniers mois. — (Reuters, AFP.)

## Pourquoi l'Occident a décollé

Personne n'a jamais planifié le capitalisme. Et pourtant ça marche. Deux essayistes américains expliquent...



Les auteurs me paraissent avoir mis le doigt sur le facteur le plus important lorsqu'ils écrivent : « L'Occident avait, pratiquement sans réflexion ni discussion, délégué aux entreprises un pouvoir de décision capital dans l'économie d'innovation : c'étaient elles qui diraient désormais quels projets valaient qu'on en fit l'expérience, quels autres seraient écartés. »

Jean-François Revel, *Le Point*

FAYARD

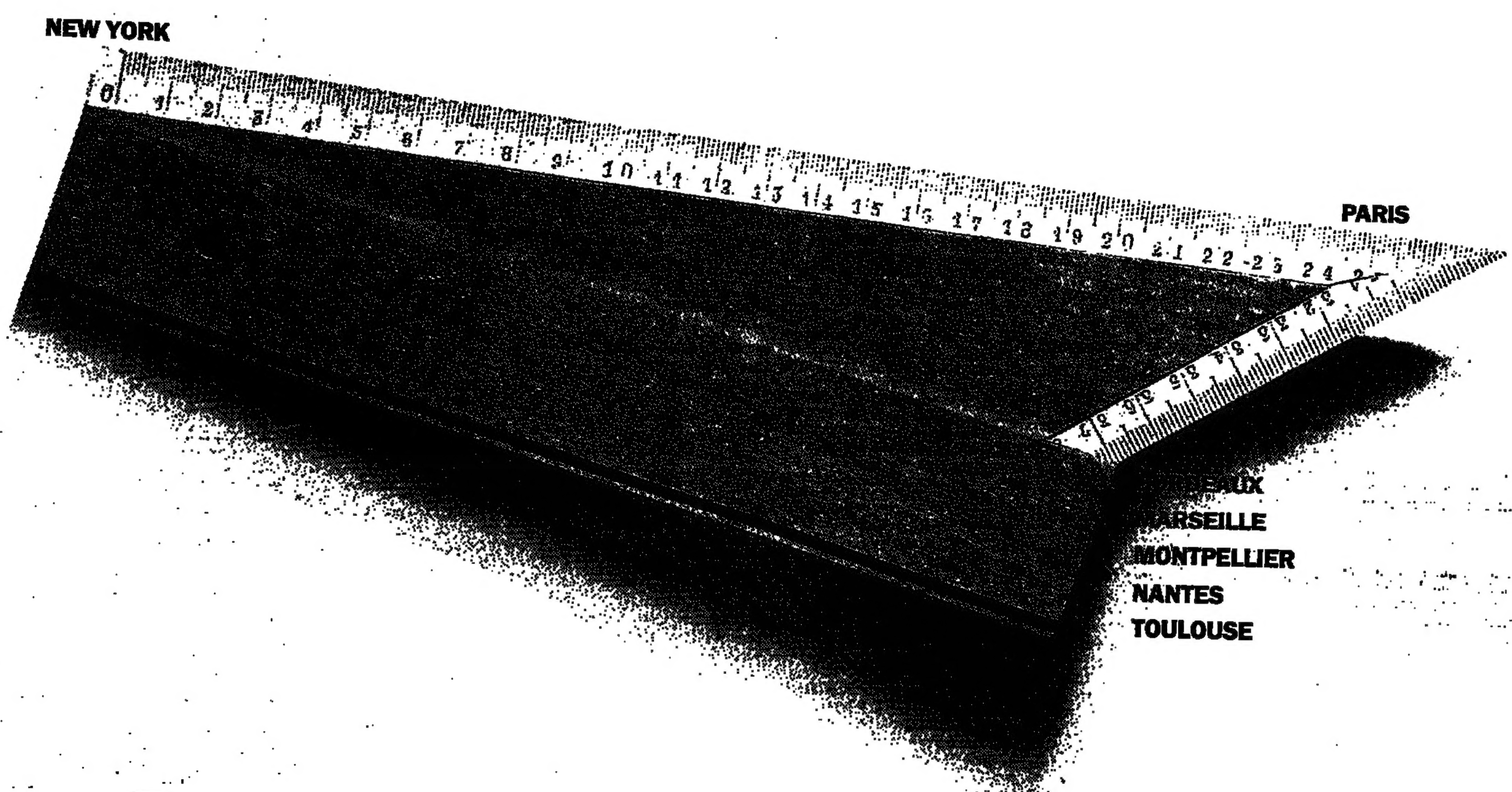


هناك ا حصة لـ اصيل



Mail in 15s

**JUSQU'ICI, POUR ALLER À NEW YORK  
AU DÉPART DE BORDEAUX, MARSEILLE,  
MONTPELLIER, NANTES OU TOULOUSE,  
UNE DROLE DE REGLE VOUS OBLIGEAIT  
À PASSER PAR PARIS.**



**UTA  
Ouvre NEW YORK  
DIRECT.**

Aussi incroyable que cela puisse paraître, Bordeaux, Marseille, Montpellier, Nantes et Toulouse ne sont pas des banlieues de Paris.

La vieille habitude de vous obliger à passer par Paris prouve en tout cas que ce n'est pas encore évident pour tout le monde.

Bref, UTA introduit un nouveau concept pour gagner New York: la ligne droite.

Ça ne changera peut-être pas votre vie, mais ça vous évitera d'avoir à changer d'aéroport, de compagnie ou d'avion à Paris.

Dans de telles conditions de confort, on regrette presque que le vol soit si court.

Pour tout renseignement complémentaire, consultez UTA ou votre agent de voyages.



**NOUS NOUS BATTONS POUR LIBÉRER LE CIEL**







السلامة في العمل

## ASIE

PAKISTAN : près d'un an après son accession au pouvoir

# M<sup>me</sup> Bhutto toujours fragile...

Près d'un an après une élection triomphale et son accession à la tête du gouvernement (le 1<sup>er</sup> décembre 1988), M<sup>me</sup> Benazir Bhutto donne toujours l'impression d'être un premier ministre en survis.

NEW-DELHI

de notre correspondant en Asie du Sud

Un climat d'incertitude continue de prévaloir au Pakistan. M<sup>me</sup> Bhutto tente d'imposer son autorité, ce qui la conduit à d'incessantes épreuves de force à la fois avec le chef de l'État, M. Gulam Ishaq Khan, et avec l'opposition incarnée par le tout-puissant chef-ministre du Pendjab, M. Nawaz Sharif.

Curieusement, la menace ne vient pas de l'establishment militaire. La mise à l'écart, en mai dernier, du chef de l'ISI (les services secrets), le général Hamid Gul, n'a provoqué aucune réaction au sein de l'armée, car une partie au moins du haut commandement n'approuvait pas le rôle que lui faisait jouer le général Zia dans la guerre d'Afghanistan.

De même, lorsque le premier ministre a mis fin à l'action des services secrets dans la politique intérieure, les militaires ont approuvé. M<sup>me</sup> Bhutto vient de limoger le « patron » de l'Intelligence Bureau, deuxième organi-

sation de renseignement du Pakistan, sans provoquer la moindre protestation. Mieux : le général Aslam Beg, chef d'état-major de l'armée, homme insaisissable mais dont le soutien est indispensable au gouvernement, multiplie les professions de foi démocratiques. En août, le général Beg a même rappelé que le rôle assigné à l'armée est de « maintenir un environnement de sécurité dans lequel le système politique choisi par le peuple puisse fonctionner sans entrave ». Le patron de l'armée s'est, d'autre part, refusé à prendre parti dans la querelle qui oppose M<sup>me</sup> Bhutto au chef de l'État.

Le premier ministre a démis de ses fonctions l'amiral Sirohey, qui avait été nommé président du comité des chefs d'état-major en novembre 1988. M. Ishaq Khan s'est opposé à cette décision. Bien qu'officiellement sans affectation, l'intéressé occupe toujours son poste...

Sans pour autant prétendre à une parfaite neutralité (ancien « baron » de l'époque Zia, ses sympathies vont naturellement à ceux qui se targuent d'être les héritiers de l'ancien chef de l'État), M. Ishaq Khan a tenté de calmer le jeu entre le PPP (Parti du peuple pakistanais) de M<sup>me</sup> Bhutto et l'Alliance démocratique islamique (IDA) que dirige M. Nawaz Sharif. Celui-ci s'efforce de remplir la pro-

messe qu'il avait faite au lendemain de la victoire du PPP : empêcher par tous les moyens la fille d'Ali Bhutto (l'ex-président exécuté sur ordre du général Zia) de gouverner.

L'hypothèque du Pendjab

Le premier ministre n'aura pas les condées franches tant qu'un renversement de majorité ne se sera pas produit dans le fief de son adversaire, l'État du Pendjab, qui regroupe 60 % de la population pakistanaise. La « guerre » est devenue féroce après l'arrestation, par le gouvernement fédéral, de l'ancien gouverneur de la province du Nord-Ouest, le général Fazle Haq, ancien « homme fort » de l'époque Zia. Motif : le général serait à l'origine de l'assassinat, en juillet 1988, de l'imam Al Hussaini, chef de la communauté chiite.

Détail : M. Fazle Haq est à la tête d'une fortune considérable que l'on dit amassée grâce au trafic de drogue, l'une des principales activités économiques de la province du Nord-Ouest.

M. Nawaz n'a pas tardé à répliquer : le gouvernement du Pendjab a lancé un mandat d'arrêt (pour meurtre) contre M. Mukhtar Awan, ministre du travail, qui est toujours en fonction. Enfin, il y a eu l'incident de Lahore, la « capitale » du Pendjab : une descente fiscale au

siège d'une usine qui appartient conjointement à un ministre du gouvernement local et aux fils de feu le général Akhtar Abdur Rehman, ancien chef d'état-major de Zia, décédé en même temps que lui. En représailles, M. Nawaz a tout simplement emprisonné (pendant quelques jours) les deux officiers de police diligents par Islamabad.

Pour montrer leur force et leur popularité respectives, le PPP et l'IDA organisent des manifestations monstres, si possible dans le fief du camp adverse. Après le succès d'un vaste rassemblement de soutien pour M<sup>me</sup> Bhutto à Lahore, l'avantage semble être dans le camp du premier ministre.

Aujourd'hui M. Nawaz brandit l'étendard de l'autonomie des États contre le « centre ». Au Balouchistan, province contrôlée par l'opposition et dont la population tribale n'a jamais été domptée par l'État central, le thème est évidemment populaire.

Le gouvernement réplique en dénonçant une tentative « sécessionniste » du Pendjab dont le risque, il est vrai, n'est plus tout à fait à écarter. D'autant que le « cancer » des velléités séparatistes gagne le Sind (fief de la famille Bhutto), seul État où le premier ministre disposait jusqu'à d'une nette majorité.

Le Jyoti Sindh, mouvement composé de Sindhis de souche,

se promet de « libérer » la province : 9 récemment, au cours d'un rassemblement à Sukkur, les activistes sindhis (qui sont discrètement mais activement soutenus par les partisans de M. Nawaz Sharif) se sont livrés à un autodafé de drapeaux pakistanaïques, accusant le PPP de transformer les Sindhis en « esclaves des Américains et des Mohajirs ». Ces derniers, d'anciens immigrants de l'Inde, de langue ourdou, occupent une place économique et politique déterminante à Karachi, mais aussi sur le plan national.

Colmater les brèches

Depuis la victoire électorale de M<sup>me</sup> Bhutto, leur mouvement, le MQM, n'a cessé de menacer de « lâcher » le PPP et de passer avec ses troupes — les parlementaires qui sont nécessaires au PPP pour gouverner la province et les quatorze députés au Parlement national — chez l'« ennemi ». Lundi 23 octobre, le MQM est passé aux actes et a fait allégeance à M. Nawaz Sharif.

Ce renversement d'alliance peut se révéler très dangereux pour M<sup>me</sup> Bhutto dans la mesure où, avec l'aide de députés indépendants, dont le soutien se monnaie, le chef-ministre du Pendjab peut espérer mettre le premier ministre en minorité lors

d'un vote de confiance à l'Assemblée nationale.

Les Mohajirs estiment ne pas avoir beaucoup de raisons d'être satisfaits : M<sup>me</sup> Bhutto rentre d'une visite officielle au Bangladesh sans que l'épineuse question du retour des réfugiés bharis (1) ait progressé. Autant les Sindhis, sont violemment hostiles à toute idée de rapatriement, autant les Mohajirs exigent la « justice » pour leurs « frères immigrés ».

Occupée à colmater les brèches d'une unité nationale qui semble parfois bien artificielle, assiégée sans trêve par une opposition qui a juré de provoquer sa chute, observée par une armée dont elle a toutes les raisons de se méfier, M<sup>me</sup> Bhutto doit, en outre, tenter de favoriser un règlement politique du conflit afghan et aussi instaurer un climat de détente avec l'Inde.

Décidément, depuis onze mois, l'avenir de M<sup>me</sup> Bhutto ne s'est pas beaucoup éclairci.

LAURENT ZECCHINI

(1) Musulmans qui se sont installés au Pakistan oriental au moment de la partition, en 1947, les Bharis ont été en quelque sorte pris au piège par la guerre indo-pakistanaise de 1971 et la création du Bangladesh. Pakistanaï de cœur, ils réclament leur retour dans leur pays. Environ 250 000 d'entre eux sont logés dans des camps rudimentaires au Bangladesh.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-87-27  
Tél. MONDIPAR 850572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :  
constatée à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Bourvois-Méry, fondateur.

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 42-47-88-61.

**Le Monde**  
PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS  
Tél. (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 266 136 F

**Le Monde**  
TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE  
ou 36-15 - Tapes LM

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

## ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	345 F	399 F	394 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	772 F	1 400 F
1 an	1 380 F	1 380 F	1 380 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements  
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse : les abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. **PORT PAYÉ : PARIS BP**

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez noter l'obligation d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

LAURENCE PAYÉ JEANNERET • JEAN-JACQUES PAYAN  
**LE CHANTIER UNIVERSITAIRE**

128, rue de la République  
PRINCE DE L'ÉPIQUE : 120 F + 264 pages

BLANCHESNE, 72, rue des Saints-Pères • 75007 PARIS • Tél. : 45 48 20 28

## Téléphone de voiture

Vous aviez raison d'attendre...  
...Vodafone vous donne aujourd'hui  
12 raisons pour ne plus attendre

Votre voiture est votre deuxième bureau... et elle ne possède toujours pas le téléphone ? Aujourd'hui, avec l'ouverture de centres Vodafone, exclusivement consacrés au téléphone de voiture, vous avez 12 raisons pour ne plus attendre et vous équiper dans les meilleures conditions.

### 1 Poste fixe ou portable...

...chez Vodafone, vous avez le choix : vous trouvez le téléphone qu'il vous faut.

### 2 Vous utilisez un réseau performant

Le nouveau réseau SFR, à technologie cellulaire vous permet de téléphoner dans le monde entier, sans délai, sans message d'annonce... et sans être interrompu.

### 3 Votre ligne attribuée sans délai

24 h suffisent pour qu'une ligne définitive vous soit attribuée, et Vodafone s'occupe des formalités !

### 4 Vous téléphonez en toute sécurité

Vodafone vend exclusivement des postes « mains libres ». Vous dialoguez et conduisez ainsi en toute sécurité.

### 5 L'expérience d'un leader

N° 1 européen, avec plus de 400 000 postes installés, Vodafone maîtrise toutes les techniques de pose.

### 6 Des techniciens très qualifiés

Grâce à leur formation et à leurs équipements, les techniciens Vodafone travaillent à la perfection. Et chaque appareil vendu est testé et vérifié.

### 7 Le service : à domicile si vous voulez

Les installateurs Vodafone se déplacent à votre domicile ou sur votre lieu de travail. Et si vous préférez venir au centre, un personnel souriant et compétent vous accueille.

### 8 Vous savez tout de votre téléphone

Chez Vodafone, on vous informe sur toutes les fonctions de votre appareil et sur le réseau SFR.

### 9 Un service après-vente irréprochable

Le réseau, les équipes, l'assistance : Vodafone vous offre le meilleur service après-vente.

### 10 Des garanties bien étudiées

Vous choisissez parmi trois types de garanties la couverture adaptée à vos besoins professionnels.

### 11 ... à partir de 339 F\* HT par mois !

La puissance de Vodafone vous permet d'adopter une installation professionnelle à un prix très compétitif.

### 12 ... et Vodafone vous offre le champagne

Vous êtes l'un de nos 300 premiers clients ? Vodafone vous offre 6 bouteilles de Champagne Lanson Black Label !



LANSON BLACK LABEL : rien de tel qu'un grand Champagne pour fêter votre téléphone de voiture.

N'attendez plus : contactez Vodafone aujourd'hui !

LXON : 78.72.98.17.  
NICE/ANTIBES : 93.74.64.22.  
MARSEILLE : 91.27.08.87.  
LILLE : 20.31.63.64.  
PARIS : (1) 45.53.11.29.  
PARIS-LA DEFENSE : (1) 47.76.19.84

## DEMANDE D'INFORMATION

à renvoyer à Vodafone - 8, rue Cimarosa, 75116 Paris

J'envisage l'achat d'un téléphone de voiture, merci de me faire parvenir votre documentation.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Société : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_ Tél. : \_\_\_\_\_

M 002

**VODAFONE**  
Bien entendu

\*Financement par crédit bail entreprise sur 60 mois, sous réserve d'acceptation du dossier - valeurs résiduelles : 2 % du p.p. d'origine I.T. p.p. I.T. 13 500 F hors installation, fonction « mains libres » incluse.



## ASIE

Recevant le premier ministre thaïlandais à Pékin

## M. Deng Xiaoping craint au Cambodge un « nouvel Afghanistan »

PEKIN

de notre correspondant

M. Deng Xiaoping a émis la crainte que la situation au Cambodge tourne à « un nouvel Afghanistan » faute d'un accord sur un règlement politique. Le vieux dirigeant chinois a fait cette réflexion au cours d'un entretien avec le premier ministre thaïlandais, M. Chatichai Choonhavan, jeudi 26 octobre, à l'issue d'une visite de travail de deux jours de ce dernier à Pékin.

M. Deng et M. Chatichai ont exprimé des vues présentées comme « identiques » par les médias officiels chinois sur la question cambodgienne. D'une part, son aspect « international » doit être réglé par un retrait « authentique » des troupes vietnamiennes, auquel les deux pays refusent de croire en l'absence de contrôle extérieur. D'autre part, son aspect « intérieur » : l'établissement d'une constitution quadripartite dirigée par le prince Sihanouk, qui séjourne actuellement en Corée du Nord. Les deux aspects, a insisté M. Deng, « doivent être réglés simultanément ».

M. Chatichai est le premier chef de gouvernement d'un pays allié par traité aux États-Unis à avoir rencontré toute la haute direction

chinoise depuis les troubles du printemps. Il est connu pour avoir par le passé établi des relations personnelles chaleureuses, sur le gazon de golf en particulier, avec M. Zhao Ziyang, l'ancien secrétaire général du Parti communiste. L'intervention de l'armée chinoise contre les manifestants pékinois avait créé une certaine confusion dans les rapports très étroits entre Pékin et Bangkok. La visite de M. Chatichai paraissait destinée en partie à effacer cette ombre ainsi que la confiance que les Chinois éprouvent devant les concessions du gouvernement thaïlandais envers le régime de Phnom-Penh.

C'est la raison pour laquelle les médias officiels chinois ont mis l'accent sur le caractère « exemplaire » des rapports entre les deux pays au-delà de leurs « systèmes sociaux différents ». M. Chatichai a insisté sur le fait que ces relations se poursuivraient « malgré l'incident de Tiananmen », référence aux troubles de juin que la presse chinoise n'a pu passer sous silence.

Pour approfondir ses protégés Khmers rouges, Pékin a plus que jamais besoin, à présent que les armées parlent de nouveau au Cambodge, de la complicité des militaires thaïlandais.

F.D.

## A TRAVERS LE MONDE

RFA

## Un soldat britannique et son bébé tués par des membres présumés de l'IRA

Un caporal de l'armée de l'air britannique et son enfant âgé de six mois ont été froidement assassinés, jeudi 26 octobre à Wiltshire, en Allemagne fédérale, vraisemblablement par des membres de l'Armée républicaine irlandaise. Trois hommes ont été tirés sur le camping-car à bord duquel se trouvaient les deux victimes et l'épouse du caporal de la Royal Air Force. Celle-ci n'a pas été blessée, mais a été transportée à l'hôpital en état de choc.

Les circonstances de ce double meurtre rappellent celles du dernier attentat commis par l'IRA en République fédérale le 8 septembre à Ulm, où l'épouse cossue d'un militaire britannique avait été tuée par l'explosion d'un engin dans sa voiture. Ce double meurtre serait le onzième attentat perpétré en République fédérale par l'IRA depuis 1987. Les extrémistes ne sont intervenus cette année depuis que la justice cossue-attentat à Wiltshire, en juin dernier, deux militants de l'IRA arrêtés le 30 août 1988.

TUNISIE

## Grève de la faim d'islamistes

Une vingtaine d'islamistes occupent, depuis jeudi 26 octobre, les locaux de la Ligue tunisienne des droits de l'homme, situés dans le centre de la capitale et y ont entamé une grève de la faim. Condamnés ces derniers années pour leurs activités politiques, graciés par le chef de l'État, ils réclament leur réintégration dans les emplois qu'ils occupaient avant leur arrestation. La Ligue, qui a pris en charge depuis longtemps leurs revendications, a refusé et dénoncé cette occupation. — (Corresp.)

□ PANAMA : le gouvernement ordonne la fermeture du bureau de l'agence UPI. — Les autorités panaméennes ont ordonné jeudi 26 octobre la fermeture du bureau de l'agence de presse américaine United Press International (UPI). Le ministre de la justice a accusé UPI de « violer systématiquement l'obligation journalistique en publiant de fausses informations, avec l'intention évidente de discréditer les autorités panaméennes et de ternir l'image de ses dirigeants ». — (UPI)

## Le centenaire de Ho Chi Minh

L'ANAI (Association nationale des anciens d'Indochine) et du souvenir indochinois, 15, rue de Richelieu, Paris 1<sup>er</sup>, Tél. : 42-61-41-29 s'élève contre le projet de l'UNESCO de célébrer à Paris en 1990, le centenaire de Ho Chi Minh. En novembre 1987, la conférence générale de l'UNESCO a adopté par consensus une résolution priant son directeur général de « prendre des mesures appropriées pour célébrer le centenaire de la naissance du président Ho Chi Minh et de l'apporter son soutien aux activités de commémoration organisées à cette occasion, et en particulier à celles qui auront lieu au Vietnam ».

L'ANAI s'oppose à la célébration de cet anniversaire au siège de l'UNESCO, qui se trouve à Paris. Dénonçant « les crimes du régime totalitaire instauré par Ho Chi Minh », elle demande à M. François Mitterrand de s'opposer à ce projet dans le budget de la République.

Les propos de M. Mitterrand ont été aussi commentés favorablement

## Le règlement du contentieux franco-iranien progresse

Nouveaux entretiens à Paris

Après de longues années de relations conflictuelles, la France et l'Iran seraient-ils sur le point d'entamer définitivement la hache de guerre ? « Personne ne dit que (tous les problèmes) vont se résoudre » et il faudra « du temps » avant de parvenir au stade où des différends conjoncturels ne miront plus à l'ensemble des relations bilatérales, souligne prudemment M. Mahmoud Vaezi, vice-ministre iranien des affaires étrangères.

Arrivé mardi à Paris, il a eu trois entretiens avec M. François Schœrer, secrétaire général du Quai d'Orsay, avant de regagner son pays, vendredi 27 octobre. De ces nouveaux entretiens — une première série de rencontres a eu lieu en septembre à Téhéran — deux ont été consacrés au contentieux financier opposant les deux pays et un aux problèmes politiques et diplomatiques.

Si M. Vaezi a fait état, dans un entretien avec le Monde, d'« obstacles » entravant encore

une normalisation complète, il s'est refusé à les nommer, hormis le contentieux financier, de même qu'il s'est montré très discret sur les chiffres actuellement en discussion concernant cette question. La raison en est simple, a-t-il expliqué : les deux parties sont convenues de ne rien dire qui puisse nuire aux « démarches » engagées. Reste que si, sur le plan économique, les conversations, qualifiées de « satisfaisantes » par M. Vaezi, semblent avoir progressé, des « différences sensibles » existent toujours. A cet égard, M. Vaezi a fait état de « nouvelles propositions » faites mercredi soir, justifiant que le dernier retourne devant « les experts ».

Ce contentieux, hérité de contrats passés avant l'avènement, il y a dix ans, de la République islamique, porte sur des centaines de millions de dollars, avec notamment la question du remboursement du reliquat (370 millions de dollars) d'un prêt de 1 milliard consenti en

1974 par le Shah au Commissariat à l'énergie atomique ainsi que sur les dédommagements dus par Téhéran à des entreprises françaises pour raptures unilatérales de contrats.

Or, pour les Iraniens, problèmes économiques et politiques sont inséparables et, « si des obstacles devaient persister dans un domaine, ils auraient des répercussions sur l'autre », a souligné M. Vaezi, pour qui les rapports entre les deux pays « dépendent des relations de coopération » qu'ils auront réussi à établir. Autrement dit, « si nous arrivons à lever les obstacles [qui subsistent], la France tiendra une bonne place » dans les relations extérieures de l'Iran.

## « Bonne volonté » de part et d'autre

En tout état de cause, les deux parties ont décidé de maintenir le rythme, pris depuis septembre, des rencontres à haut niveau — une fois par mois, — la pro-

chaine devant avoir lieu en novembre à Téhéran. La discrétion de M. Vaezi (d'ailleurs partagée par le Quai d'Orsay) est peut-être le signe le plus manifeste du changement intervenant dans l'attitude des Iraniens depuis la mort de l'ayatollah Khomeini, en juin, et l'élection, le mois suivant, du président Ali Akbar Hashemi Rafsanjani.

Autre signe — outre « la bonne volonté, de part et d'autre » relevée par M. Vaezi : l'affaire Naccache (du nom du terroriste libanais pro-iranien condamné à la prison à vie à la suite d'une tentative d'assassinat, en 1980, contre l'ex-premier ministre iranien Châpur Bakhtiar, au cours de laquelle deux personnes ont été tuées), dont Téhéran ne semble plus vouloir faire son cheval de bataille. Le responsable iranien a ainsi déclaré publiquement qu'il ne pensait pas que cette question « soit un obstacle au développement » des relations bilatérales.

YVES MELLER

Après le discours de M. Mitterrand à Strasbourg

## L'OLP se félicite de la relance du dialogue euro-arabe

Le roi Hassan II du Maroc a qualifié d'« excellente initiative » la proposition de M. Mitterrand, faite devant le Parlement européen, de réunir, en décembre à Paris, les pays de la Communauté européenne et les membres de la Ligue arabe.

Le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), M. Jean Kahn, a exprimé, dans un communiqué, l'espoir que la France « ne poussera pas l'Europe à une

initiative unilatérale » au Proche-Orient. Il a souligné « que la France et l'Europe maintiennent une position d'équilibre entre les parties concernées ». Quant à l'Alliance France-Israël, elle a déploré, dans un communiqué, que le chef de l'Etat français fasse preuve « de plus de retenue quand il doit dénoncer la Syrie ou l'Iran, l'Algérie ou l'Irak », alors que son discours de Strasbourg était d'une « violence anti-islamisme qui rejoint celle des plus grands ennemis d'Israël ».

TUNIS

de notre correspondant

« En prenant en compte la responsabilité historique, politique et morale de l'Europe occidentale dans la tragédie palestinienne, M. Mitterrand a pris, une fois de plus, rendez-vous avec l'histoire. » C'est en ces termes que le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Cheddi Khil, a salué, jeudi 26 octobre, le discours du président de la République.

Les propos de M. Mitterrand ont été aussi commentés favorablement

par l'OLP. « En adoptant, en ce moment précis, une attitude aussi claire sur le problème palestinien et en précisant de relancer le dialogue euro-arabe, M. Mitterrand a voulu rendre témoin l'opinion publique internationale de l'efficacité de la politique américaine au Proche-Orient, dont les résultats n'ont fait que bloquer la situation », a déclaré Abou Jaber, directeur du département politique de l'OLP.

En dépit de cette nouvelle flèche en direction de Washington, les contacts américano-palestiniens n'en continuent pas moins. C'est ainsi que l'ambassadeur américain,

M. Robert Pelletreau, a rencontré, jeudi à Tunis, deux dirigeants de l'OLP, qui lui ont demandé « des éclaircissements » sur le plan en cinq points du secrétaire d'Etat, M. James Baker, pour l'ouverture de pourparlers israélo-palestiniens.

L'OLP, qui apparaît divisée à l'égard de l'initiative américaine — qu'elle se garde toutefois de rejeter — souhaite obtenir des précisions sur les conditions dans lesquelles devra être constituée la délégation palestinienne à ces pourparlers et sur l'ordre du jour de ces derniers.

MICHEL DEURÉ

LIBAN

## Le patriarche maronite tente de rassembler le camp chrétien

BEYROUTH

de notre correspondant

Se penant en rassemblant du camp chrétien, en même temps qu'un chef de file des partisans de l'application du pacte de Taïef, le patriarche maronite, Mgr Sfeir, est rentré au Liban pour tenter d'apaiser les tensions dans le réduit chrétien. L'émissaire du triumvirat arabe, M. Lakhdar Brahimi, y est revenu, lui, pour faire appliquer la première phase de ce document : l'élection d'un président de la République fixée, en principe, au 7 novembre au plus tard.

Leur tâche n'est pas simple. Le général Aoun, premier ministre en exercice et soutien chrétien, maintient, en effet, son refus de la solution élaborée en Arabie saoudite par les députés, sous l'égide arabe et avec un appui international général. Il appelle les députés à regagner rapidement le Liban, mais c'est pratiquement en les invitant à se démettre. Ceux-ci, en tout cas, ne se décident pas à rentrer : sur les six cents-dix qui étaient réunis à Taïef, cinq seulement sont revenus, dont un seul M. Edouard Kanaan, qui a d'ailleurs rejeté l'accord — dans le réduit chrétien.

## AFRIQUE

TCHAD : des dizaines de morts

## Violents affrontements entre l'armée et des rebelles dans le Darfour

Tout est « calme » aux frontières, avait assuré, il y a une semaine, le président Hissène Habré, en visite à Bruxelles. A la vérité, les Foces armées nationales tchadiennes (FANT) viennent de se lancer à la poursuite d'éléments rebelles, réfugiés dans la province saoudienne du Darfour. De durs affrontements entre frères ennemis ont eu lieu en plein désert, qui se sont soldés, dans chaque camp, par des dizaines de morts et des centaines de blessés.

Les maquisards tchadiens ont fait état, dans un communiqué publié à Khartoum, de la mort de plus de mille deux cents soldats gouvernementaux au cours d'une bataille qui se serait déroulée, le 16 octobre, près de la localité de Baniat, à 170 kilomètres à l'est de

la frontière saoudienne. En réalité, les FANT auraient perdu, selon des sources dignes de foi, entre cinquante et quatre-vingt-dix hommes, dont Youssouf Ganyu, le commandant de la police, tandis que figure, parmi les quelques trois cents blessés, Allaïfou Koni Wani, le commandant en chef de l'armée. Les forces de N'Djamena

sauraient résister à encercler les forces rebelles dans la zone montagneuse d'Umm-Sidr, à environ 200 kilomètres à l'intérieur de la province du Darfour.

Ces quelques milliers de rebelles — peut-être deux mille au maximum — s'étaient regroupés autour de M. Idries Deby, redoutable chef de guerre, qui, en 1982, avait aidé M. Habré, membre, comme lui, de

la tribu des Oulémas, à reconquérir le pouvoir. Début avril, pour des raisons encore mal élucidées, il était entré en rébellion contre le chef de l'Etat, dont il était alors un conseiller dévoué, en charge de la sécurité et de la défense. Il avait refusé à gagner le Soudan voisin tandis que son compagnon d'équipée, M. Hassan Djamous, le commandant en chef des FANT, avait été arrêté puis ramené à N'Djamena, où, selon la version officielle, il serait mort des suites de ses blessures.

## La trahison d'Idries Deby

« Les Tchadiens se sont enfin réconciliés », se félicitait, il y a une semaine, M. Habré. Le dernier opposant de taille à s'être rallié au régime fut, en novembre 1988, M. Achach Ibn Omar, chef du Front national tchadien, qui fut nommé, quelques semaines plus tard, ministre des affaires étrangères, au grand dam des fidèles de la première heure comme, justement, M. Deby. Quant à M. Goukouni Ossedjebe, l'ancien président déchu, il s'acquiesça plus l'actuel chef de l'Etat, pour lequel il ne représentait « ni une force politique ni une force militaire ».

Il n'empêche que la trahison de M. Deby complique la politique de réconciliation nationale conduite

par M. Habré. Livrés à eux-mêmes, les rebelles tchadiens, pour la plupart réfugiés au Soudan, font encore, aujourd'hui, à se placer sous le commandement de M. Deby, un chef aux pressants besoins de service, pour les besoins de la cause, à accepter sans trop se soucier l'aide de la Libye, qui, pourtant, il n'a toujours durement combattue.

Cette nouvelle donne risque de renforcer la méfiance des autorités de N'Djamena à l'égard du Soudan, qui avait, à l'entendre, désarmé les rebelles tchadiens installés sur son territoire et limité leur liberté de déplacement. De la Libye aussi, qui, malgré l'accord de paix signé, le 31 août à Alger, n'a cessé de soutenir, comme à son habitude, de maintenir plusieurs fois au feu pour ne pas laisser croire à M. Habré qu'il a définitivement gagné la partie.

M. Habré, qui a reconstruit, samedi dernier à Paris, M. Mitterrand, n'aura pas manqué de lui faire part de ses inquiétudes face à la lenteur calculée avec laquelle le colonel Kadhafi s'engage dans le processus de paix. Raison suffisante, à ses yeux, pour que le dispositif militaire éparpillé ne soit pas allégé plus que nécessaire, car, vu de N'Djamena, la guerre menace toujours aux frontières.

JACQUES DE BARRIN

Le nouveau  
afrique  
asie

COPIE D'IVOIRE : La fin d'une époque  
ALGERIE : Les premiers pas de la  
département  
SÉNÉGAL : Cote d'Ivoire  
TUNISIE : Après l'État de grâce  
CAMEROUN : Rya, quel séisme ?  
En vente chez Adjourah

كلنا من الوطن



L'affaire du voile coranique et ses prolongements politiques

Deux conceptions de la laïcité s'affrontent au sein du PS

Le débat qui divise les socialistes sur l'attitude à adopter face aux manifestations d'appartenance confessionnelle à l'école a mis en évidence leur incertitude sur les problèmes de la laïcité, d'une part, de l'immigration, d'autre part.

Certains dirigeants ou députés du PS avaient en tête, ces derniers jours, la querelle scolaire de 1984 et le désastre auquel le pouvoir avait, alors, échappé de peu. D'autres se souvenaient de l'élection municipale de Droux, qui avait vu la droite et l'extrême droite faire cause commune contre les immigrés. L'école et l'immigration avaient été les deux armes principales efficacement utilisées contre la gauche par l'opposition.

Sur ces deux thèmes, les socialistes s'étaient révélés démunis. Leur conception de l'éducation comme service public unifié et laïc avait inspiré de la société, dans ce domaine, à la liberté, au pluralisme et au respect du choix des parents. Face au racisme, leur anticléricalisme de principe se manifestait, souvent, d'un « réalisme » qui faisait la part belle aux arguments de l'adversaire.

Dans les deux cas, le salut, pour les socialistes, leur était venu hors de leurs rangs. SOS-Racisme, d'un côté, avait trouvé l'antidote à la démagogie de l'extrême droite et d'une partie de la droite. De

l'autre, les animateurs du mouvement étudiant et lycéen de la fin de 1986, ceux de l'UNEF-ID et des coordinations, avaient redonné vie à la défense d'une éducation ouverte à tous et égalitaire.

Les socialistes ont bénéficié de ces deux mouvements, mais ils n'en ont pas tiré les leçons. Dans l'affaire des voiles islamiques, M. Lionel Jospin a adopté à l'égard du PS une méthode quelque peu terroriste, qui ne lui a pas si mal réussi, puisque le bureau exécutif, tout en affirmant son hostilité aux « manifestations ostentatoires d'appartenance religieuse » à l'école, a admis que le « traitement des cas individuels » ne peut se faire que par le « dialogue » (et non par l'exclusion), recommandant aux chefs d'établissement par le ministre de l'Éducation nationale, et que « nul enfant ne doit être privé de son droit à l'éducation ».

L'unanimité qui s'est faite sur ce texte ne peut dissimuler, cependant, que, si la position de M. Jospin est acceptée comme la seule possible dans l'immédiat, les dirigeants du PS n'y voient pas le dernier mot de la discussion. Le débat peut-être, là, un vrai thème de débat pour le congrès de Rennes, en mars 1990.

Les « laïcs » de toujours

Sont en discussion, d'abord, deux conceptions de la laïcité. Selon l'une, qu'inspire la tradition de la III<sup>e</sup> République, la laïcité est une pédagogie, qu'exerce l'État républicain sur les futurs citoyens, soustraits, dans l'espace scolaire, autant que faire se peut, aux parti-

cularismes sociaux, culturels, politiques, régionaux, religieux, auxquels les soumet le hasard de la naissance. Selon l'autre conception, la laïcité est un principe de neutralité, commandant l'accueil des enfants à l'école avec toutes les différences qui les séparent les uns des autres, mais qui, aussi, les caractérisent et contribuent à former leur personnalité.

Une intégration « à deux vitesses »

La première conception reste le fond de l'idéologie socialiste, et, particulièrement, de celle des enseignants socialistes. Elle a été défendue par des « laïcs » de toujours, comme MM. Jean Poporen et André Laignel, par M. Jean-Pierre Chevènement et, de façon plus nuancée, par M. Pierre Mauroy. Elle l'a été, aussi, par M. Laurent Fabius, qui l'on aurait cru plutôt proche de la thèse du « droit à la différence », défendue par SOS-Racisme. C'est, en effet, du côté des dirigeants du PS que se trouvent les tenants du mouvement des « pots ».

MM. Harlem Désir et Julien Dray — que l'on trouve les partisans de la « nouvelle » laïcité, mais aussi parmi les amis de M. Jospin, bien sûr, qu'appelle un indécidable, M. Jean-Michel Belorgey. Le président de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale est de ceux qui vont le plus loin dans l'idée d'une école ouverte à toutes les différences et permettant à chacun d'y vivre et d'exprimer celles qui tiennent à son milieu d'origine.

Derrière la question de la laïcité, ou à côté, se pose celle de l'immigration, qui oppose, là aussi, deux

conceptions et deux méthodes. Pour M. Chevènement et ses amis de Socialisme et République, comme pour M. Poporen, la solution du problème est dans l'intégration comprise comme assimilation, par les immigrants, des normes républicaines, autrement dit dans la naturalisation. Les rattachés semblent, majoritairement, partager cette position, vers laquelle penchent, aussi, M. Fabius et ses amis.

En sens inverse, les jospinistes, de même que MM. Dray et Melançon, sont résolument partisans d'une intégration « à deux vitesses », distinguant citoyenneté et nationalité dans la mesure où ils préconisent d'accorder aux étrangers le droit de vote aux élections locales. On retrouve là l'opposition entre l'idée de l'appartenance à la République française comme adhésion à des principes universels, qui renvoient les différences à la sphère du privé, et celle d'une France multiculturelle, tolérante des façons différentes de se situer dans l'ensemble social.

En dernier ressort, c'est le problème de la nation ou de l'identité française qui est posé à travers ces débats. Être français, est-ce adhérer à des principes ou participer d'une culture, éventuellement issue de ces principes ? La question travaille les esprits depuis le début des années 80, à droite comme à gauche. Certains socialistes se demandent si leur parti sera capable de l'aborder à son comble, qui y trouverait, alors, matière à une confrontation idéologique susceptible d'intéresser la « société civile ».

PATRICK JARREAU

La FEN réclame un débat parlementaire

La Fédération de l'éducation nationale (FEN) demande à M. Lionel Jospin de faire preuve d'une « fermeté sans faille » au sujet des foulards islamiques. « Nous attendons avec impatience que le ministre de l'Éducation nationale rappelle dans un texte réglementaire les obligations des élèves et des fonctionnaires », écrit M. Yannick Simbron, secrétaire général de la FEN, dans le dernier bulletin hebdomadaire de l'organisation. La FEN, qui juge insuffisante la circulaire de 1987 interdisant tout prosélytisme dans l'école publique, demande la présentation d'urgence d'un nouveau texte devant le Conseil supérieur de l'éducation nationale. M. Simbron réclame, d'autre part, un débat parlementaire sur le thème de la laïcité, considérée comme « l'un des fondements de la République ». « À partir de là, conclut M. Simbron, nous saurons si le voile n'est qu'une distinction vestimentaire ou s'il s'agit, plus probablement, d'un moyen d'afficher une volonté de prosélytisme religieux ».

Le principal de Creil a « honte pour la France »

Dans une interview accordée au *Figaro*, le principal du collège de Creil reproche à M. Jospin de ne pas avoir pris la défense du « fonctionnaire » qu'il est. « Mon serment est triple, déclare M. Ernest Chemturi : désarm, réprobation et inquiétude. J'ai vécu sur le terrain le fait que notre institution ne fonctionnait pas et n'arrivait pas à faire respecter ses lois et règlements. À ce titre, j'ai honte pour la France ».

De son côté, M. Guy Bayet, président de la Société des agrégés se demande si les déclarations de M. Jospin ne rendent pas caducs

les textes sur la neutralité de l'école publique.

A l'inverse, le Mouvement contre le racisme et pour l'unité entre les peuples (MRAP) et la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL), « approuvent » la position de M. Jospin. Le MRAP qualifie la déclaration du ministre de « courageuse et pédagogique », tandis que la FIDL affirme : « Nous savons que seule l'école laïque permettra à ces jeunes filles de prendre conscience de leur condition et de s'intégrer. La pire des solutions aurait été l'ouverture d'écoles coraniques ».

Des « beurettes » contre l'exclusion

Réaction voisine de la part des « Nanas Beurs », association féministe de jeunes d'origine maghrébine : « en renvoyant les élèves qui portent le hijab dans la sphère privée de l'école religieuse, cela leur fera vivre une oppression supplémentaire. Seule l'école laïque permettra l'émancipation et l'intégration ». De son côté, l'association « Expression maghrébine au féminin » exprime son « ras le bol d'être à la fois les armes des uns et le bouclier des autres ».

D'autres « beurettes », parmi lesquelles Hayette Boudjemah, vice-présidente de SOS-Racisme et l'actrice Souad Amidou lancent un appel à l'intégration par l'école dans un texte signé également par Ségholène Royal, député (PS), l'athlète Monique Evans, Isabelle Thomas, conseillère à l'Élysée, et Marie-France Casalis, membre du Planning familial : « Nous ne soutiendrons jamais ceux qui veulent interdire l'accès au savoir, écrivent-elles. Ceux-là ne leur laissent pas le choix ».

M. Le Pen dénonce la « colonisation de la France »

M. Jean-Marie Le Pen a déclaré, lors d'une conférence de presse, jeudi 26 octobre, que la revendication du port du voile par « les islamistes étrangers » est une illustration de la « colonisation de la France ». Il a d'ailleurs part annoncé le lancement d'une campagne d'information sur le thème de « l'identité nationale ».

Le président du Front national, qui était jusqu'à présent l'un des rares hommes politiques à ne pas encore s'être prononcé sur cette question, a estimé que « les membres du bureau exécutif du PS ont inventé l'eau chaude » en affirmant leur attachement à la laïcité tout en tolérant le port du voile. Pour M. Le Pen, cette affaire, qui est la « partie émergée d'un iceberg », illustre les « dangers de l'immigration ». M. Le Pen a lancé un appel aux Français pour qu'ils « ouvrent les yeux sur la réalité » : à la « colonisation du peuplement », ajoute-t-il, « la présence de communautés étrangères dans notre pays ouvre à leurs pays d'origine un droit de regard et de pression sur nous ».

Le président du FN a chiffré à deux cent cinquante mille par an le nombre d'immigrés nouveaux et a estimé que « la classe politique partage à égalité les responsabilités quant au phénomène de l'immigration ». La « flux migratoire » ne sera stoppé que lorsque l'on aura supprimé la « démagogie égalitariste », a-t-il estimé. M. Le Pen, qui a rappelé que la politique du FN est la politique de la « préférence nationale », a exhorté les Français à être « vigilants ».

Son mouvement, qui réunit son conseil national samedi, va engager « une grande campagne de sensibilisation (...) autour de la défense de l'identité nationale ».

Les Verts : priorité à la télé-race. — Les écologistes ont indiqué, jeudi 26 octobre, que la déclaration prononcée la veille, par M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, « si elle n'a pas réglé l'ensemble du problème ni apaisé les passions, a donné l'occasion, en permettant le port du voile en classe, d'accorder la priorité à la tolérance ». Réaffirmant « leur attachement aux différences culturelles », les Verts considèrent qu'on ne saurait « au nom d'une conception étroite de la laïcité, refuser l'accès de l'enseignement public à des jeunes filles qui, par conviction religieuse, s'estiment moralement obligées de porter le foulard coranique ».

JOURNAL D'UN AMATEUR

Est-ce que l'on ne parlait pas du tchador ? Pour qu'il ne soit pas dit qu'une fois de plus l'Eglise, sous sa forme islamique ou telle autre, a su centrer autour d'elle le débat public, faire d'une question religieuse une obsession des laïcs et retarder l'attention de l'État, dont on aurait pu espérer qu'il eût, à court et à long terme, d'autres motifs de préoccupation.

Peu de sujets enflammèrent davantage une société laïque qu'une question religieuse. Rien, par définition, ne menace plus ce qu'elle a choisi d'être par l'intermédiaire de l'État qu'elle s'est donné.

Sans même citer les époques, désastreuses à tout moment et en tout lieu, où un seul pouvoir prétendait représenter Dieu et gouverner les hommes, tenir dans sa seule main et le ciel et la terre, situation qui n'a jamais produit que des poteries et des échafauds, des prisonniers et des tortionnaires, aujourd'hui l'intégrisme iranien, hier l'inquisition dans les possessions espagnoles ; sans remonter si haut ni aller si loin, comment ne pas être frappé de cette mainmise du religieux sur le laïc, pour la seule raison que le premier se plaint du second.

Au point que le plus agnostique des laïcs se trouve quasiment sommé de faire son choix dans les domaines dont il voulait être suffisamment affranchi pour n'avoir même pas à en connaître ; l'esprit laïque pour ainsi dire aspiré dans un entonnoir à querelles dont il se croyait préservé.

Le problème étant posé — et imposé — de manière presque aussi impérieuse qu'un axiome, nul ne peut s'y dérober, celui-là crié-t-il qu'il n'entend rien à la dispute et surtout n'en veut rien entendre. L'abstention devient faute (sinon péché...), chaque camp présumant que le silencieux verse sciemment dans celui de l'adversaire. Ceux du foulard soupçonnent quelque sorniole volonté de laïcisation, ceux du nu-tête supputent le consentement tacite.

Ainsi le tour est joué et le religieux peut se balader en maître sur le champ politique, par une espèce d'appropriation immédiate et naturelle.

On a eu beau, il est vrai sans excès, égarer, au début du siècle, congédier la religion par la porte de l'État, elle revient par la fenêtre sous un autre avatar, sous les traits vaguement apeurés et donc si aploynés de trois jeunes filles dont on ne sait pas trop si elles craignent Dieu ou bien leur papa, si elles obéissent au dogme ou bien à un mot d'ordre (1).

Parce que le religieux s'affirme, d'un instant à l'autre, victime de brimades que réproverait la scolastique religion des droits de l'homme, il est retenu par une hypothèse indiscutable que telle est bien la situation, et la laïcité, présumée coupable, n'a d'autre issue que de se justifier ; bien heureux pour elle si, ici et là lâchée par ses partisans au nom de la tolérance (dont Claudel pour sa propre chapelle disait bien imprudemment qu'il y avait « des maisons pour cela »), elle ne dégringole pas vers une condamnation au bénéfice du doute. La tolérance ne joue plus

qu'à sens unique, pour la seule religion ; la laïcité devant en faire montre, sans en réclamer pour elle le même profit.

Il va de soi que le débat est, comme on dit trivialement, faussé à la base par la nature de la religion qui est invoquée dans le conflit. La France, pays de tradition catholique, selon l'expression consacrée, ne ressent pas d'angoisse métaphysique de l'idée de « bouffer du curé ». D'autant que c'est plus souvent et plus concrètement que les curés ont été bouffés du mécréant.

« Bouffer de l'imam », c'est une autre paire de manches. Avant d'envisager de dire que ces prêtres-là et leurs prescriptions nous ennuieraient, chacun y regarde à deux fois, un cil sur le voisin, l'autre sur SOS-Racisme, témoignant d'une plus grande prudence que s'il s'agissait de brocarder le curé du coin et de crier « crocozas » aux abords de Saint-Nicolas-du-Chardonnet.

Racisme

Parce qu'il s'agit d'une religion (encore) ressentie comme étrangère — qui aurait pu être nationale plus tôt si l'année 732 avait couronné autrement — parce que cette confession est la plupart du temps pratiquée par des étrangers ou des nationaux récents, ceux-là pouvant parfois être identifiés par des traits de la physiologie (ou du costume...), les plus laïques des laïcs se sentent en porte-à-faux et, pour tout dire, en situation de malaise.

Parce que, j'en ai dit, comme disait Henri IV, le racisme, sans être éradiqué, perd plutôt du terrain sur cette portion du globe, chacun craint d'en être atteint et, mélangeant un peu tout, s'inquiète de glisser du désaccord à la ségrégation, de la critique au racisme. Vitupérer le catholicisme ne tire pas à conséquence puisqu'on reste contre soi et presque en famille, cependant que récurer l'islam (ou plus exactement l'une de ses exigences prétendues) s'assimile à de honteuses pensées.

Qu'il faille, chaque jour, s'interroger sur soi, et pas seulement à propos du racisme, douter de la justice de la générosité ou de la légitimité de ses actes et de ses pensées, assurément. Mais pas au point d'assigner des limites ambiguës à son esprit critique. Un étranger peut avoir gravement tort et une religion réclamer plus qu'il ne lui est dû et plus qu'il n'est consenti à d'autres. Penser autrement revient à pratiquer un racisme à l'envers, à trouver des excuses qui sont aussi des rejets.

GAEGONS que si l'ostentation présente — ou la revendication de signes extérieurs, pour être plus neutre — avait été le fait de catholiques, par exemple sous

l'apparence d'une mantille, qui n'est pas si éloignée, dans le principe, du confucius tchador, il y aurait eu moins de grands esprits pour se prendre la tête à deux mains et faire d'un problème qui est aussi banal que vestimentaire une affaire d'État, un gouffre par lequel la France risquerait d'être précipitée dans une crise de racisme à la Le Pen.

Avouons ici une grande ignorance, il serait utile de savoir si le port de ce fichu tchador, ou de ce tchador-fichu, est une obligation essentielle (ou « substantielle », disent les juristes), et quel texte l'ordonne, pour être une bonne musulmane. On ne sache pas que les femmes catholiques risquent l'enfer depuis qu'elles ne se couvrent plus la tête pour aller à la messe.

Sur le même thème, l'ambassadeur de la Ligue arabe en France est totalement risible de voir dans cette controverse le « prétexte à un nouveau procès de l'islam en France ». Au moment où M. Michel Noir, qui devient décidément de plus en plus estimable, s'est battu victorieusement pour que soit construite une mosquée et qu'elle ne soit pas édifée au fond de quelques banlieues lointaines et sinistres, il est fort de café de soutenir une pareille ineptie.

Ah oui ! si les musulmans ne se voyaient considérer que des lieux de culte quasiment clandestins, il y aurait lieu de crier. Tel n'est heureusement pas le cas.

Il y a certes des sous-souris, parfois des incidents graves ou même révoltants, mais, ceci vu en terme de durée, qui seul compte, la religion musulmane prend plutôt paisiblement possession en France des droits que lui donne la loi, selon la volonté d'un État qui admet toutes les religions mais n'en reconnaît aucune. Pour le reste, qu'on ne vienne pas mêler la foi religieuse et l'épreuve de force.

P.-S. — Avoir écrit la semaine dernière dans « Droit » que le Parlement européen « ne censure pas l'exécutif » [de Bruxelles] est une formule pour le moins imprécise. Ainsi que le fait observer M. Robert Toulmon, de Paris, président de l'Association française d'études pour l'Union européenne : « S'il est vrai que jamais l'Assemblée n'a renversé la commission, le traité de Rome lui en donne la possibilité, son article 144 édictant qu'une motion de censure adoptée à la majorité des deux tiers des voix exprimées oblige les membres de la commission à abandonner collectivement leurs fonctions ».

M. Toulmon ajoute : « Le vrai problème, du point de vue du citoyen, me paraît être la mutation trop longtemps différée de la Communauté économique » en une Union européenne disposant des compétences politiques majeures, tout en respectant la personnalité et la diversité de ses composantes, c'est-à-dire l'édification d'une démocratie plurinationale ».

(1) Quelque apparition de M. Vergès dans ce dossier laïc, paradoxalement, à y voir plus clair...

PHILIPPE BOUCHER

La déclaration socialiste

Le bureau exécutif du Parti socialiste, réuni exceptionnellement jeudi matin 26 octobre, après la longue séance de discussions qu'il avait eue la veille au soir, a adopté une déclaration qui relève la « légitime émotion » soulevée dans l'opinion publique par l'expérience tentée par de petits groupes intégristes pour imposer le port du voile à l'école.

Le PS réaffirme son attachement à la laïcité, entendue comme la liberté des croyances et des cultes. Il souligne qu'il accepte à l'école publique les manifestations ostentatoires d'appartenance religieuse, à condition, de provoquer des tensions incompatibles avec la tolérance et la sérénité qui doivent y régner.

« Il faut, une nouvelle fois et avec fermeté, affirme le bureau exécutif, rappeler que, au-delà du traitement des cas individuels par le dialogue, sont interdits dans l'école publique les signes de prosélytisme politique ou religieux ». La déclaration ajoute que « toutes les personnes vivant sur le sol national sont soumises aux lois de la République laïque en France » et que « le rôle des pouvoirs publics est de faire respecter » ces lois. « À la lumière de ces principes, continue le PS, et compte tenu de l'obligation légale de scolarité, il faut faire confiance au chef d'établissement et au conseil d'établissement pour mener un travail d'explication, de concertation et de conviction, afin que chacun trouve son plein épanouissement dans la communauté éducative ».

Le bureau exécutif du PS rappelle, d'autre part, que « nul enfant ne doit être privé de son droit à l'éducation » et que l'enfant « doit être préservé des provocations et manipulations ». Il souligne que « la voile islamique ne peut être considérée comme un simple attribut vestimentaire relevant du choix individuel », mais qu'il est « un symbole d'oppression si contraignant que des millions de femmes ont lutté pendant des décennies pour ne pas être soumises à l'obligation de le porter ». « Une reconnaissance officielle du voile dans nos écoles publiques, ajoute-t-il, ferait passer sur l'immense majorité de jeunes filles musulmanes une contrainte dont elles pourraient légitimement espérer être libérées en France ».



## POLITIQUE

La préparation des mesures pour la Corse

## M. Joxe prend le contrepied du rapport Prada

Le comité interministériel sur la Corse s'est réuni, jeudi 26 octobre. Au terme de ses travaux, M. Pierre Joxe a annoncé que le gouvernement déposerait, à la session parlementaire de printemps, un projet de loi visant à lier l'inscription sur les listes électorales à la qualité d'habitant effectif de la commune. Cette réforme pourrait s'accompagner d'une « réforme » des listes électorales (lire page 11.)

Si différentes orientations ont été arrêtées, de nombreuses mesures, notamment dans les domaines économique et culturel, sont renvoyées à un prochain comité interministériel, en décembre. Auparavant, M. Michel Rocard aura reçu tous les parlementaires corses. L'ensemble des mesures prévues, ou déjà décidées, s'inscrivent de la reconnaissance de la « spécificité » corse, à l'opposé des orientations du rapport Prada, qui suggèrent de régler les problèmes par « les moyens les plus ordinaires ».

Sur place, néanmoins, les premières réactions sont très négatives, qu'elles viennent des députés de droite, ou des nationalistes de A Cuncolta Naziunale.

Matignon, en liaison avec la place Beauvau. Quant au rapport Prada, il a suscité un tollé quasi général. Le colloque sur les îles, à Ajaccio, la réunion du comité interministériel consacrant le retour en force de M. Joxe. Ce dernier prend, en fait, le contrepied des orientations définies par M. Prada.

Fidèle à sa démarche antérieure, le ministre insiste sur la « spécificité » de la Corse, un cas « à part » dans l'ensemble français. M. Joxe souligne, au titre des engagements du colloque d'Ajaccio, que toutes les îles européennes d'importance font l'objet de mesures « dérogatoires ». C'est « sur cette base », que le gouvernement a l'intention de travailler. M. Prada suggère, lui, de régler les problèmes de la Corse par « des moyens des plus ordinaires ».

Pour le haut fonctionnaire, la Corse était « une région insulaire de petite dimension ». Pour le ministre, la Corse est « la seule région insulaire de France ».

## Un suivi régulier

Cette différence d'approche transparaît dans les principales décisions du comité, même si certaines suggestions de M. Prada sont prises en compte. Pour le régime des successions, M. Prada préconisait un retour progressif au droit commun : le gouvernement choisit de maintenir une solution dérogatoire. Pour l'éducation, les orientations du rapport Arrighi de Casanova, fondées sur la reconnaissance de la spécificité corse, sont « intégralement » reprises.

Ce recadrage est-il de nature à satisfaire les Corses, et, notamment, les plus radicaux d'entre eux, les nationalistes. Après le traumatisme du conflit du printemps et la déception provoquée par le rapport

Prada, l'attente était très forte. Or, d'une certaine façon, le gouvernement demande aux Corses d'attendre encore. Certes, des directions ont été arrêtées, notamment en matière économique et culturelle, nombre de décisions sont renvoyées à un prochain comité interministériel.

Ce nouveau délai tient, en partie, dit-on au gouvernement, à la complexité des problèmes, au degré de « maturation » différent, sur l'île, des questions posées et aussi à une volonté d'assurer maintenant un suivi régulier du problème corse, de préférence à un « feu d'artifice » de mesures sans lendemain.

Ce délai tient aussi à des débats internes au gouvernement, par exemple, sur l'opportunité de la « co-officialité » du corse avec le français, mesure défendue, en privé, par M. Arrighi de Casanova. Le ministre de l'économie, de son côté, est un peu lent à répondre aux sollicitations de Matignon et de la place Beauvau. Encore que M. Pierre Bérégovoy ait participé, sans M. Michel Charasse, au comité interministériel, compte tenu des prises de position antérieures du ministre du budget sur le problème corse.

A propos du débat institutionnel, le gouvernement se montre très ouvert vis-à-vis de ceux qui pensent que la seule façon de sortir du cercle vicieux est de responsabiliser les insulaires, c'est-à-dire de leur accorder l'autonomie interne.

Le gouvernement se félicite que les champs de consensus aient progressé en Corse. Pourtant, sur place, les premières réactions sont très négatives. Echauffés par les épisodes précédents, les nationalistes sont moins sensibles aux sèches du discours de M. Joxe. Même les mesures électorales, qui vident bon nombre de Corses, mais pour lesquelles ils étaient les premiers demandeurs, ne les satisfont pas. En outre, les nationalistes viennent de connaître une scission. Cet émiettement peut donner, de ce côté-là, une certaine tranquillité au gouvernement. Il peut aussi, à l'inverse, entraîner des sursauts tardifs de périls.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

L'amnistie totale en Nouvelle-Calédonie

## M. Jacques Lafleur s'indigne à son tour des réactions de l'opposition

Le projet d'amnistie générale était « l'une des conditions des accords de Matignon », a déclaré, vendredi 27 octobre, M. Jacques Lafleur, à son retour en Nouvelle-Calédonie. « Cela fait partie de ce que j'avais accepté, non pas clandestinement, mais comme l'une des conditions qui m'étaient posées (...) ; moi-même, j'avais posé d'autres conditions », a rappelé le député RPR, qui réagissait pour la première fois à l'adoption de ce projet de loi par le conseil des ministres. « Je m'indigne », a-t-il ajouté, « que lorsqu'on aborde ce sujet tout le monde paraisse surpris... ».

« Beaucoup en profitent pour relancer une polémique », a estimé Jacques Lafleur, qui a dénoncé « ceux qui n'ont pas beu-

coup d'électeurs et qui vont à l'évidence chercher à développer ce sujet pour « ratisser » auprès d'un certain nombre de personnes qui n'attendent qu'une chose : que les choses aillent mal de nouveau pour essayer de régner ».

Selon le président du RPCR, co-signataire des accords de Matignon, « jouer avec le sang, faire de l'agitation autour de cette amnistie, c'est prendre la risque de voir un jour d'autres victimes tomber ».

Ce rappel à la parole donnée n'a pas empêché M. Pierre Mazeaud de se déclarer « opposé sur le fond et sur la forme » au projet d'amnistie et d'annoncer la saisine du Conseil constitutionnel du texte.

Au conseil régional d'Ile-de-France

## Les orientations budgétaires pour 1990 repoussées par la gauche et l'extrême droite

Présentées par M. Pierre-Charles Krieg (RPR) et Jean-Pierre Fourcade (UDF), président et premier vice-président du conseil régional d'Ile-de-France, les orientations budgétaires pour 1990 ont été repoussées, le mardi 24 octobre, par la conjonction des suffrages du PS (soixante-cinq élus), du PC (vingt) et du Front national (dix-neuf).

Le même phénomène avait eu lieu l'an dernier à propos des orientations budgétaires pour 1989. Les socialistes — qui ont émis un vote plus « politique », au moment où le gouvernement Rocard à l'Assemblée nationale était sous le coup d'une motion de censure, que réellement motivé sur le fond — ont déposé le « marque de soufflet » de ce budget. L'indécision de la majorité RPR-UDF sur la politique des lycées et de la formation professionnelle, car « il aurait été possible d'aller plus vite et plus loin » et enfin l'insuffisance des crédits au chapitre du logement.

M. Krieg, pour sa part, a eu beau jeu de s'interroger sur « le double langage du groupe socialiste qui, en repoussant ces orien-

tations budgétaires, refuse d'envisager d'éventuelles implications financières des dispositions proposées par le premier ministre pour l'Ile-de-France, le 13 octobre ». « Qu'en pensera le conseiller régional Michel Rocard ? », a-t-il ajouté. Selon le président du conseil régional, le PS veut également « se refuser d'honorer les engagements du contrat de plan Etat-région négocié avec le gouvernement socialiste et signé le 31 mai pour la période 1990-1993 ».

Le rejet des orientations budgétaires n'a pour le moment qu'une portée purement formelle. La session budgétaire proprement dite est prévue à la mi-janvier. Rappelons que le budget régional (7,6 milliards de francs en 1989) devrait, selon les prévisions, passer à 9,2 milliards en 1990 et à 10,2 milliards en 1991. Pour l'an prochain, les orientations budgétaires prévoient, en conséquence, une augmentation de 15 % des taux de la fiscalité directe.

F. Gr.

Le plan du gouvernement

## Statut, fiscalité et transports

La déclaration diffusée jeudi 26 octobre, après la réunion du comité interministériel sur la Corse, indique qu'après avoir entendu les rapports et communications de M. Pierre Joxe et des autres ministres présents, le premier ministre « a défini les orientations de la politique du gouvernement qui visent à donner à la Corse, dans un climat de paix civile, les moyens de s'engager durablement sur la voie du développement économique dans le respect de son identité culturelle ».

A propos du débat institutionnel, le texte du gouvernement précise : « Toute réforme institutionnelle doit être engagée en fonction de choix en matière de développement économique, social et culturel. Le gouvernement demeure ouvert à toute proposition de réforme du statut particulier de 1982 allant dans le sens d'une plus grande efficacité des institutions locales et donc d'une meilleure maîtrise de leur destin par les Corses, dans le cadre de la démocratie locale. Le ministre de l'Intérieur est prêt à rencontrer toutes les organisations politiques démocratiques qui souhaitent engager un débat avec le gouvernement sur l'évolution des institutions dans cette perspective ».

Le gouvernement a aussi « décidé d'approfondir et de prolonger les réformes entreprises depuis un an visant à améliorer les conditions d'exercice du suffrage universel. C'est pourquoi il soumettra à la session de printemps du Parlement un projet de loi tendant à lier l'inscription des électeurs sur les listes électorales à leur qualité d'habitants des communes considérées. Une large révision des listes électorales, une réforme si nécessaire sera entreprise en conséquence ».

De son côté, M. Michel Durand, dans la perspective du prochain comité interministériel, devra engager une « concertation » avec les syndicats de fonctionnaires sur « les modalités de gestion déconcentrées des personnels de l'Etat, des catégories C et D en Corse ». D'autre part, l'indemnité compensatoire de transports sera décaissée.

Au sujet de la langue et de la culture corse, le communiqué indique que les propositions du rapport établi par M. Emile Ant-

ghini de Casanova pour M. Lionel Jospin (le Monde daté 8-9 octobre) sont « reprises intégralement » dans le mandat donné au préfet de région. Le communiqué ajoute : « La politique d'enseignement de la langue corse sera poursuivie et renforcée, particulièrement dans l'enseignement primaire et une commission supérieure de la langue corse sera créée. La résolution 182 de la conférence permanente des pouvoirs locaux en Europe sur les langues minoritaires, actuellement étudiée par le Conseil de l'Europe, fera l'objet d'un examen interministériel pour être inscrite à l'ordre du prochain comité interministériel consacré à la Corse (1) ».

Toujours en matière de culture, M. Jack Lang « poursuivra l'étude du projet de centre méditerranéen audiovisuel « EOS » avec tous les partenaires concernés ».

## Les droits de succession

Dans le domaine économique et financier, le comité interministériel « a confirmé l'orientation d'une rénovation du statut fiscal particulier en vue de lui assurer une meilleure cohérence avec l'objectif de développement économique ».

Il faudra néanmoins attendre le prochain comité pour qu'un « ensemble de mesures (...) en faveur de la création d'activités et d'emplois » soit présenté, sauf en matière de régime des droits de succession, où le gouvernement précise des orientations : « Si la prise en compte du caractère particulier des questions foncières en Corse peut justifier un régime d'imposition spécifique, le régime actuel encourage à l'excès la pratique de l'indivision et constitue de ce fait un obstacle à un développement économique harmonieux. Les orientations suivantes ont été arrêtées : »

« — l'obligation de déclarer les successions sera rendue effective ; »

« — les successions ouvertes, mais non déclarées, pourront l'être jusqu'au 31 décembre 1992 et les droits éventuellement exigibles seront réputés acquittés ; »

« — pour les successions ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> jan-

vier 1993, un régime adapté à la situation de la Corse, reposant sur le principe d'un abattement spécifique, sera mis en œuvre ».

Par ailleurs, « la mesure actuelle d'exonération de l'impôt sur les sociétés sera prorogée pour les entreprises créées entre le 1<sup>er</sup> janvier 1980 et le 31 décembre 1982 ».

Enfin, le gouvernement donne les orientations arrêtées en matière de transports, de production et de concurrence : « En ce qui concerne la desserte aérienne Paris-Corse, le ministre demandera aux compagnies Air France et Air Inter de lui faire d'ici la fin de l'année des propositions pour que soit assuré un aller-retour quotidien par vol direct dans les deux sens entre Paris d'une part et Ajaccio et Bastia d'autre part, permettant un véritable déplacement dans la journée. »

« Afin d'accroître la maîtrise par la Corse de ses transports, l'office régional sera autorisé à concéder les accidents de circulation territoriale à l'amortissement du coût d'acquisition des avions de la Compagnie Corse-Méditerranée dont la viabilité économique devra être assurée par la région. »

« Pour faciliter le développement d'une économie de production, l'office sera autorisé à établir une tarification plus favorable aux productions locales, notamment agricoles. »

« La prochaine concertation avec les compagnies devra tenir compte des progrès de productivité pour fixer le montant de la subvention au titre de la continuité territoriale. »

« En matière de concurrence et de prix, un centre local d'informations sur les prix (CLIP) sera implanté en 1990 dans chacun des deux départements de la région, et l'INSEE achèvera en avril 1990 l'enquête de comparaison des prix entre les agglomérations. »

« Une négociation portant sur l'engagement de modulation sur les marges sera engagée avec les distributeurs de carburant. »

(1) Cette résolution propose aux Etats membres de la CEE l'adoption d'une charte européenne des langues régionales ou minoritaires.

Le Monde



Jeudi 16 novembre 1989

« Où seront les pouvoirs dans dix ans ? »

2 SEMINAIRE SCIENCES-PO - LE MONDE

destiné aux membres des directions générales des entreprises, des administrations, des collectivités locales

## MATIN

9 h 00 Présidence : René REMOND  
Ouverture du séminaire : Alain LANCELOT  
Présentation des thèmes : Jean-Marie DUPONT

## 9 h 15 LA LOCALISATION DU POUVOIR

- Des leçons de l'histoire à la géopolitique de la France d'aujourd'hui
- Les nouveaux espaces du pouvoir en Europe

Jacques ATTALI  
Pierre MIQUEL  
Séance animée par Bruno REMOND

## 10 h 30 OÙ SERA LE POUVOIR CULTUREL ?

Les nouveaux enjeux de la communication et de la culture :

- La presse écrite
- L'audio-visuel
- Des « lieux culturels », pour quoi faire ?
- Le pouvoir culturel et les pouvoirs politiques

Hélène AHRWEILER  
Axel GANZ  
Jacques RIGAUD  
Antoine VITEZ  
Bernard WOUTS  
Séance animée par Danièle HEYMANN

## 18 h 00 CONCLUSION DU SEMINAIRE : Jacques DELORS

## APRES-MIDI

Présidence : André FONTAINE

## 14 h 00 OÙ SERA LE POUVOIR ECONOMIQUE ?

- L'approche des industriels et des financiers :
- Décentralisation et ouverture européenne
- Comment définir les stratégies ?
- De quels décideurs aura-t-on besoin ?

Georges CHAVANES  
Michel FERREBOEUF  
Jean-René FOURTOU  
Michel FÉBEREAU  
Olivier PHILIP  
Robert WATERLAND  
Séance animée par François GROSCHARD

## 16 h 30 OÙ SERA LE POUVOIR POLITIQUE ?

Vers de nouvelles frontières :

- La coopération entre villes et régions
- Europe, Etat, Région ?

Dominique BAUDIS  
Paul BERNARD  
Michel DELEBARRE  
Pasquale MARAGALL  
Charles MILLON  
Séance animée par Jean-Marie COLOMBANI

Ce séminaire se déroulera à l'Hôtel MIKRO - 75015 PARIS  
Programme détaillé et inscriptions : 215, boulevard Saint-Germain, 75007 PARIS. - Tél. : 45 49 11 76 - 45 49 51 94.

سكوت في الحضر



دولة في الوجود

## POLITIQUE

Le budget de l'agriculture à l'Assemblée nationale

### M. Nallet contre les « pleureuses »

Les députés ont adopté en première lecture, jeudi 26 octobre, le budget de l'agriculture et de la forêt et le budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA), présentés au nom du gouvernement par M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture. Seul les socialistes ont voté pour, les communistes se sont abstenus, les groupes RPR, UDF et UDC ont voté contre. Les crédits affectés au budget de l'agriculture et de la forêt s'élevaient

pour 1990 à 37,5 milliards de francs, soit une hausse de 3,5 % par rapport à 1989, et représentant 3,07 % du budget général de l'Etat. Les crédits du BAPSA s'élevaient à 78,6 milliards de francs (en hausse de 4,9 % par rapport à 1989).

L'annonce, dans l'après-midi, de nouvelles aides financières importantes en faveur des agriculteurs victimes de la sécheresse, a permis à M. Nallet de faire adopter un budget, qui semblait initia-

ment condamné à être « réservé » comme l'avaient été, mercredi 25 octobre, ceux de la communication et des anciens combattants. L'abstention, attendue un moment côté centristes, est finalement venue des communistes, qui, tout en dénonçant la « politique d'austérité du gouvernement dans le droit fil de celle de la CEE » en matière agricole, ont toutefois voulu tenir compte des efforts consentis pour la sécheresse.

C'est justement sur la lancinante question des cotisations sociales agricoles que l'opposition a concentré ses critiques.

Tout en réaffirmant son accord avec les principes de la réforme du financement des cotisations qui sera proposée sous peu au Parlement, M. Ambroise Guellec (UDC, Finistère), a observé que, à court terme, les subventions de l'Etat au BAPSA restaient insuffisantes. Le groupe centriste avait d'ailleurs fait de l'augmentation de cette participation de l'Etat (à hauteur de 400 millions de francs) la condition de son abstention sur ce budget. L'ensemble des députés de l'opposition s'est également prononcé en faveur d'une réforme de l'impôt sur le foncier non bâti, actuellement fondé sur le revenu cadastral et à ce titre, « source d'inégalité ». M. Edouard Alphonse (UDC, Maine-et-Loire), a d'ailleurs annoncé qu'il défendrait, lors de la discussion des articles non rattachés, un amendement tendant à plafonner l'impôt sur le foncier non bâti. Parfois d'une réduction de cet impôt, M. Nallet a déclaré approuver la proposition de réforme.

L'annonce des mesures « ponctuelles » sur la sécheresse n'a donc pas empêché les députés de l'opposition de dénoncer les insuffisances « structurelles » des crédits de l'agriculture. Mais ce vote politique sur un budget traditionnellement jugé stratégique n'a rien enlevé à l'extrême courtoisie des débats. Et M. Germain Gengenwein (UDC, Bas-Rhin) a même exprimé son « regret » de ne pas pouvoir se prononcer favorablement sur le budget d'un « bon ministre de l'agriculture ».

PASCALLE ROBERT-DIARD  
(Lire également l'entretien avec le ministre de l'agriculture en page 35.)

M. Henri Nallet jubilait. « Ah ! vous avez pris un coup cet après-midi, avec mes annonces sur la sécheresse, lançait-il dans un large sourire à l'un de ses interlocuteurs du RPR. Et vous avez du mal à justifier devant les agriculteurs que vous votez contre un budget qui comprend de telles dispositions. Alors, vous foudriez dans les records... » Le ministre de l'agriculture avait soigneusement orchestré son effet. On disait son budget battu d'avance, contraint à la réserve. Des agriculteurs en colère, accompagnés de quelques blancs montons, avaient manifesté devant l'enceinte du Palais-Bourbon et s'étaient même empoignés avec les forces de l'ordre. Bref, rien n'allait plus. Sauf que M. Nallet n'avait pas encore abattu toutes ses cartes.

Il a même pris un plaisir certain à ne dévoiler son joker que tardivement. Après avoir répondu tranquillement à toutes les objections soulevées par les différents orateurs sur son projet de budget pour 1990, il a annoncé, en fin d'après-midi, que le premier ministre venait de décider un effort complémentaire d'environ 1,6 milliard de francs en faveur du fonds national des calamités pour aider les agriculteurs victimes de la sécheresse. « Ainsi, tout ce que vous avez demandé est décidé », a-t-il déclaré, l'air faussement ingénu, aux députés stupéfaits assis sur les bancs de l'opposition. « Ils en restent secs ! », constatait ironiquement M. Alain Calmet (app. PS, Cher). Beaux joueurs, ces mêmes députés, une fois rendus de leur surprise, se sont tous succédés au micro pour saluer comme il convenait cette manœuvre inattendue.

Plus jeunes, plus performants, plus qualifiés

Sécheresse mise à part, restait tout de même un budget à éplucher. En augmentation de 3,5 % par rapport à 1989 alors que les dépenses de l'Etat progressent dans le même temps de 5,3 %, il n'offrait pas, a priori, d'évidentes qualités. Alors, de jouer, le ministre s'est fait magicien. Une parfaite maîtrise technique de son sujet et une diplomatie politique à toute épreuve lui ont permis de réussir ce tour de force de présenter comme un « grand » budget des crédits que le groupe RPR avait dénoncés, par la voix de M. Bernard Schiener (Bas-Rhin), comme « une simple actualisation des dépenses, compte tenu de l'inflation », tandis que l'extrême gauche (UDF, M. Paul Chabot (Loz-et-Garonne), parlait de « résignation et de stagnation ». Quant au rapporteur spécial de la commission des finances, M. Yves Taverne (PS, Essonne), il avait prudemment estimé que ce budget conciliait « le possible et le raisonnable ».

Fidèle à son credo, M. Nallet s'est tout d'abord employé à rassurer les « pleureuses » qui hantent toujours les débats budgétaires concernant l'agriculture. « Non, ce n'est pas un secteur sinistré ! Non, l'agriculture n'est pas la construction navale. (...) Et ce n'est pas un service à leur rendre que de pleurer sans arrêt sur ces pauvres agri-

culteurs qui souffrent. Certes il y en a qui souffrent, et il faut les aider, mais d'autres se portent bien. Il va même falloir, a ajouté le ministre, que « certains changent leur discours ».

Des preuves ? Elles se ramassent à la pelle, selon M. Nallet. Dans la lecture des résultats du recensement général de l'agriculture, par exemple. Publié — fort opportunément — ces dernières semaines, il révèle que « les jeunes continuent de s'installer » et ce, « quel que soit le niveau des prix au celui du revenu agricole ». Le recensement fait état de vingt mille installations chaque année. Plus jeunes (13 % des chefs d'exploitation ont moins de trente-cinq ans, tandis que 13 % ont plus de soixante-cinq ans contre 16 % en 1979), les agriculteurs sont aussi plus performants : ils sont plus qualifiés techniquement, utilisent des ordinateurs, tiennent une comptabilité régulière, investissent mieux et s'adaptent beaucoup plus facilement aux besoins du marché. Quant à la surface des exploitations agricoles, contrairement aux inquiétudes exprimées au nom du groupe communiste par M. Pierre Golberg (Allier), « on ne constate aucune tendance au gigantisme » et les concentrations ont lieu essentiellement sous la forme de sociétés d'agriculteurs, en particulier de GAB. Les « prévisions alarmistes » sur la désertification des terres doivent-elles aussi être revues, a observé M. Nallet. En dix ans, seul 1 % de la surface agricole serait retournée à la friche.

C'est donc « une image plutôt moderne » de l'agriculture que donne ce recensement. Une image qui permet aussi de démontrer au dix ans, son argent n'a pas été gaspillé. Mais cette vision optimiste ne saurait certes pas faire oublier les handicaps structurels de l'agriculture : une pyramide des âges,

notamment, qui en dépit d'un rééquilibrage à la base reste encore pour un temps « démesurément gonflée » à son sommet et une profession qui, faute d'adaptation, connaît encore dans certains secteurs de « graves difficultés ».

Ce double constat justifie donc, selon M. Nallet, les deux orientations principales de son budget. Tout d'abord, « favoriser l'émergence de cette agriculture nouvelle » par un effort substantiel en faveur de l'enseignement agricole (11 % de dépenses supplémentaires et la création de deux cent vingt-deux emplois nouveaux dans le public, 11 % de plus également pour les dotations à l'enseignement privé) ; par un renforcement de l'aide à l'installation des jeunes agriculteurs (853 millions de francs de crédit, soit 100 millions de plus qu'en 1989) ; par la création d'un « environnement économique favorable » en modernisant les exploitations, les marchés et les filières (les crédits de recherche-développement en matière agroalimentaire augmentent de 20 %).

Mais le budget doit également assurer la « solidarité nationale ». Cela passe par un renforcement des crédits en faveur des agriculteurs en difficulté (500 millions contre 300 millions en 1989) et par un effort particulier de l'Etat pour le financement du régime agricole de sécurité sociale. La compensation du régime général au régime agricole atteint 22 milliards de francs en 1990 (soit une hausse de 13 %) et la subvention de l'Etat s'élève à plus de 11 milliards (soit plus de 6,8 %). Le Parlement, a précisé M. Nallet, devrait en outre examiner au cours de cette session, le projet de réforme du financement de la sécurité sociale agricole, qui prévoit la mise en place d'une nouvelle assiette de cotisations sociales payées par les producteurs.

#### POINT DE VUE

## Parlons France !

par Alain Juppé

Le gouvernement de M. Rocard n'est décidé ment pas à la hauteur de sa tâche. Face aux grands défis que l'Europe doit affronter, il n'a plus ni dossier, ni message, ni volonté. Je n'en prendrai ici que deux exemples.

D'abord, celui de l'identité nationale. La controverse qui vient de naître à propos du port du voile par de jeunes musulmanes à l'école n'est que la partie émergée d'un débat beaucoup plus grave, que nous ne pouvons plus éluder : la France sera-t-elle demain une société fédérée où s'affronteront des groupes reformés sur leurs intimités et leurs différences ? Ou cherchera-t-elle à affirmer ce qui fait son génie propre, à savoir les valeurs universelles sur lesquelles se fonde le contrat social entre les Français, bref ce qu'Alain Finkielkraut appelle récemment dans ses colonnes « la culture comme monde commun » ? C'est tout simplement une question de survie.

Il est donc urgent de sortir du piège où nous nous sommes laissés enfermer ; il faut arrêter notre navigation dangereuse entre la Charybde du racisme et le Scylla de l'angélisme multiculturel. Puisque le gouvernement est muet sur ce problème majeur, l'opposition doit parler et proposer une politique cohérente aux Français. Je pense qu'elle pourrait s'organiser autour des idées suivantes : volonté clairement affirmée d'exercer des contrôles efficaces aux frontières et de faire réellement respecter l'interdiction de toute immigration supplémentaire ; rétablissement des mesures prises, à cette fin, sous le gouvernement de Jacques Chirac, et récemment démantelées ; réforme de l'office des

réfugiés (OFFRA) dont les responsables eux-mêmes reconnaissent qu'il est devenu une « passoire » ; recherche, avec nos partenaires de la Communauté européenne, d'un accord préalable à la suppression des frontières intra-communautaires sur les questions de l'immigration, de la nationalité, de la lutte contre le terrorisme, le grand banditisme et le trafic de drogue ; refonte du code de la nationalité conformément aux conclusions de la commission Marceau Long ; mise en œuvre, à l'école, d'un vaste plan de soutien scolaire spécifique à l'intention des enfants d'origine étrangère qui ne sont pas vraiment francophones ; effort accru des collectivités publiques et des associations pour développer l'accueil et l'insertion des étrangers en situation régulière.

N'oublions pas, enfin, que toutes ces mesures resteront vaines si la France et les Français ne se mobilisent pas pour l'aide aux pays pauvres aussi fortement qu'ils le font à l'heure actuelle pour la défense de l'environnement ; le « projet pour un monde solidaire » que le RPR vient de rendre public donne la mesure de l'enjeu et trace les voies de l'action.

#### Palabres I

Deuxième défi qui laisse M. Rocard et son gouvernement muets : celui de la démocratisation de l'Europe centrale.

En tant que Français, j'ai été humilié quand j'ai lu les récentes propos de Lach Weisza : « L'attitude de la France, a-t-il déclaré, est un scandale ».

Comment ne pas comprendre son indignation qui est, en fait, un cri d'angoisse, et peut-être encore d'espoir ? Depuis des

années, nous avons tout promis à Solidarité : notre soutien politique, notre aide économique, notre fraternité de culture et de valeurs.

Qu'avons-nous fait depuis le moment historique où la Diète polonaise a investi un premier ministre non communiste ? Palabres !

On pourrait en dire autant de notre attitude à l'égard de la Hongrie.

On m'objectera peut-être que l'opposition ne s'est pas davantage illustrée. Ce n'est pas exact. Nous n'avons cessé de réclamer l'envoi d'une aide alimentaire d'urgence à la Pologne pour remplir ses magasins et donner une chance de plus au gouvernement Mazowiecki. Plusieurs de nos responsables, notamment Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing, ont proposé des plans précis et réalistes d'aménagement de la dette polonaise. Je suis moi-même en train de mettre sur pied une association dénommée Solidarité avec les nouvelles démocraties, qui va regrouper des villes, des régions, des départements, des entreprises, afin de financer des bourses et stages qui permettront à des cadres hongrois et polonais de venir dans nos universités ou nos grandes écoles se former à la gestion de l'entreprise. Mais, dans une affaire comme celle-ci, seuls les gouvernements ont les moyens de changer vraiment le cours des choses. Or la France qui exerce, jusqu'à la fin de cette année, la présidence de la Communauté, n'a pas levé le petit doigt pour proposer une réunion exceptionnelle des Douze. Cette démission est une faute que l'Histoire rendra contre les pinces qui nous gouvernent.

L'intervention tardive du président de la République est apparue hier comme une déclaration d'intention qui aurait pu tout valoir il y a deux mois, mais qui sonne aujourd'hui comme un aveu d'impéritie et la réponse pénale aux exhortations de nos amis déçus.

A moins que le gouvernement français ne se décide enfin à réagir et qu'il n'explique aux Français ce qu'il pense sur les deux ou trois questions dont dépend l'avenir de l'Europe et de la France.

Comment accompagner concrètement la marche des pays d'Europe centrale vers la liberté et la démocratie ?

Qu'avons-nous à dire aux Allemands qui se posent et nous posent le problème de la réunification de leur pays ?

Que va devenir l'Europe ? Une vaste zone neutralisée et sous influence ? Ou une communauté vraiment solidaire et autonome, associée aux nouvelles démocraties ?

Mais pendant ce temps-là, M. Rocard s'occupe de dossiers électoraux importants : la variation de sa courbe de popularité et la préparation du futur congrès du Parti socialiste. On me dira que cela ne lui réussit pas trop mal. C'est à voir.

Je suis convaincu qu'il y a, au cœur de chaque Français, intacte et exigeante, une part de fierté nationale. Elle sommeille souvent. Elle finit toujours par se réveiller.

Le temps est-il si loin où la fierté nationale se rebellera contre la médiocrité gestionnaire ? Ce temps sera celui d'une opposition qui n'aura pas eu peur de dire ce qu'elle croit.

» M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR.

La révision des listes électorales

### Le ministre de l'intérieur annonce un projet de loi obligeant à voter dans les communes de résidence

Le ministre de l'intérieur a annoncé, jeudi 26 octobre, son intention de réviser les critères d'inscription sur les listes électorales. M. Pierre Joxe souhaite notamment établir un lien entre l'inscription et la qualité d'habitant. Le projet de loi devrait être examiné par le Parlement lors de la session de printemps.

« Il s'agit de veiller à ce que l'on vote là où on habite », a expliqué M. Pierre Joxe, jeudi 26 octobre, en rendant compte du comité interministériel sur la Corse qui venait de se réunir. Cette réforme, qui concerne « la France entière », a continué le ministre de l'intérieur, « pourra conduire à une refonte des listes électorales ». Un projet de loi, qui indique-t-on place Beauvau, n'est pas encore rédigé, devrait être examiné par le Parlement lors de la session de printemps.

L'objet d'un tel texte sera de modifier les critères d'inscription sur les listes électorales. Dans le code électoral, c'est l'article L. 11 qui énumère les conditions requises pour s'inscrire (1). Pour expliquer son désir d'établir un lien entre l'inscription et la qualité d'habitant, le ministre de l'intérieur s'appuie sur plusieurs constatations. Les uns touchent à la multiplication des contestations portant sur les listes électorales, les autres sur la proportion importante, allant jusqu'à 30 % dans certaines communes, des retours de matériel électoral avec la mention, « n'habite pas à l'adresse indiquée ».

Il est vrai que les commissions administratives chargées, pour chaque bureau de vote, de procéder aux inscriptions, et qui sont composées d'un représentant du maire, d'un représentant du préfet et d'un représentant du juge d'instance, n'ont pas toujours été en mesure de relever aux demandes qui leur sont soumises. De façon générale, les juges d'instance sont plutôt enclins à accepter la maintien d'électeurs sur les listes dès lors qu'il n'est pas prouvé qu'ils n'ont pas le droit d'y figurer... y a, toutefois, des exceptions devant des cas flagrants d'inscription abusive. Ainsi, au début de cette année et avant les élections municipales de mars dernier, le tribunal d'instance du ving-

tième arrondissement de Paris avait radifié dix-sept personnes domiciliées à la permanence électorale de M. Didier Bariani (UDF-rad.), élu et candidat dans cet arrondissement ; de son côté, le tribunal administratif de Bastia avait annulé les tableaux rectificatifs de plusieurs communes de Corse-du-Sud et de Haute-Corse.

Que les listes électorales soient imparfaites, nul ne peut le contester. Le fait, par exemple, que ne soient pas rayés des listes des électeurs décédés peut faciliter certaines fraudes. Que des électeurs déménageant s'inscrivent dans la commune de leur nouvelle résidence et ne signalent pas leur précédente commune d'inscription, même si la loi leur en fait obligation, est, après tout, assez fréquent. Tout à fait légalement, des électeurs peuvent changer leur inscription pour voter tous les trois ans (au lieu de six) aux élections cantonales.

C'est à ces séries d'anomalies que M. Joxe veut mettre fin. Si ajoute son souci spécifique de rendre plus difficile, en Corse, le vote par procuration (environ 20 %). Voter là où l'on habite est un critère qui apparaît simple au ministre de l'intérieur, dans la mesure où, fait-on valoir, le domicile est chose facile à prouver. La prise en compte de ce critère pourra conduire à une refonte générale des listes électorales, qui n'ont pas connu de toilettage systématique depuis leur quasi-établissement en 1945.

#### M. Mitterrand n'aurait plus à Châteauneuf-Chinon

Si le projet est adopté, M. François Mitterrand n'aura plus à se rendre à Châteauneuf-Chinon les dimanches d'élection. De même, M. Jacques Chirac ne pourra plus participer au scrutin à Meynac (Corrèze). Les exemples de ce genre ne manquent pas. Cette sévérité pour les électeurs devrait, en bonne logique, s'accompagner d'une certaine indulgence pour les élus eux-mêmes, afin qu'ils habitent réellement là où les électeurs leur ont confié un mandat.

Les réactions aux intentions de M. Joxe ne se sont pas fait attendre. Notre correspondant à Bastia a recueilli plusieurs. Ainsi pour les nationalistes de A. Cuscolta (Naziou), il s'agit de « politique de poudre aux yeux ». M. Pierre Pasquini, député (RPR), qualifie de « dérisoire », l'annonce de ce texte. Son collègue du RPR, M. Jean-Paul de Rocca Serra, la juge « inadmissible ». M. Emile Zuccarelli, député (MRG), estime qu'« on peut regretter la mesure concernant le vote de la diaspora » ; le communiste Jacques Casamaria, que, avec ces dispositions, « la plupart des Corses seront doublement pénalisés ».

Le projet de M. Joxe a provoqué la même bronche hostile de la part de M. Bernard Pons. Le président du groupe RPR à l'Assemblée nationale estime qu'il s'agit là de « complaire à une minorité de nationalistes corses » et annonce que, « comme il le fait chaque fois qu'une liberté est restreinte ou menacée, le RPR [s'y opposera] naturellement ». Quant à M. Gérard Le Gall, membre adjoint du secrétariat national du PS, chargé des élections, il se déclare plutôt « favorable à cet élément de moralisation », mais il regrette que son parti « n'y ait pas été associé ». Il ajoute qu'un groupe de travail va, comme il l'a demandé, se mettre en place, associant le PS et ses groupes parlementaires et des représentants du gouvernement pour réfléchir sur l'ensemble des modes de scrutin.

ANNE CHAUSSEBOURG

(1) L'article L. 11 du code électoral dispose : « Sont inscrits sur la liste électorale, sur leur demande : 1) Tous les électeurs qui ont leur domicile réel dans la commune ou y habitent depuis six mois au moins ; 2) Ceux qui figurent pour la quatrième fois dans interruption, l'année de la demande d'inscription, au rôle d'une des contributions directes communales et, s'ils ne résident pas dans la commune, ont déclaré vouloir y exercer leurs droits électoraux ; tout électeur ou toute électrice peut être inscrit sur la même liste que son conjoint ou titre de la présente disposition ; 3) Ceux qui sont assujettis à une résidence obligatoire dans la commune en qualité de fonctionnaires publics. Sont également inscrits, dans les mêmes conditions, les citoyens qui, ne remplissant pas les conditions d'âge et de résidence ci-dessus indiquées lors de la formation des listes, les remplissent avant la clôture définitive. L'absence de la commune résultant du service national ne porte aucune atteinte aux règles ci-dessus édictées pour l'inscription sur les listes électorales ».

#### le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

#### COMMENT ENSEIGNER L'HISTOIRE

Avec notamment des articles de : Jean-Michel GAILLARD, Yannick SIMBRON, Louis MERMAZ, Pascal ORY, Jean PEYROT, Madeleine REBERNOL.

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à : APHIS-CEJH, 27, rue Jean-Baptiste, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 180 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.



## POLITIQUE

## Chronique mouvementée d'une ville au-dessus de tout soupçon

Quarante ans de gestion gaulliste cassés par l'irruption, en mars dernier, d'un jeune maire nommé Jean-Louis Borloo. Valenciennes subit le frais courant d'air d'un vent de moralisation.

## VALENCIENNES

de notre envoyé spécial

Ville moyenne, depuis longtemps connue bon nombre de cités de France, Valenciennes mène une vie moyenne. Avec été... et n'être plus, les villes sont comme les êtres. Jadis productrice d'une fine dentelle rare, haut lieu d'un négoce prospère, « Athènes du Nord » nourricière d'enfants illustres que Watteau ou Carpeaux, capitale, voici encore quinze ans de cela d'un bassin d'emplois débordant, Valenciennes a mal au cœur.

Les dentelles sont sous verre. Le musée est désert. Le grand commerce n'est plus que petit. L'épuisement du charbon et la mort de l'acier ont saigné à blanc son ardeur. Et puis, défilé le socle de ses élites. Cette ville n'a plus que son passé pour pleurer. Les grandes maisons bourgeoises des boulevards circulaires peuvent bien encore abriter l'automobiliste de passage trop pressé.

Mais Valenciennes est à l'image de son hôtel de ville mis par terre sous les bombes de 1940 : imposante façade restaurée flamande cachant la mauvaise greffe d'un immeuble mal fichu.

Ainsi est Valenciennes ou, pourrait-on plus justement dire, était Valenciennes. Aux municipales de mars dernier s'est produit un séisme d'amplitude 6 sur l'échelle locale de la politique. Cette île de droite, cernée par une marée rouge, confia son destin pendant des décennies à Robinson-Pierre Carous - sénateur RPR, qui mena toujours cette ville à son train, - élu dès 1947 et qui se décida à confier les clés, en 1986, à son jeune Vendredi, avocat et RPR comme lui, Olivier Marière.

Plus de quarante ans de gestion pépère et secrète, suscitant plus l'ennui que l'envie. Quarante ans de pouvoir sans contrôle stoppés d'un seul coup d'un seul par un gamin de Paris, Jean-Louis Borloo. Avocat lui aussi, débarqué quelques temps plus tôt pour réparer certaines entreprises locales, reprendre le club de foot en perdition et s'emparer au bout du compte d'une ville désespérée.

## Les quatre P

Il était jeune et cabochard. Il ne parlait pas d'étiquette mais de bon sens. Il réclamait du courage et invoquait l'espoir. Plus de 70 % des électeurs valenciennois lui firent confiance, parant le nouveau venu des redoutables lauriers du messie. Depuis lors, cette ville, sous son impulsion, semble vouloir seconder les pures de l'immobilisme et des connivences en tout genre. Car ici, comme dans ces villes de province que rien ne semble pouvoir jamais déranger, s'est forgée, au fil des années, une sorte d'alliance des quatre P.

P comme politique. Quarante ans de pouvoir monocolor ont créé des habitudes, forcément de mauvaises habitudes.

P comme police quand celle-ci échange trop volontiers l'exigence du tricolore pour les besoins de la couleur politique du cru ou quand, selon un système parfaitement au point, elle sollicite avec trop d'insistance, pour les besoins de son amicale, les commerçants de la ville pour les cadeaux de Noël et autres fêtes des mères.

P aussi comme presse locale, toujours respectueuse du pouvoir, fût-il placé à droite ou à gauche.

Quand, avec une longue fréquentation des notables, elle prend leurs propos pour argent comptant.

P enfin comme pègre, quand celle-ci bénéficie de solides appuis, tandis que, pour que l'habitant dorme en paix, sont recroisés avec minutie vois à la roulette ou prises au collet du Maghrébin du coin.

A ce jeu classique du « je te tiens, tu me tiens par la barbichette », cette loge des quatre P peut noyer toute une ville dans un brouillard opaque, confortable, placer toute la bonne petite société locale au-dessus de tout soupçon. Valenciennes aurait sans doute pu encore demeurer longtemps dans ces brumes, si un commissaire nouvellement arrivé, au cuir tanné par pas mal de crapahutages, ne s'était mis en tête de vouloir tout simplement faire son métier. Si le procureur de la République, débarqué depuis dix-huit mois de Corse, ne s'était résolu à éclaircir tous les mystères de la ville. Si le juge d'instruction, sortant tout droit de l'école, n'était pressé de passer de la théorie à la pratique. Si enfin un journaliste d'un des deux titres locaux, *Nord Matin*, n'avait décidé d'en finir avec la frilosité ambiante.

L'affaire dont toute la ville parle aujourd'hui commence à la mi-juillet quand le nouveau commissaire entreprend de procéder à l'arrestation d'Emile Verie qu'on croyait définitivement reconverti dans la restauration et qui se croyait surtout, lui, définitivement à l'abri. Le bel Emile était un personnage de la cité. Cet homme au passé trouble avait depuis longtemps enseigné sur rue, en tant que propriétaire d'un des restaurants cotés de la ville. Sa fille avait servi de bonne chez M. le sénateur et maire.

Emile pouvait en outre se targuer d'avoir des amis bien placés. Qui pouvait l'inquiéter ? Proche un temps de l'ancien SAC, bien implanté jadis en ville sous le couvert du concessionnaire du garage Peugeot, relayé depuis par l'actif syndicat maison de la CSL dans les usines automobiles du secteur, Emile ne ratait aucun déplacement d'un leader gaulliste et vivait en toute impunité. Le commissaire divisionnaire de Valenciennes, René Lega, trésorier national du Syndicat national des commissaires de police, qui n'est guère séduit par la gauche, n'avait d'ailleurs lui-même jamais songé à l'inquiéter, jusqu'à ce que son subordonné ne profite de ses vacances pour le faire.

En ce jour de juillet, Michel Bourdeaux devait, sans le savoir, prendre un fil d'une quenouille d'affaires qu'il n'a pas encore, loin de là, fini de dévider à ce jour. Emile Verie est d'abord inculpé pour recel et complicité de vol. Son dossier, qui aurait pourtant eu le temps, depuis vingt ans, de s'épaissir est introuvable au commissariat. Emile, son épouse et son fils sont tous trois aujourd'hui à la prison de Looz-les-Lille, l'enquête montrant que cette famille ne donne pas dans l'amateurisme.

## Les langues se délient

Recels de bijoux, proxénétisme, trafic d'influences, les accusations sont multiples. Un scanner est retourné dans l'arrière-salle du restaurant, révélant un système d'écoute branché sur la police, mais aussi, avant et après la campagne électorale, sur les communi-

cations téléphoniques de la voiture de Jean-Louis Borloo.

Il peut être facilement prouvé que Le Pot d'étain a une double enseigne. Respectable le jour. Inquiétante la nuit, puisque s'y tiennent des réunions qui intéressent des policiers. Début octobre, l'affaire touche le propriétaire du Café de la Mairie à Condé-sur-Escaut, Gérard Ametoux, à son tour inculpé. L'homme, comme on dit dans la région, est aussi « quelqu'un ». Président d'une importante société de chasse fréquentée par bon nombre de personnalités locales, il vient surtout de prendre sa retraite du poste de patron de la brigade territoriale de recherches du groupement de gendarmerie de Valenciennes.

## Le cercle se referme

*Nord Matin* commence à parler d'un « scandale retentissant », tandis que son concurrent, *la Voix du Nord*, préfère ne point s'apaiser sur le sujet. La ville papote. Les langues commencent à se délier. La vague monte. Un trafic d'influences est soupçonné entre l'ancien gendarme et un sous-brigadier du commissariat de Valenciennes, secrétaire en titre du ministère public. L'IGPN vient secrètement enquêter sur place. Le sous-brigadier partira en retraite dans trois mois... Les amis d'Emile, navrés de ce qui arrive, commencent à parler. La bonne société valenciennoise se met à trembler. Un des principaux assureurs de la ville, branché sur le fonds de commerce de la Prévention routière, pourrait être inquiété pour recel d'or fondue. L'ancienne équipe

municipale risque également d'être atteinte.

Pègre, police, politique, le cercle se referme. Des affaires de fausses factures liées à la gestion d'Olivier Marière et de Pierre Carous commencent aussi à être levées. Une fontaine, sur la place d'Armes, bien construite, un parking qui ne fut pas gratuit, des terrains en contre-ville curieusement négociés, toute la ville est en émoi. « Il faut secouer tout cela », assurent les uns. « Vous verrez que tout cela ne sera, au total, qu'une montagne accouchant d'une souris », promettent les autres. S'il ne s'agissait que d'une souris, comment comprendre les difficultés rencontrées par le commissaire Bourdeaux auprès de sa hiérarchie ?

Son enquête, c'est la nuit qu'il doit la diligenter par un travail de fourmi fastidieux. Le jour, on se charge de l'occuper avec le tout-venant. Au commissariat, la base discrètement commence à respirer d'aise. La tête se plaint de ce « cow-boy » qui refuse la loi du milieu et donc du silence. Le journaliste de *Nord Matin*, Christian Nogent, est comparé par les mécontents ou les inquiets au mieux à Sherlock Holmes, au pis à « un fouilleur de merde ». Lui prétend faire tout simplement son travail.

La moralisation de la vie locale est décidément un vaste chantier. Les *Nord Matin*, chaque dimanche depuis le début de ce mois, s'arrachent comme des petits pains. La population, sevrée depuis si longtemps, a soif de savoir. La ville moyenne veut se grandir. La démocratie et la transparence ont de ces exigences ! Dans sa mairie, Jean-Louis Borloo veut laisser l'enquête suivre son cours bien que des responsables du RPR soient venus le prier de faire arrêter les frais.

DANIEL CARTON



Désolés de ne pas vous  
montrer nos campagnes.  
Mais nous croyons utile  
de vous informer qu'avec plus  
de 55 millions de francs  
de marge brute  
pour l'année 1990,  
le groupe SSK passe  
dans la catégorie  
des poids moyens  
des agences de publicité.

GROUPE SSK  
PARIS - LYON - STRASBOURG

EN CODES DE CONSTITUTION. NANTES - TOULOUSE - MULHOUSE  
38, RUE DE PONTHEU - 75008 PARIS - TEL.: 42.25.41.11 - FAX: 42.89.21.61

هنا من لاد



سكوت في 14

Le Monde

# SOCIÉTÉ/CULTURE

Le Monde • Samedi 28 octobre 1989 13

SECTION 8

16. Le renouveau de l'université française  
17. La prévention contre la toxicomanie

22. Musiques : « Libérations » de J.-P. Foy  
23. Cinéma : « Dernière sortie pour Brodsky »

28. Voile : la course autour du monde  
Les activités du groupe Harsant en Belgique

L'enquête sur l'explosion en vol du N°Djamena-Paris

## DC-10 d'UTA : l'attentat sans « signature »

L'enquête sur l'attentat du DC-10 d'UTA, confiée au juge d'instruction Jean-Louis Brugère, progresse lentement. L'explosion en vol de l'appareil, le 19 septembre 1989, a rendu extrêmement difficile le travail des enquêteurs, qui n'ont pu identifier que soixante-cinq personnes sur les cent soixante et onze victimes.

Plusieurs hypothèses sont aujourd'hui discutées, qu'il s'agisse de la situation politique au Congo ou des relations franco-iraniennes, voire franco-syriennes. Mais aucune n'emporte la conviction. Seules certitudes : l'exploit utilisé n'était pas du complot comme on l'avait d'abord supposé mais de la pénétration ; la valise piégée a été embarquée à Brazzaville et non à N'Djamena.

Lorsque les policiers parisiens du nouveau cabinet de délégations judiciaires chargés d'identifier les victimes du DC 10 d'UTA furent sur la liste des passagers remise par la compagnie le nom de Jacques Renaudat, les plus anciens d'entre eux sursautèrent. Cet homme d'affaires de cinquante-trois ans qui, dans l'avion, en première classe, était assis au côté de Mahamat Souleïla, ministre tchadien du plan, n'était-il qu'un homonyme de ce mauvais garçon connu de leurs services pour avoir antérieurement trop assidûment fréquenté quelques-unes des célébrités de la French Connection ?

De rapides vérifications ne laissèrent bientôt aucun doute : M. Jacques Renaudat était bien Jacky Renaudat, ex-truand fiché au grand banditisme depuis 1973. Lui qui avait toujours su éviter le sort de ses amis, trop souvent victimes de brutaux règlements de comptes, figurait parmi les cent soixante et onze passagers morts dans l'attentat le

plus sanglant qui ait jamais endeuillé l'aviation française.

Depuis les années 60, lorsque sa mère tenait encore le Trou des Halles, bistrot du ventre de Paris, Jacky Renaudat avait fait du chemin. Il était alors connu des policiers pour de modestes affaires de violence et de chantage. Évitant les trop lourdes condamnations, il monta bientôt en grade, tête du proxénétisme, puis vira vers le trafic de drogue et le racket. À l'époque, la police judiciaire le soupçonnait d'être l'un des « petits soldats » qui, pour le compte des frères Perret, disputaient à coups de revolver le contrôle du faubourg Montmartre au clan Zemmour. Sur-tout, Renaudat vivait dans le sillage de Lucien Sans, truand, certes, mais aussi barbouze enrôlé au SAC lors des derniers soubresauts de la guerre d'Algérie. Or le 2 mai 1967, Lucien Sans, dit Bouabou, était mitraillé par deux inconnus alors qu'il se rendait au Don Camillo, cabaret

quant le manque d'éléments et refusait de se prononcer. Sans doute ce silence est-il aussi à rapprocher de l'identité du voisin de Jacky Renaudat, ce ministre tchadien dont les hautes fonctions rappellent que le commerce des armes comporte souvent une dimension politique peu compatible avec la publicité ?

Sur le second point, en revanche, les enquêteurs sont moins réservés, doutant presque unanimement que la volonté d'éliminer Jacky Renaudat puisse être à l'origine de l'attentat. « Renaudat voyageait sous sa véritable identité, fait remarquer l'un d'eux, et sa famille, qui l'attendait à Paris, s'est manifestée après d'UTA dès l'annonce de la disparition de l'avion. » Autant d'éléments qui, aux yeux des enquêteurs, paraissent peu compatibles avec la discrétion qui s'attache d'ordinaire aux transactions sensibles. S'y ajoute le sentiment indéfinissable qu'un tel attentat serait disproportion-

Toutes les autres hypothèses ressortissent à la situation moyen-orientale. Avec le sentiment d'agiter des évidences rebattues, les enquêteurs évoquent l'Iran, le Hezbollah iranien ou encore la Syrie, parties dont aucune n'aurait goûté les estives et timides manœuvres de la flotte française au large du Liban. Ils rapprochent l'attentat du DC 10 d'UTA de celui du Boeing de la Panam, rappellent les soupçons qui pèsent sur le FPLP-CG et sur la Syrie. Le traditionnel contentieux franco-iranien, qu'il s'agisse du dossier Eurodif ou d'Anis Naccache, toujours dément, est parfois également mis en avant.

Ni « message »  
ni mise en garde

Mais rien n'est fiable et l'on se garde surtout d'exprimer de quelconques certitudes. L'effica-

Paris. Tant qu'on ne sait pas qui, quand et où, tout cela est rigoureusement inexplicable.

Reste alors, en l'absence de l'improbable renseignement qui permettrait l'explication immédiate, la routine du travail policier, l'examen des débris, les tests scientifiques et, sur place, l'hermétique enquête de terrain. C'est bien celle-ci que le juge d'instruction Jean-Louis Brugère, accompagné de Mme Laurence Le Vert, chef de la 14<sup>e</sup> section du parquet, et de quelques policiers de la PJ et de la DST sont allés observer, courant octobre, au Congo d'où était parti le DC 10 d'UTA et au Tchad où il avait fait escale. Regus à Brazzaville par les ministres des transports et de la justice, à N'Djamena par ceux de la justice, des transports et de l'intérieur, la délégation française a pu constater aussi bien l'irritation des responsables locaux devant l'implicite mise en cause par la presse de leurs responsabilités que l'absence de sérieux mesures de sécurité dans leurs aéroports.

Une valise embarquée  
à Brazzaville

L'enquête, cependant, progresse lentement. Il est maintenant certain que l'exploit dont s'étaient servis les terroristes était de la pénétration et non du semtex, spécialité tchécoslovaque dont il avait été trop rapidement fait état. Utilisée parfois en Corse, ou par le mystérieux groupuscule anarchiste Black War, ou bien encore lors de plusieurs attentats revendiqués par le CSEPA, en 1986, la pénétration découverte sur l'avion d'UTA était amalgamée à une pâte plastique conditionnée en feuilles. Une présentation de type ancien et qui, selon les spécialistes, semble aujourd'hui abandonnée.

Les prélèvements effectués par les ingénieurs du laboratoire central de la préfecture de police permettant aussi d'affirmer que la bombe était placée dans une valise embarquée à Brazzaville. L'examen du conteneur chargé dans la capitale congolaise, comme celui du conteneur embarqué à l'école de N'Djamena dans la soute avant située sous le compartiment des premières classes, a permis aux enquêteurs d'en avoir la certitude. Le premier portait en effet des traces de poudre sur les faces internes ; le second, criblé de débris métalliques, était « marqué » sur les faces externes. Il est également établi que la disposition des bagages en soute ne permettait pas à un éventuel terroriste d'ouvrir à N'Djamena le conteneur embarqué à Brazzaville pour y déposer une bombe. Plusieurs policiers français sont demeurés à Brazzaville pour tenter, en liaison avec leurs collègues africains, de remonter cette première et pour le moment seule sérieuse piste.

GEORGES MARION

### Macabre identification

Lorsque le 19 septembre, vers 12 h 30, le DC-10 d'UTA a explosé en vol au-dessus du Niger, le cockpit situé à l'avant de la soute où avait été placée la bombe, c'est, et tel un bouclon de champagne, éjecté de l'avion avant d'exploser sa chute. Le reste de l'appareil, toujours propulsé par les réacteurs, a continué sa route pendant plusieurs dizaines de secondes avant, à son tour, de s'écraser. Arrivés sur les lieux 24 heures plus tard, les sauveteurs ont constaté que 50 kilomètres séparaient les deux parties de l'avion. Les restes de l'appareil étaient disséminés sur une aire d'une centaine de kilomètres carrés.

Neuf mois plus tôt, lorsqu'un Boeing de la Panam s'était écrasé, victime lui aussi d'un attentat, sur le village écossais de Lockerbie, toutes les polices des comités voisins, assistées de centaines de soldats, avait fondé sur les lieux de l'impact pour relever les cadavres et ramasser les débris. Il avait fallu plusieurs mois pour qu'il parvînt des restes minutieusement rassemblés. Les enquêteurs découvrent que la bombe avait été dissimulée dans une radio de marque Toshiba, identique à celle saisi en Allemagne fédérale quelque temps auparavant, sur un voyageur du Moyen-Orient.

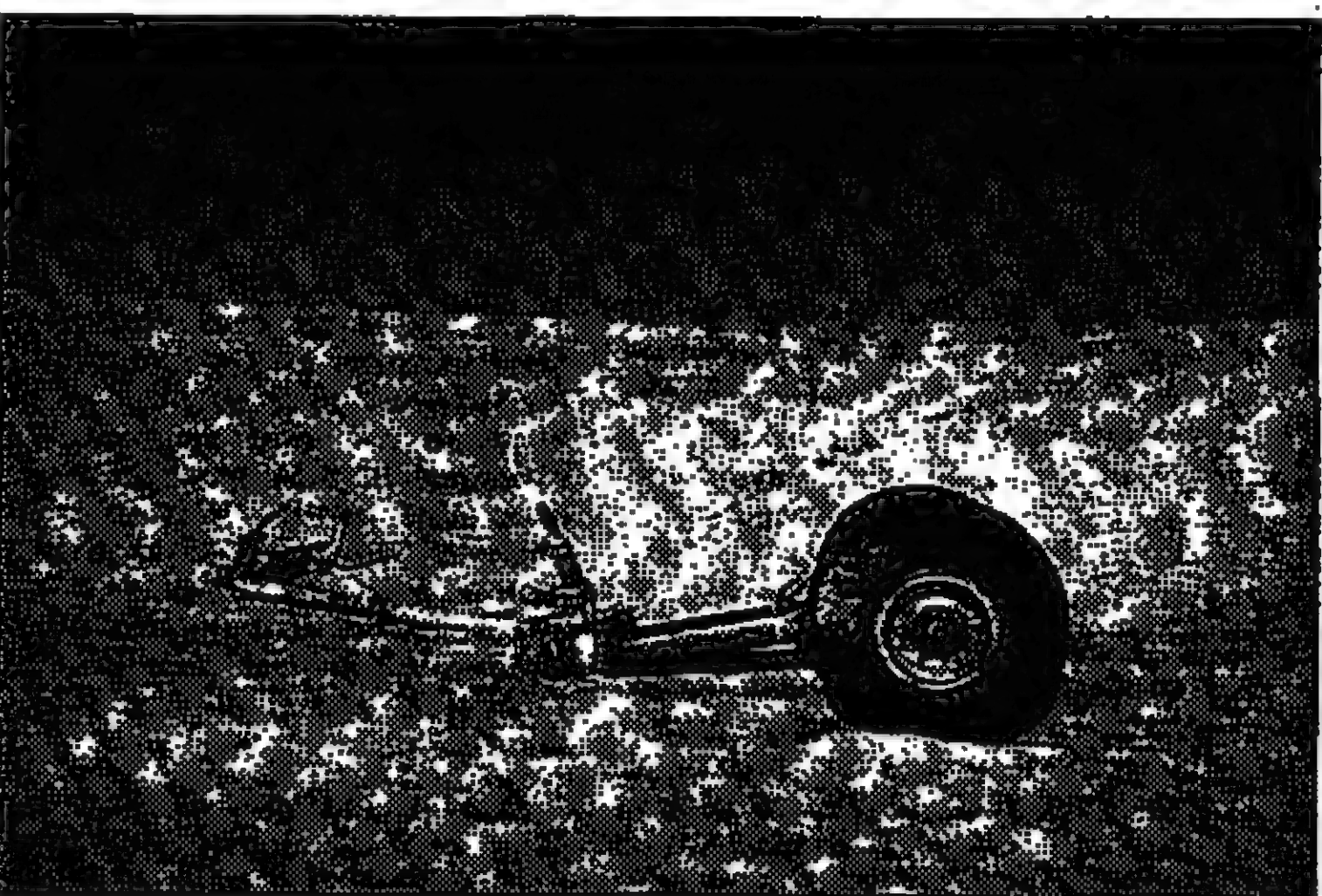
Compte tenu de la dissémination des débris dont une bonne partie a dû être laissée sur place, il est peu probable que les enquêteurs français puissent un jour découvrir un élément matériel d'une importance comparable. Arrivés rapidement sur les lieux, les sauveteurs ont dû travailler dans un environnement hostile, sous une chaleur d'une cinquantaine de degrés, fouillant le sable à la recherche des cadavres et des éléments significatifs. Tout a été rassemblé dans de grands sacs et rapporté à Paris.

Depuis, médecins légistes, stomatologues, inspecteurs de l'identité judiciaire et du 9<sup>e</sup> cabinet de délégations judiciaires, service spécialisé dans la recherche des disparus, tentent d'identifier les restes déposés à l'Institut médico-légal de Paris. En tout, quelque quarante personnes pour effectuer un labeur dramatique et macabre qui met à rude épreuve leur sensibilité.

Le processus judiciaire impose, en effet que tout débris soit formellement identifié avant d'être déclaré mort. Sur les cent soixante et onze personnes que transportait l'avion, soixante-cinq seulement ont été, à ce jour, reconnues. Figurent parmi elles l'équipage, que les uniformes rendaient plus facilement reconnaissables, mais aussi, notamment, Jacky Renaudat, à l'heure vraisemblablement plusieurs semaines pour identifier les autres victimes, à partir de leur dentition, parfois d'empreintes digitales exploitables, quelques fois de menus objets personnels retrouvés sur des débris humains. Plusieurs d'entre eux ne le seront sans doute jamais.

L'attentat contre le DC-10 aura en tout cas souligné la stupéfiante difficulté à identifier avec précision les passagers, pourtant réputés connus, d'un avion. Entre la liste dressée lors de l'embarquement et la réalité s'intercalent tous les aléas (passagers embarqués sous un autre nom que celui de leur réservation, absences de dernière minute, etc.) qui ajoutent aux difficultés d'identification. Les services de police viennent d'ailleurs de proposer, parmi d'autres réformes propres à faire face aux catastrophes et attentats, que les cartes d'embarquement soient désormais systématiquement comparées au billet et à l'identité du voyageur.

G.M.



Une trentaine de kilomètres séparaient les débris du cockpit de ceux du reste de l'appareil (ici-contre une partie du train d'atterrissage du DC-10). Cette dissémination empêche sans doute les enquêteurs de découvrir un élément important concernant la bombe.

WITTS/SPA

parisien où les anciens des services spéciaux avaient leurs habitudes.

Bouabou s'en tira mais l'incident fit réfléchir Jacky Renaudat. Quelques années plus tard, il avait intelligemment changé son fusil d'épaule, traitant désormais de carambolles, d'affaires financières et de fausses factures, domaines nettement moins exposés que la drogue ou le vol à main armée. Jacky Renaudat devait bientôt prendre pied sur le marché africain, habile commissionnaire proposant ses services à qui pouvait les rétribuer.

Le passé  
de Jacky Renaudat

Un tel passé a naturellement fait réfléchir les policiers chargés de l'enquête sur l'attentat contre le DC 10. Jacky Renaudat, comme l'ont écrit plusieurs journaux, était-il sur le point de vendre à l'OLP des armes libyennes saisies par les Tchadiens ? Et, dans l'affirmative, cette transaction pourrait-elle expliquer l'attentat ? Sur le premier point, les policiers invo-

quoné par rapport au but recherché : « On pouvait toujours le tuer sans, lui, rattracher un policier. Ce ne sont pas les professionnels discrets qui manquent. » Quoi qu'il en soit, cette piste-là devra aussi être explorée, ne serait-ce que pour établir qu'il s'agit vraiment d'une voie sans issue.

Les hypothèses ne sont pourtant pas multiples. Une fois écartée — avec véhémence — celle d'un instant soulevé d'une explosion accidentelle provoquée par d'imprudents agents de la DGSE embarqués avec du matériel explosif, il n'en reste en réalité que deux. Selon la première, l'attentat pourrait être en relation avec la situation politique qui prévaut au Congo. Bien qu'ils manifestent à ce sujet un certain scepticisme, les enquêteurs se sont quand même rendus récemment à Nancy, où résidaient quatre citoyens congolais victimes de l'attentat. Dans cette même ville, habitent également plusieurs des opposants au président congolais Denis Sassou Nguesso. Il n'en a pas fallu plus pour procéder à quelques vérifications.

cité politique d'un attentat, les spécialistes de la lutte anti terroriste le savent mieux que personne, suppose que le signataire soit clairement identifié et que son message soit déchiffré sans ambiguïté. Or tel n'est pas le cas, tout au moins dans les services intéressés. « Si un tel message a été envoyé, il ne nous est pas parvenu », y assure-t-on sans exclure pour autant la possibilité qu'il soit arrivé « plus haut ». De même dément-on avec vigueur que les services français aient été précisément informés, quelques jours avant le drame, par des services étrangers, israéliens ou américains, qu'un attentat était en préparation.

« Les mises en garde de ce type sont notre ordinaire, assure encore un responsable, et tous les jours nous parvenons, de nos homologues du monde entier, des messages hélas trop vagues pour nous permettre d'intervenir. Tel nous annonce que selon ses renseignements des attentats auraient été décidés par une quelconque organisation ; tel autre nous assure qu'un terroriste doit prochainement embarquer à destination de

LA REVUE  
DES JOURNAUX DU TEMPS PASSÉ :  
Comment les bolcheviks ont pris le pouvoir  
Le Premier Tour de France  
Vrain-Lucas : l'escroquerie du siècle  
La chute de Paris dans la Presse  
Hitler devient le Führer  
et en "tiré à part"

4 JOURNAUX REPRODUITS INTEGRALEMENT  
Le Journal de Russie des 9, 10, 11 novembre 1917  
et Le Matin du 10 novembre 1917  
Chez votre marchand de journaux.  
Le n° 59 F Abx un en 185 F 4 N°s  
15, rue Douy-Deloque 93100 Montreuil

Le Monde  
RADIO TELEVISION  
COMMUNICATION

Vol au palais de justice de Lille  
Charles de Gaulle privé d'état civil

LILLE  
de notre correspondant

Envoi dans les couloirs du palais de justice à Lille. On a dérobé l'original de l'acte de naissance du général de Gaulle. La page, à la date du 23 novembre 1980, a été arrachée du registre d'état civil et remplacée par une photocopie. Le registre, conservé au greffe du tribunal de Lille, devait être transféré l'an prochain aux archives départementales du Nord, au terme du délai légal de cent ans. Il avait été récemment descendu du sous-sol du palais en attendant son transfert. C'est à cette occasion que le greffier a eu la curiosité de regarder l'acte de naissance du fondateur de la 4<sup>e</sup> République et de constater le forfait.

Fort heureusement, il existe un second exemplaire du registre d'état civil, entreposé, celui-là, à la mairie de Lille. Voici plusieurs semaines, le procureur s'était inquiété de la présence du précieux registre et avait attiré l'attention sur la nécessité de prendre quelques précautions quant à la préservation du document, à l'approche de la célébration du centième anniversaire de la naissance du général. Les services d'état civil avaient alors jugé bon de mettre le registre sous clef. Une semaine plus tard, ils recevaient un second appel du procureur leur faisant part du vol perpétré au palais de justice.

Il semble que le vol ait pu être commis entre la fin de l'année dernière et le mois de septembre. L'œuvre d'un administrateur inconditionnel ou celle d'un collectionneur sans scrupule ? Une enquête a été ordonnée et confiée au SRPJ de Lille.

L'acte écrit à la plume, daté du 23 novembre 1980, indique que, Henri Charles, Alexandre de Gaulle a présenté un enfant de sexe masculin né le 22 novembre à 4 heures du matin en la maison sise rue Piquasse portant les « prénoms de Charles André, Joseph, Marie ». Les témoins étaient un médecin et un cocher.

A l'approche de la célébration du centenaire, la psychosé du vol à même laissé naître le rumeur selon laquelle l'un des dérogateurs de l'acte de baptême du général avait disparu. En fait, il n'en est rien et le Doyen de la paroisse Saint-Amand de Lille, l'a confirmé. C'est en réalité l'acte de baptême d'un autre célèbre lillois qui a disparu, celui du cardinal Liénart.



**Société anonyme au capital de 91 892 700 F**  
**Siège social : 61, rue Pierre-Curie, 78370 Plaisir**

Pour qu'une comparaison entre 1989 et 1988 soit significative de l'évolution du groupe Intertechnique, l'exercice 1988 a été retraité de manière que le chiffre d'affaires et le résultat net des activités ne concernent que les activités conservées en 1989.

**CONSOLIDÉ A FIN JUIN 1989**

L'écart d'acquisition, amorti en totalité, sera de 40,8 millions.

La Renault 25 TXE réalise l'union de toutes les exigences : intelligence et le confort, le plaisir de conduire et la sérénité, la puissance et la sécurité.

- **Cylindrée** 1995 cm<sup>3</sup> • **Puissance max.** 120 ch
  - **38,5 kW CEE** • **Projecteurs additionnels**
  - **Ordonateur de bord (synthèse de la parole)**
  - **Revêtement des sièges et accoudoirs en velours (option)** • **Rétrovision** • **Climatisation**
  - ABS** • **Serlece cuir** • **Sièges à position mémoire**
  - Set pack ergomat** • **Consommations** : 6,0 l/100 km à 90 km/h - 7,4 l à 120 km/h - 10,9 l en ville.
- Garantie anti-rugine Renault 3 ans. **DIAG** votre financement.
- RENAULT** **SAATCHI & SAATCHI** **elf**

**UNE CASCADE D'ÉQUIPEMENTS  
POUR 125 000 F**  
Prix au 08/08/89. Millésime 89.

## Scandale pour une biographie

Suite de la première page.

A Londres, sa formation sera bientôt assurée par le BCRA, les services de renseignement de la France libre, et il sera envoyé en France en juillet 1942, avec pour mission d'assurer la direction du secrétariat de Georges Bidault et ses transmissions radio. « Jean Moulin m'a fauché dès le premier soir », dit-il en souriant.

De ce jour, ce jeune clandestin rompu aux techniques du sabotage va suivre Jean Moulin, chargé par le général de Gaulle d'unifier la résistance intérieure au profit du chef de la France libre, assurant la direction de son secrétariat (une dizaine de personnes), ses liaisons radio avec Londres et certains contacts avec les chefs de la Résistance.

Ce n'est pas rien ! Même si des hommes aussi estimables que Claude Bourdet, Pierre Guillain de Bénouville, responsable du « secteur Suisse », et Henri Nogues, résistant devenu historien de la Résistance, tous trois membres du réseau Combat, lui reprochent aujourd'hui de « régler ses comptes » avec Henri Frenay et de ne rien comprendre à ce que fut la résistance inférieure.

Daniel Cordier aurait-il été emporté par sa passion de biographe ? Son profond respect pour l'action et l'héroïsme de Moulin l'aurait-il conduit à être injuste à l'égard d'Henri Frenay ? En reproduisant, dans sa préface de trois cents pages, des extraits d'un manifeste rédigé par Frenay en novembre 1940, il peut, en tout cas, se vanter d'avoir renvoyé aux survivants de Combat une image de leur mouvement et de son fondateur qu'ils considèrent comme faussée et calomnieuse.

## Ralliement à Pétain ?

Ce texte établit nettement que le capitalisme français, cynard connu, n'aurait dû pas se résigner à avoir subi un réseau de résistance structuré et cloisonné, ne cachait pas son « marchalisme » ni son approbation de l'action entreprise par Pétain, qui venait — entre autres, souligne Cordier — d'« entrer la République, cette « guérite », dans la guerre, la guerre franco-française contre l'ennemi japonais, les étrangers, les juifs... » Nous soucrivons à l'ensemble des grandes réformes qui ont été entreprises. Nous sommes amis du désir qu'elles soient durables et de ce qu'autres réformes viennent « pousser cette œuvre », viennent l'achever, l'approfondir. Mais nous ne sommes pas amis de ceux qui servent dans nos rangs comme ceux qu'ils trouvent déjà.

*seront des Français authentiques. Les juifs serviront dans nos rangs s'ils ont effectivement combattu dans l'une des deux guerres. »*

Le manifeste montre qu'Henri Freyre est né au vainqueur de Verdun et qu'en pronant la lutte contre les nazis et l'alliance avec l'Angleterre, on le devine : c'est l'adhésion à la « Révolution nationale » de Pétain qui fait bondir Claude Bourdet. « C'est invraisemblable, nous a-t-il assuré. Aucun de nous n'aurait travaillé avec lui, il vivait maritalement depuis plusieurs années avec Berte Albrecht, qui était communiste. C'était un officier de gauche ». Et que Freyre ait pu passer à l'ennemi, c'est un sentiment d'hostilité à l'endroit des nazis lui semble tout aussi incroyable : « Ses premiers soutiens ont été juifs, comme le colonel Bernard, son fils Jean-Py Bernard, ou encore Marcel Peck. »

« Cet antisémitisme ne m'était jamais apparu, confirme Jean-Pierre Lévy, fondateur du groupe Franco-Tireur. Frenay était un officier avec ses défauts et ses qualités. Il était entouré d'un certain nombre de juifs et il est resté mon ami. »

Pierre Guillaïn de Bénouville et Henri Nogères, comme Claude Bourdet, s'interrogent sur le document produit par Daniel Cordier. « Je ne le crois pas authentique dans cette forme », tranche de Bénouville. « Pourquoi avoir attendu si longtemps et n'avoir pas interrogé Frey avant qu'il ne meure cette année ? » demande Henri Nogères. « Ce document, je demande à le voir, déclare Claude Bourdet. Il fallait le reproduire en fac-similé ».

Ces mises en cause indignent Daniel Cordier : « Les attaques, je les attendais de la part des pétainistes et de leurs épigones. La vérité semble faire très mal à certains chefs de la Résistance. Ils essaient à tout prix de discréditer mon travail. Je n'ai jamais pensé que Freney était un gaulliste historique. Contre un document, il faut autre chose que des sous-entendus ! »

Dans sa retraite de Juan-les-Pins, ce collectionneur d'œuvres d'art de Dubuffet, Bellmer et tant d'autres, s'est consacré à rassembler, année après année, des archives. La fibre de l'historien, ce goût et ce respect pour les « papiers » d'époque l'ont gagné. « Les hommes qui font avancer l'histoire sont ceux qui apportent des documents », dit-il. Après avoir dépouillé ses archives personnelles longtemps serrées dans des boîtes en fer enterrées dans le Bordelais, il s'est immergé dans les archives que lui a confiées son ancien patron des services secrets, le colonel Passy, puis dans les Archives natio-

nales, où, nous confie-t-il, il a découvert ce fameux manifeste d'Henri Frenay, qu'il date de novembre 1940.

« Je n'accuse pas Frenay, dit-il, je cite ses textes ». Mais en donne-t-il une juste interprétation ? Plusieurs des chefs de la Résistance assurent que non, évoquant non seulement le manifeste du novembre 1940, mais encore l'épisode de l'arrestation de Jean Moulin à Caluire, en juin 1943, due partiellement, selon Cordier, à une imprudence de Bénouville. Selon eux, le biographe de Moulin, envoyé de Londres, n'a pas pu saisir et ne comprend toujours pas ce que fut leur action. « Moulin, c'était l'Etat. Nous, la nation », résume Henri Nogues.

### **Variations de la mémoire et interprétation**

En Daniel Cordier, Claude Bourdet et ses amis se double de tout l'oublié et comme le refusé de Jean Moulin. C'est un sonnet à la République. Bourdet, « l'homme en marche » à travers Freney, il a accepté les thèses de Moulin qui était fidèle à de Gaulle, lequel ne comprenait rien à la Résistance...  
- Cordier n'a pas saisi le ciment fabuleux qui nous unissait contre les nazis au-delà de nos querelles; indique Pierre Guillin de Bégonville. Pourquoi était ancien gauchard ? D'Estienne d'Orves, responsable de l'action française ? Un royaliste, j'écrivais dans l'Alerte ? Oui. Mais nous ne faisons pas d'Eglise avec la clandestinité ! Nous prenions toutes les mains ».

Qui le conteste ? En réalité, MM. Bourdet, de Bèzouville et Nogères reprochent à Daniel Cordier d'avoir voulu écrire une histoire de la Résistance dans sa longue préface, tandis que l'auteur affirme avoir étudié les « relations entre la résistance intérieure et la résistance extérieure », entre les résistants subissant l'Occupation et Londres, l'assignement de deux ou trois documents. Ce n'est pas tout, mais le biographe entend bien les publier intégralement, avec leurs références, dans les quatre volumes à venir. Ils se scandalisent du portrait politique de leur ancien « patron », Henri Frenay, considéré tant qu'il porte atteinte à la vérité.

Avec une certaine passion, s'éloignant un temps de l'objet de son étude, qui reste principalement Jean Moulin, Daniel Cordier a certes braqué son projecteur sur Frenay. Mais quel historien pourrait lui tenir grief d'avoir exhumé des textes jusqu'à présent ignorés ? L'interprétation, quant à elle, reste libre...

On comprend naturellement que les souvenirs, les éventuels jeux et variations de la mémoire ne sont pas ici seulement en cause. Il s'agit aussi, surtout, de l'image — parfois mythique — de la Résistance que l'on va donner aux prochaines générations. Tel est l'enjeu d'une polémique qui mobilise aujourd'hui des septuagénaires qui furent l'honneur de la France, il y a cinquante ans de cela.

**LAURENT GRELSAMER**

### Onze jours auparavant

## Le meurtrier présumé du général Favrean avait été condamné à six mois de prison

**BORDEAUX**

de notre correspondante

Le général Jean Favreau a été tué par un homme sans visage, dit le "Général sans visage". Alain Guibert, vingt et un ans, meurtrier présumé de l'ancien gouverneur militaire de Paris, a été arrêté dans l'après-midi du mercredi 25 octobre par le SRPJ de Bordeaux, à Verdalles (Gironde). Le jeune homme, sans emploi, habitant chez ses parents à Saint-Germain-Lux, a été condamné à la prison à trois fois par le tribunal correctionnel de Libourne : en février 1989, pour menaces de mort sous conditions ; en juin 1989, pour violence et voies de fait avec préméditation ; enfin, le 3 octobre dernier, suite quatre jours avant le meurtre du général, Alain Guibert avait été condamné à six mois de prison ferme pour coups et blessures volontaires. Il avait comparu libre devant le tribunal et ne devait paraître sa peine qu'après expiration du délai légal d'appel.

Le samedi 7 octobre, Alain Guibert avait repéré la Mercedes de Jean Favreau à la gare de Libourne. Dans l'intention de la voler, il avait fait du stop et avait demandé au général de la déposer à un lieu-dit en rase campagne, à mi-chemin entre Libourne et la résidence du général à Saint-Denis-de-Pile. Rapidement il avait déposé ses intentions mais, semble-t-il, sans être pris au sérieux par le général. C'est ce qui aurait contribué au dénouement tragique.

**Alain Guibert devait être déféré le 27 octobre devant le juge d'instruction de Bordeaux.**

**GINETTE DE MATHA**

**C** Un médecin d'Anxerre  
 condamné pour outrages à agents.  
 — Poursuivi par le parquet du tri-  
 bunal d'instance d'Anxerre pour  
 avoir qualifié, notamment, de  
 « cow-boys » deux policiers qui  
 l'avaient intercepté alors qu'appelé  
 en urgence il se rendait auprès d'un  
 malade (*Je Monde* du 30 septem-  
 bre), le docteur Jacques Ribier a  
 été condamné, le jeudi 26 octobre,  
 à 5 000 F d'amende et 2 F francs  
 symboliques de dommages et inté-  
 rêts. Le médecin a décidé de faire  
 appel.

□ **Inculpation des meurtriers présumés d'un avocat de Tours.** — Les deux suspects interpellés à Grenoble en possession de la voiture et d'objets appartenant à l'avocat assassiné, M<sup>r</sup> Charles Réverand, sont passés aux aveux, jeudi 26 octobre. Bertrand Guérin et Vincent Ferreira, qui avaient été invités à dîner au domicile de l'avocat avant de l'agresser, ont été inculpés d'homicide volontaire et s'enorgueillissent.



**VIVEZ LE STYLE 25 DANS TOUT LE  
RESEAU RENAULT PARIS ILE-DE-FRANCE**



**RENAULT**  
DES VOITURES  
A VIVRE

هناك من الأصل



## SOCIÉTÉ

### DÉFENSE

L'aveu d'un ancien chef de l'armée de Terre

## Les camions de la défaite

Pendant cinq ans, entre 1977 et 1981, l'armée de terre française n'était pas en état de faire la guerre si, par malheur, elle lui avait été imposée par les circonstances.

Cette révélation, on la doit au chef d'état-major de l'armée de terre durant cette période, le général Jean Lagarde, aujourd'hui cadre de réserve. Il l'a faite récemment, à l'occasion d'un colloque restreint sur la programmation militaire, dont se fait l'écho le dernier bulletin du Comité national défense-armée-nation (DAN), qui l'organisait.

Le général Lagarde, qui avait succédé en 1975 au général Alain de Boissieu au poste de chef d'état-major de l'armée de terre, avait eu comme mission importante de préparer, durant le septennat de M. Valéry Giscard d'Estaing, la programmation militaire 1977-1982 qui a été approuvée par le Parlement en 1976 et qui fixe, comme tous les textes du même genre, l'équipement nucléaire et classique des armées.

### Economiser en toute discrétion

C'est en septembre 1980 que le général Lagarde a quitté ses fonctions, avec six mois d'avance sur le calendrier.

Au colloque du DAN, l'ancien chef d'état-major de l'armée de terre a laissé entendre que, pour assurer le financement des programmes majeurs d'équipement, les gouvernements avaient une fâcheuse tendance à diminuer les moyens accordés au reste, qui pouvait leur paraître moins

important, c'est-à-dire les programmes secondaires, les munitions ou les carburants, où l'on peut économiser en toute discrétion.

### Qui doit plaider coupable ?

« Il y a donc quelques années, a confié le général Lagarde, alors que des ajustements sévères aux lois de programmation de l'époque avaient été imposés aux armées, on a dit aussi que les programmes majeurs étaient intacts. Or pendant cinq ans, il manquait quinze mille camions à l'armée de terre qui n'était donc pas capable de faire la guerre. Dieu soit loué, même les journalistes accrédités [auprès du ministère de la défense et des états-majors] ne l'ont jamais su ! »

Sans donner la précision avancée aujourd'hui par l'ancien chef d'état-major, les rapporteurs parlementaires de l'époque, notamment MM. Arthur Paecht, Michel d'Allières, Jacques Ganton et Yvon Couédu du Forestier, avaient signalé le retard accumulé dans ses commandes par l'armée de terre, qui ne pouvait espérer réaliser que 30 à 60 % de ses besoins.

Le général Lagarde a considéré peut-être qu'il y avait, depuis, prescription pour faire sa révélation en 1989. Ses successeurs l'irriteront-ils un jour et qui, du gouvernement, du Parlement ou des chefs militaires doit plaider coupable ?

JACQUES ISNARD

### ÉDUCATION

### A Montpellier

## MM. Rocard et Jospin appellent d'une même voix au « renouveau » de l'Université française

A l'occasion du septième centenaire de l'université de Montpellier le 26 octobre, MM. Michel Rocard, premier ministre, et Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, ont plaidé en faveur du « renouveau » de l'Université française.

### MONTPELLIER

de notre envoyé spécial

Le climat de Montpellier réussit mieux à Michel Rocard et à Lionel Jospin que celui de Limoges. Si ce n'est le climat, le temps porte conseil. Le 8 décembre dernier, pour leur premier déplacement en commun consacré à l'éducation, le premier ministre et le ministre de l'Éducation nationale ont offert le spectacle étonnant, en terre limousine, d'une chamaille publique. Le chef du gouvernement marchait allègrement sur les plates-bandes de son ministre de l'Éducation nationale. Celui-ci n'apprécia pas et ne chercha pas à le cacher.

Judi 26 octobre, au cœur de l'Hérault, le ton fut à l'Élysée pour ce second voyage commun, qui devait marquer solennellement les sept cents ans de l'université de Montpellier. Tout avait été prévu pour éviter de donner prise au persiflage des observateurs : les discours avaient été soigneusement coordonnés, les conférences de presse, féériques, le voile idéologique de côté et les rôles répartis. Le ministre d'État multiplia les références à l'autorité et aux arthérides favorables du premier ministre. Ce dernier ne lâcha pas sur les attentions à l'égard de Lionel Jospin, son « ami et complice ». Bref, le duo fut parfait.

Au ministre de l'éducation nationale revint le soin de clore, le matin, une réunion de la conférence des présidents d'université et de dresser le bilan et les perspectives de son action en faveur du « renouveau » de l'Université française, ce « grand service public diversifié et décentralisé » qui « contient en son sein des réserves considérables d'énergie, d'imagination, d'initiative, qu'il faut catalyser, mobiliser, encourager et organiser ».

L'année 1988-1989, a rappelé M. Jospin, a été celle de l'élaboration des projets universitaires, dans le cadre des contrats État-universités, dont la première tranche sera conclue dans « quelques semaines ». Mais elle a surtout été consacrée au dossier de la revalorisation de la carrière et des rémunérations des universitaires. Il s'est en particulier efforcé de calmer les inquiétudes suscitées par l'instauration d'un système de primes différenciées : « Toutes les disciplines y auront droit. Tous ceux qui satisfont aux critères y auront droit. Il a, d'autre part, annoncé que les montants des primes pédagogiques et administratives seraient notifiés à chaque université dans les prochains jours (le Monde du 25 octobre).

### Trois chantiers

Trois chantiers sont désormais au programme. Primo, la condition étudiante, avec « l'amélioration profonde du système des bourses » et la mise en place d'un système de prêt aux étudiants qui sera proposé dans les prochaines semaines et, enfin, grâce à un programme accéléré de construction de logements et de restaurants universitaires. Ce

plan, « devrait associer étroitement l'État, les collectivités locales et des entreprises ». Discutée et mise au point en étroite collaboration avec les universités et les étudiants, cette revalorisation de la condition étudiante « pourrait conduire à l'élaboration d'une charte-cadre du statut social de l'étudiant ». Par ailleurs, M. Jospin a insisté sur le « rôle majeur et nouveau » qu'il entend voir jouer aux universitaires dans l'accueil et l'orientation des étudiants. « A l'orientation-sanction, il faut substituer une orientation-conseil », notamment en premier cycle, a-t-il dit.

Secondo : la condition des personnels non enseignants (administratifs et techniques) qui, dans beaucoup d'universités, expriment actuellement leur mécontentement, en particulier à Paris-I où ils sont en grève depuis plusieurs jours. Pour le ministre, ces personnels « ne sauraient être les oubliés » de la rénovation universitaire, et il a annoncé le démarrage, dès le 31 octobre, de négociations avec les organisations syndicales dans le cadre de quatre groupes de travail sur le déroulement des carrières, la formation, la promotion et la place de ces personnels dans la vie universitaire.

Tertio : l'année 1990 « sera aussi celle de la définition et de la mise en route d'un schéma national de développement universitaire ». Pour la première fois, publiquement, M. Jospin annonce, à côté de l'effort de rénovation des campus existants, la construction de plusieurs universités nouvelles, notamment en région parisienne. Il envisage par ailleurs de créer en France une « université ouverte », à l'image de l'« open university » britannique entièrement fondée sur le télé-enseignement.

Après un tel programme de travail, le premier ministre pouvait prendre de la hauteur et se consacrer à la philosophie de l'action. Une première fois, le matin de façon impromptue, devant un parterre d'universitaires plutôt épatés, il s'est lancé dans un vertigineux cours d'économie politique : dénonciation du libéralisme triomphant, qui laisse se dégrader le capital public ; impossibilité de mesurer la productivité marginale des services non marchands — comme l'administration ou l'éducation — à la même aune que les flux financiers ; réhabilitation de la pensée économique de Keynes, pour qui la création de richesses avait pour fonction d'assurer la cohésion sociale...

### Un « pacte intellectuel »

Bref, Michel Rocard est conscient que « le pays devra engager l'effort nécessaire » en faveur de la formation, même si la conjoncture internationale et les « mini-crachs » boursiers de ces derniers jours le rendent « perplexes ». « Ce ne sera pas tenable, a-t-il ajouté, si cet effort n'est pas appuyé par un soutien intense de l'ensemble de l'opinion publique et en particulier de la communauté universitaire ».

Ce « pacte intellectuel » avec les universitaires, il devait y appeler à nouveau, l'après-midi, de façon plus académique, à l'occasion de la rentrée solennelle des universités de Montpellier. Devant une assemblée d'universitaires, qui arboraient pour l'occasion togas, toques et hermine, il s'est livré à une défense et illustration chaleureuse de l'Université sans laquelle « il serait tout à fait illusoire de penser que le pays formera des cadres à tous les niveaux » dont il a besoin.

GÉRARD COURTOIS

### RELIGIONS

Devant l'assemblée plénière des évêques à Lourdes

## Le cardinal Decourtray souhaite une laïcité plus accueillante aux religions

M. Jacques Delors devait participer, vendredi 27 octobre, à Lourdes, aux travaux de l'assemblée plénière de l'épiscopat français. En ouvrant la matinée cette assemblée, le cardinal Decourtray, président des évêques, s'est félicité des progrès de la construction européenne et surtout de la « personnalité qui fait tache d'huile à l'Est ». Il a appelé les catholiques à « apporter leur pierre à l'édification de cette nouvelle maison commune ». A propos de l'affaire du foulard islamique, l'archevêque de Lyon a réclamé un réexamen de la place des religions dans la société.

### LOURDES

de notre envoyé spécial

Le soupçon de « sainte alliance des clergés » a pesé sur les travaux à huis clos de l'épiscopat français. La question du foulard islamique y a été abordée, mais avec retenue. Aucun débat n'a été organisé. Seuls quatre évêques sont intervenus à ce sujet : Mgr Hardy, évêque de Beauvais (dont dépend Creil), Mgr Mataglin, ancien évêque de Grenoble, et surtout Mgr Chabbert et Mgr Collini qui, avant d'être nommés respectivement à Perpignan et Toulouse, ont eu des responsabilités épiscopales à Rabat et à Tunis. L'un et l'autre ont souligné la division des pays d'Afrique du Nord sur la question du port du foulard.

Depuis la dernière crise scolaire de 1984, les évêques français réclament une laïcité plus ouverte à l'expression des religions, mais ils ne veulent pas le faire au profit de la seule Eglise catholique, dans ce qui leur apparaît d'abord comme un problème intérieur à l'islam. D'où leur relative prudence dans la polémique actuelle.

Mais la place de la religion musulmane dans une société de tradition chrétienne et juive comme la France les préoccupe. La question de la reconnaissance de l'islam est posée, comme celle de la religion dans un pays laïque. Le cardinal Decourtray, président de la conférence épiscopale, a donc relancé son appel à une nouvelle conception de la laïcité, qu'il est préférable d'aborder, a-t-il dit vendredi, « par un effort de la raison plus tôt que par le laisser-aller des passions ».

Il l'a fait en termes généraux et sous une forme interrogative. « Comment donner au cadre institutionnel de la laïcité un contenu qui permette de porter au bénéfice de la nation tout entière les richesses, les dynamismes et les projets de toutes ses composantes ? Comment associer à la vie de la cité les minorités récemment installées dans notre pays avec leur foi, leurs coutumes, leur esprit ? Comment honorer pleinement le droit à la liberté religieuse ? Comment donner leur juste place aux Eglises chrétiennes, et notamment à celle dont 80 % des Français déclarent faire partie ? »

### Une « juste place »

Le cardinal Decourtray se garde de donner des réponses. En invoquant la « liberté religieuse » des minorités, il fait allusion aux réactions que soulève la construction de mosquées, ainsi qu'au droit pour la communauté musulmane d'avoir des écoles subventionnées par l'État. En revendiquant une « juste place » pour les Eglises chrétiennes, il ne méconnaît sans doute pas les entorses déjà nombreuses aux lois de séparation des Eglises et de l'État (on a récemment parlé d'un financement public de la construction d'une cathédrale à Evry, dans l'Essonne). Contre les risques de résurgence des intégrismes et des anticléricalismes, le président de l'épiscopat réclame

surtout une sorte de reconnaissance de la fonction sociale et éducative de la religion, qui lui semble menacée par l'impossibilité pratique de faire, par exemple, le catéchisme le mercredi quand l'école fait la semaine continue.

Le cardinal Decourtray a insisté, vendredi à Lourdes, sur la nécessité d'un « dialogue » entre les confessions chrétiennes, entre chrétiens et croyants d'autres religions, entre chrétiens et agnostiques, libres penseurs ou athées, pour lutter contre « la tentation du nihilisme dont l'usage de la drogue et la multiplication des suicides sont les symptômes les plus inquiétants », contre les attitudes de « repli, par lassitude ou par peur » qui se manifestent dans la société.

Les Eglises sont plus que jamais convaincues qu'elles ont un rôle majeur à jouer dans la « moralisation » de la société. Sous le titre « Catholiques et protestants face à la morale dans une société laïque », un texte vient d'être signé dans ce sens par le Comité mixte catholique-protestant, qui regroupe des évêques, des pasteurs et des théologiens (1). Il se conclut ainsi : « Nous souhaitons que les déclarations publiques de nos Eglises ne soient pas reçues comme des tentatives de réguler la société. Mais nous voulons contribuer à un débat public, où l'on recherche comment respecter les personnes et les groupes dans leur originalité spirituelle, comme dans leur volonté de vivre ensemble, ce qui serait une bonne définition de la nouvelle laïcité ».

HENRI TINCO

(1) Le texte complet est publié dans le Bulletin occasionnel d'information du 25 octobre. (Tél. : (1) 48-74-15-08.)

■ PRÉCISION. — Dans l'article intitulé « La mire et le miroir », (le Monde du 27 octobre), le titre exact du livre (édité au Cerf) du Père Henri Madelin est la Menace idéologique.

SI J'AI RÉUSSI  
A OBTENIR POUR 30 F SEULEMENT  
LA VERSION D'ESSAI  
DE MICROSOFT WORD 5,

C'est que je lis la nouvelle formule de  
l'Ordinateur Individuel, et que son numéro de novembre  
ne vaut que 30 F.



L'Ordinateur Individuel crée l'événement : sa nouvelle formule est entièrement au service des utilisateurs de micro-informatique en entreprise. Enfin un journal utile : un journal outil. L'Ordinateur Individuel crée l'événement et offre ce mois-ci 2 disquettes d'essai du MICROSOFT WORD 5. L'Ordinateur Individuel et ses disquettes, 30 F seulement chez votre marchand de journaux.

**L'ORDINATEUR INDIVIDUEL**  
ÇA AIDE À RÉUSSIR

CEP GROUPE TESTS





## SOCIÉTÉ

## MÉDECINE

Au colloque des « cent gardes »

## Les spécialistes envisagent avec optimisme la mise au point d'un vaccin contre le sida

Le secrétaire américain à la santé, le docteur Louis Sullivan, a annoncé, jeudi 26 octobre, que les enfants de moins de treize ans atteints du sida pourront désormais être soignés gratuitement à l'AZT. D'autre part, mais cette fois-ci en France, les responsables de l'essai thérapeutique Concorde, destiné à juger de l'efficacité de l'AZT chez les séropositifs asymptomatiques, ont décidé de poursuivre leur expérimentation. A Marnes-la-Coquette (Hauts-de-Seine), où se tient actuellement le traditionnel colloque des « cent gardes », les spécialistes du sida ont, pour la première fois, laissé entendre qu'un vaccin anti sida serait mis au point.

Quelque chose est en train de changer dans le petit monde des chercheurs spécialisés dans le sida. Quelque chose d'indéfinissable, comme un léger vent d'optimisme. Réunis pour trois jours à Marnes-la-Coquette, du 26 au 28 octobre, à

l'occasion du quatrième colloque des « cent gardes », organisé par la Fondation Marcel-Mérieux et Pasteur Vaccins, autour du thème des « Rétrovirus du sida et des maladies animales apparentées », les meilleurs spécialistes mondiaux de la maladie ont, pour la première fois, laissé clairement entendre que la mise au point d'un vaccin et d'un traitement ne relevait plus de la simple utopie.

Relatant les progrès accomplis dans le domaine de l'expérimentation des vaccins anti-sida sur des singes, le professeur Marc Giarin, directeur scientifique de Pasteur Vaccins, est même allé jusqu'à déclarer : « Nous ne sommes pas loin de réussir, si nous n'avons pas déjà réussi. » Revenant sur ses déclarations antérieures, empreintes de pessimisme, le professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur) a déclaré, lui aussi, partager l'optimisme de ses collègues.

« La mise au point d'un vaccin fait partie, désormais, du domaine des possibilités », a-t-il estimé ajoutant que, « grâce à une meilleure connaissance de la pathogénie du sida, de nouveaux progrès d'ordre thérapeutique allaient pouvoir également être obtenus ». A ce

sujet, le professeur Montagnier a indiqué qu'il faudrait effectuer de nouveaux essais thérapeutiques « avec le concours des séropositifs ». « Cela, dit-il, va nous conduire à modifier notre approche de santé publique en matière de prise en charge des séropositifs. Les nouveaux traitements devraient en effet empêcher les séropositifs de tomber malades, mais ne devraient pas, tout au moins dans un premier temps, supprimer leur contagiosité. De nouveaux médicaments anti-viraux, parmi lesquels le DDI et le DDC, devraient bientôt être disponibles en France, mais avant qu'ils soient largement distribués, des études — en particulier de toxicité — devront être conduites.

Moins optimiste que ses collègues en ce qui concerne la mise au point prochaine d'un vaccin, le professeur Robert Gallo (National Institute of Health) a, en revanche, estimé que les deux principaux protocoles d'immunothérapie, élaborés respectivement par les professeurs Daniel Zagury (université Pierre-et-Marie-Curie, Paris) et Jonas Salk (le Monde du 10 juin 1989), lui semblaient prometteurs. D'ailleurs, des résultats relativement encourageants d'un essai thé-

rapeutique entrepris par l'équipe du professeur Zagury à l'hôpital Saint-Antoine (Paris) ont été présentés au cours du colloque, confirmant l'innocuité et l'efficacité du point de vue clinique de tels protocoles.

Le problème est qu'il ne s'agit en aucune manière de thérapies curatives. On restaure le système immunitaire d'un malade, on bloque la capacité de reproduction du virus HIV, mais on ne sait pas guérir le sida, au sens où les antibiotiques guérissent les infections bactériennes. C'est là sans doute le sens du véritable appel à l'audace et à l'imagination lancé par le professeur David Baltimore (Whitehead Institute), prix Nobel de médecine, à l'adresse des chercheurs. La lutte contre le sida, dit-il, ne doit pas supporter d'exclusivité. Toutes les méthodes thérapeutiques ou préventives doivent être explorées.

En attendant, comme l'a rappelé le professeur Jean-Paul Lévy, qui dirige l'Agence nationale de recherches contre le sida, la seule arme contre la maladie reste la prévention. Et cela, semble-t-il, pour encore de nombreuses années.

FRANCK NOUCHI

Dans un rapport au premier ministre

## La mission de lutte contre la toxicomanie met l'accent sur la prévention

La mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie, présidée par M<sup>me</sup> Catherine Trautmann, devrait remettre au premier ministre M. Michel Rocard, vendredi 27 octobre, un rapport qui dresse le bilan de dix ans de lutte contre la toxicomanie. Les propositions d'action qui donnent la priorité à la prévention n'envisagent pas de modification du dispositif législatif.

Créée en 1982, la MILT n'a pas toujours eu les moyens de sa mission d'animation et d'orientation de la stratégie française de lutte contre la toxicomanie. Dotée jusqu'en 1987 de crédits dérisoires, ballotée entre les ministères des affaires sociales, de la justice et de la santé, avant d'être replacée en 1988 sous l'autorité du premier ministre, elle a vu, en six ans, sept présidents se succéder à sa tête.

Le rapport que remet aujourd'hui M<sup>me</sup> Catherine Trautmann qui, depuis 1988, cumule les fonctions de présidente de la MILT et de maire de Strasbourg, ne contient aucun bouleversement spectaculaire. Il dresse cependant un tableau précis des actions parfois contradictoires menées depuis dix ans dans le domaine de la toxicomanie et pourrait ainsi favoriser une utilisation plus rationnelle des 250 millions de francs annuels accordés depuis 1987 à la MILT.

Ces dix dernières années, l'extension mondiale du trafic et de la consommation de drogues et l'apparition de l'épidémie de sida qui, dans la population toxicomane, prend des allures d'hécatombe, ont profondément modifié le paysage de la toxicomanie. Les ramifications du trafic n'en finissent pas de gangrener l'économie internationale et, malgré le sursaut désespéré de la Colombie, de corrompre les gouvernements des pays producteurs. Comme le trafic, la consommation s'est mondialisée et frappe désormais les pays producteurs comme les pays occidentaux développés.

Favorisé par l'échange des seringue, la prostitution des toxicomanes, et la promiscuité sexuelle, le sida est, à l'évidence, la plus redoutable des menaces qui pèsent sur les toxicomanes, dont beaucoup agonisent aujourd'hui dans des conditions sanitaires misérables. Enfin, l'apparition de toxicomanies nouvelles à base de produits licites tels que les psychotropes ou les solvants plus ou moins mélangés à l'alcool fait éclater la distinction classique entre le trafic illicite de stupéfiants et la vente autorisée de ces produits.

Libérer les initiatives

Face à cette complexité, la MILT ne propose pas de remèdes miracles, ni même un renouvellement drastique de ses options actuelles. « Nous en sommes venus à chercher un point d'équilibre

entre le respect des libertés individuelles, la préoccupation de la santé publique et le nécessaire maintien de l'ordre public », explique, en préambule, M<sup>me</sup> Trautmann. Ainsi, ceux qui attendaient de ce rapport un véritable débat autour de la légalisation des drogues ou de la dépénalisation de leur usage resteront sur leur faim. La MILT ne propose en effet aucune modification de la loi du 31 décembre 1970, qui définit le cadre de la lutte anti-drogue.

En rappelant les limites de la répression du trafic et de l'usage, la MILT entend donner la priorité à la prévention. Libérer les initiatives, affirmer le rôle des acteurs familiaux et créer une mission d'étude de la prévention des toxicomanies à l'éducation nationale, tels sont les principes essentiels définis dans le rapport qui souhaite également encourager les politiques locales et la formation de spécialistes « toxicomanes » en matière de prise en charge et de réinsertion des toxicomanes.

L'accent est mis sur les législations régionales et l'insuffisance de dispositifs d'urgence. Le développement du sida, constate la MILT, augmente à la fois la durée de la prise en charge et la complexité de l'hébergement. Il amène à reconsidérer le problème de la méthadone, ce substitut de l'héroïne, administrable par voie orale. Prophylaxie du sida ou remède accordé à des malades incurables, la méthadone, estime le rapport, n'est pas un traitement de la toxicomanie et accen-

tue une vision fataliste du phénomène.

Concrètement, la MILT propose de créer des unités d'accueil d'urgence dans les grandes villes et des appartements thérapeutiques et de faciliter une meilleure utilisation des droits sociaux des toxicomanes atteints du sida.

La rapport se présente donc comme un satisfecit accordé au modèle de soins français qui « soutient largement la comparaison avec nos voisins et dont il n'y a pas à rougir ». S'il évoque effectivement une approche différenciée selon la nature des stupéfiants, ce texte reste étonnamment discret sur le grand débat qui agite actuellement l'opinion, à propos de la légalisation des drogues. D'autre part la consommation de drogues licites — alcool, tabac — qui frappe d'abandonné un nombre de discours sur les stupéfiants, est à peine évoquée et aucune action concrète n'est proposée. Ce silence déçoit.

BÉATRICE BANTMAN

Le Tempéris ne figurera pas au tableau des stupéfiants. — La commission des stupéfiants a demandé, jeudi 26 octobre, que le Tempéris, un antalgique puissant détourné de son usage par les toxicomanes, fasse l'objet d'une surveillance renforcée. Le Tempéris ne sera cependant pas inscrit au tableau B des stupéfiants. La commission des stupéfiants a demandé par ailleurs que la forme injectable du médicament soit réservée à l'usage hospitalier.

A. F.

## VENTE AUX ENCHÈRES

VENTE A FONTAINEBLEAU 77300  
DIMANCHE 29 OCTOBRE à 14 h  
TABLEAUX ANCIENS ET MODERNES,  
OBJETS D'ART  
ET DE BEL AMUBLEMENT  
Expo. : le 27/10 en soirée 21 h-23 h,  
le 28/10 de 10 h à 12 h et 14 h à  
18 h 30, le 29/10 de 10 h à 12 h.  
J.-P. OSENET commissaire-priseur  
membre du groupe Gassat,  
5, rue Royale, Tél. : 64-22-27-62.  
Fax : 64-22-38-94.

## AGENDA

## CARNET DU Monde

## Naisances

— Yvon GAUTIER et Anne-Sophie, née Masard,  
ont la joie d'annoncer la naissance de  
Pierre.  
Grenoble, le 26 octobre 1989.

## Décès

— L'Ecole française d'Extrême-Orient  
nous prie d'annoncer le décès de  
M<sup>me</sup> Marguerite E. ADICÉAM,  
ancien membre de l'Ecole,  
survenue en Inde à Pondichéry, le  
21 octobre 1989, dans sa soixante-dixième année.

— Vélizy.  
M<sup>me</sup> Liliane Aubert-Wagner,  
sa sœur,  
M<sup>me</sup> Cécile Ehrhardt,  
M. et M<sup>me</sup> Robert Deloux,  
M<sup>me</sup> Jacqueline Langlois,  
Et toute la famille,  
La direction  
Et le personnel de la  
société Aubert et Langlois,  
et de la société Apollon,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M. Roland AUBERT-WAGNER,  
survécu à son domicile à Vélizy, le  
26 octobre 1989, à l'âge de soixante ans.

Priez pour lui.  
La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Jean-Baptiste de Vélizy-Villacoublay, le mardi 31 octobre, à 11 heures. On se réunira à l'église.  
L'inhumation aura lieu au cimetière de Vélizy-Villacoublay dans le caveau de famille.  
A l'église un registre à signatures tiendra lieu de condoléances.

1, rue Rabourdin,  
78140 Vélizy,  
30, rue Cornille,  
78140 Vélizy.  
— M<sup>me</sup> Edmond Lissac,  
M<sup>me</sup> Pierre Fève,  
M<sup>me</sup> Guy Dolé,  
M. et M<sup>me</sup> Gérard Féron,  
M<sup>me</sup> Jacques Bostmavron,  
ses enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Meunillon,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Guy Lissac  
et leurs enfants,  
M. Edie Féron,  
M<sup>me</sup> Claudine Godet,  
Les familles Malterre, Lecigne,  
Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M. Jean BAROU,  
chevalier de l'Ordre national du Mérite,  
médaille d'or  
de la Jeunesse et des Sports,  
et titulaire de nombreuses distinctions  
civiles et sportives,  
ancien directeur des relations publiques  
de la Ville de Neuilly-sur-Seine,  
secrétaire général national  
de l'Association nationale  
des membres du Mérite sportif  
et des médaillés  
de la Jeunesse et des Sports,  
et président de la section départementale  
des Hauts-de-Seine,  
président, vice-président  
et secrétaire général  
de plusieurs associations sportives,  
sportives et culturelles  
de Neuilly-sur-Seine,  
leur cousin, parent et ami,  
pleinement survécu à l'hôpital d'Argenteuil, le 25 octobre 1989, dans sa soixante-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 30 octobre, à 15 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly-sur-Seine, 90, avenue Achille-Perey, sa paroisse.  
L'inhumation aura lieu au cimetière ancien de Neuilly, 3, rue Victor-Noir, dans le caveau de famille.  
M. J. Bostmavron,  
15, rue Parmentier,  
92400 Courbevoie.

— Le docteur et M<sup>me</sup> Christian Porzio di Borgo,  
M. Fernand Canu,  
M<sup>me</sup> Jacques Canu-Baegeman,  
et ses petits-enfants,  
ont la tristesse de faire part du décès, à Reims, le 21 octobre 1989, à l'âge de quatre-vingt ans, de  
M. Fernand CANU,  
officier de l'Ordre national du Mérite,  
ingénieur agronome (INA 1931).  
Les obsèques ont été célébrées le 25 octobre, en l'abbatiale de Saint-Riquier (Somme).  
19, rue Voltaire,  
51100 Reims,  
38, rue de Lorraine,  
35200 Rennes.

— Le président de l'Union centrale des arts décoratifs,  
Les membres du conseil d'administration,  
Et les conservateurs,  
ont le regret de faire part du décès de  
M. Eugène CLAUDIUS-PETIT,  
commandeur de la Légion d'honneur,  
compagnon de la Libération,  
croix de guerre 1939-1945  
(2 citations),  
membre de la Résistance,  
président de l'Union centrale des arts décoratifs de 1961 à 1975,  
et président d'honneur.  
107, rue de Rivoli,  
75001 Paris.  
(Le Monde du jeudi 26 octobre.)

— Raul et Thérèse, Michelle, Jacqueline, Marie, Elisabeth Colonna de Lega,  
Madeline de la Fouchardière, Geneviève et Pierre Brunet,  
ses enfants,  
Et ses petits-enfants,  
Juliette Gallio,  
Roger et Elise Colonna de Lega,  
ses sœur et frère,  
Et ses neveux et nièces,  
ont la douleur de faire part du décès de  
Frédéric COLONNA de LEGA,  
survécu à Marseille, le 23 octobre 1989, dans sa quatre-vingt-douzième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 25 octobre.  
12, boulevard Michelet,  
13008 Marseille.  
— Elizabeth Coquard,  
née Privat,  
son épouse,  
Paulette Coquard,  
Solange, Isabelle et Anne Lévêque,  
ses filles,  
Et ses petits-enfants,  
ont la douleur d'annoncer la mort de  
Louis COQUARD,  
survécu le 18 octobre 1989.

— M. Dominique Dreyfus,  
M<sup>me</sup> Catherine Guérard,  
M<sup>me</sup> Bertrand Dreyfus,  
Elisabeth Dreyfus, Abelardo Zamora,  
et leur fille Sara-Mathilde,  
ont la douleur de faire part de la mort de  
M<sup>me</sup> Jacques DREYFUS,  
née Madeline Brail,  
ancienne chargée de mission  
au Musée du Louvre,  
survécue à Paris, le 25 octobre 1989,  
dans sa quatre-vingt-quatrième année.  
Les obsèques auront lieu le lundi 30 octobre, à 15 h 30, au cimetière du Montparnasse (entrée 5, rue Emile-Richard).  
3, villa Mozart,  
75016 Paris.

— M. et M<sup>me</sup> René Loubert-Sauvage,  
M. et M<sup>me</sup> Jacques Loubert  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> François-Xavier Loubert  
et leur fils,  
ses parents, frères, belles-sœurs, neveux et nièces,  
Ses oncles, tantes, cousins, cousines,  
Et tous ses amis,  
ont la tristesse de faire part du décès de  
M. Hervé LOUBERT,  
survécu le 24 octobre 1989, à l'âge de trente-huit ans.

Les obsèques ont été célébrées le 26 octobre, en l'église de Mézières-aux-Lavandières, dans la plus stricte intimité familiale.  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
Anniversaires  
— Il y a cinq ans, le 28 octobre 1984,  
Alain GUEZ,  
ingénieur physicien,  
nous quittait à l'âge de trente-trois ans.  
Que ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pour lui.  
— Le 28 octobre 1988  
Gustavo Silvio SERRANO,  
interprète de conférences,  
nous quittait.  
Que tous ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent de lui.  
Denis Kalica-Stella de Serrano.

Avis de messes  
— Une messe à la mémoire de  
Guy MADROT,  
sers célébrée le 10 novembre, à 19 heures, en l'église Notre-Dame-du-Travail, 36, rue Guilleminot, Paris-14<sup>e</sup>.

## INSTITUT

M<sup>me</sup> Jacqueline de Romilly  
reçue sous la Coupole

Deuxième femme, après Marguerite Yourcenar, élue à l'Académie française, M<sup>me</sup> Jacqueline de Romilly, helléniste, professeur au Collège de France, a été reçue, jeudi 26 octobre, sous la Coupole par M. Alain Peyrefitte.

Avant de faire l'éloge de son prédécesseur au septième fauteuil, André Roussin, qui laisse un œuvre au « charme presque impalpable » sachant traduire « en pleine fantaisie comique, une certaine vision du monde », M<sup>me</sup> de Romilly s'est livrée à un vibrant plaidoyer en faveur des mérites de la « langue grecque encore sans bavure, concrète et rigoureuse ».

M. Peyrefitte retraça le brillant itinéraire universitaire et intellectuel de la nouvelle académicienne, « deuxième » et non « seconde » femme à être reçue sous la Coupole.

Le Monde publiera les deux discours dans son prochain numéro daté dimanche 29-judis 30 octobre.

## CIRCULATION

Pour faire face à la marée automobile

## Un plan stratégique de déplacements des personnes est mis en chantier en Ile-de-France

La circulation automobile en Ile-de-France est en passe de devenir impossible. Le boulevard périphérique et la ligne A du RER sont au bord de l'apoplexie. Aussi M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, a-t-il demandé au vice-président délégué du syndicat des transports parisiens (STP) M. Jacques Roussel, de préparer un plan stratégique de déplacements des personnes en région parisienne à un horizon compris entre cinq et vingt-cinq ans.

Les causes du problème sont connues : la population et les emplois se sont densifiés dans la Grande Couronne de la capitale, les déplacements de loisir se sont multipliés, les déplacements de banlieue à banlieue (douze millions de déplacements quotidiens contre trois millions deux cent mille à l'intérieur de Paris) s'accroissent à toute vitesse.

Chacun de ces facteurs pousse le banlieusard à utiliser de plus en plus un véhicule individuel. Résul-

tat : une croissance du trafic de 6 % de 1986 à 1987 sur les voies rapides de l'Ile-de-France, des bouchons en augmentation de 34 % au cours de la même période et un recul de la part de marché des transports en commun.

M. Jacques Roussel devra prendre en compte tous les modes de transport (voitures, taxis, deux-roues, métro, RER, péages) et même les problèmes de rupture de charge et de stationnement. Il lui est demandé d'élaborer en cohérence avec le futur schéma d'urbanisme régional des propositions concrètes d'actions stratégiques, pour maîtriser le développement de la circulation automobile et de mieux partager la voirie entre les différents modes de transport.

En septembre 1990, on devrait connaître les détails de ce plan destiné à redonner à la région parisienne des transports de qualité pour affronter les échéances européennes et à changer celle-ci en vitrine de la technologie française.

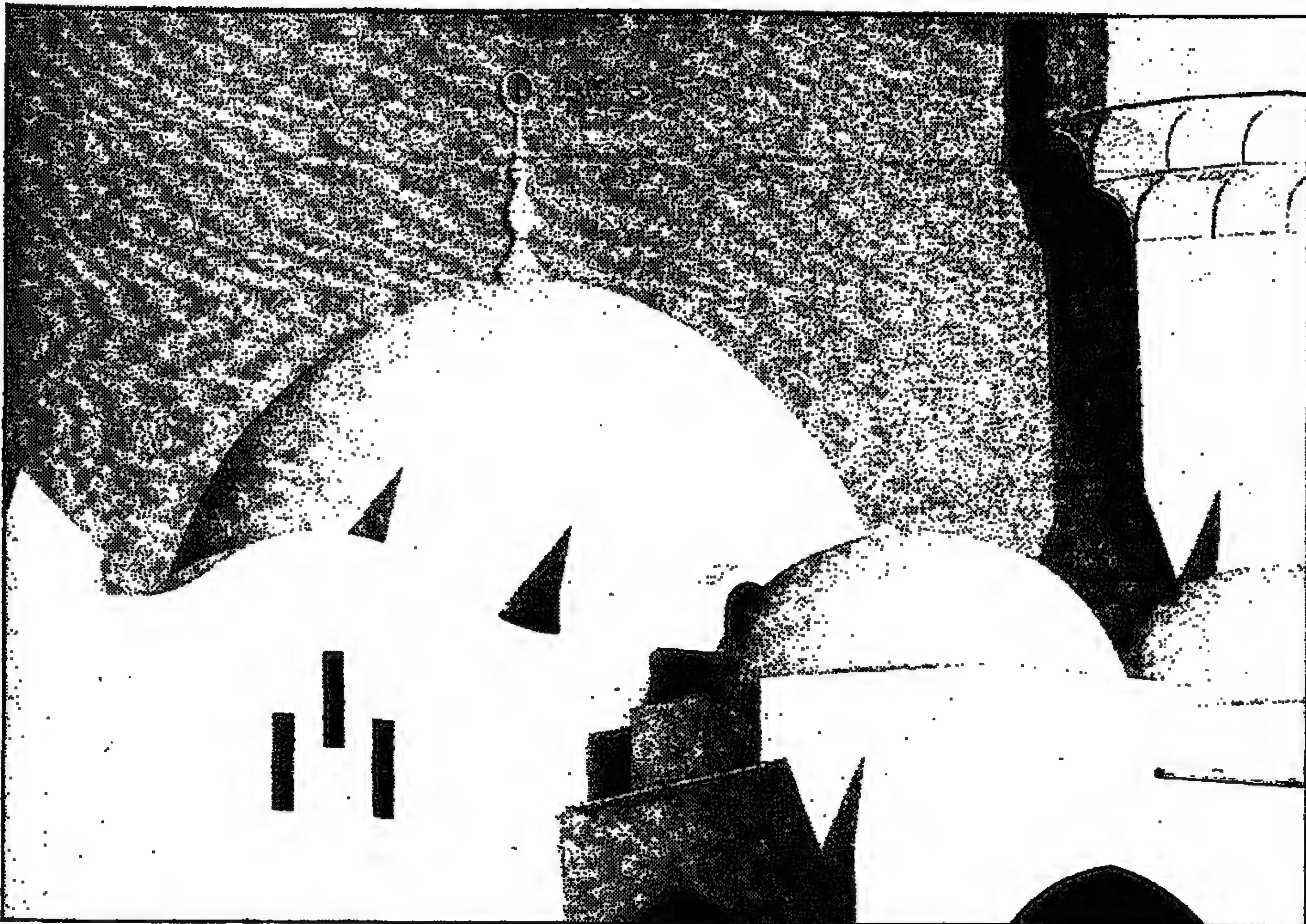
مكتبة من الكتب



## SANS VISA

# L'aga khan, providence de l'art islamique

Mosquée de la Corniche à Djeddah, Arabie saoudite (1986), due à l'architecte égyptien Abdelwahed El Ouski et primée par la fondation de l'Aga Khan pour l'architecture.



La remise, au Caire, des prestigieux prix d'architecture, attribués tous les trois ans, par le chef des chiites ismaéliens, ne peut faire oublier le délabrement de la métropole arabe.

**P**OUR loger au Caire ses centaines d'invités du monde entier, à l'occasion de la remise du quatrième Prix d'architecture qu'il a créé en 1980 et qui porte son nom, Karim Aga Khan ne pouvait mieux choisir que l'Hôtel Marriott. Et peut-être, d'ailleurs, l'a-t-il, pour de bon, fait à dessin...

Des tours de vingt étages de cet établissement, le cataclysme architectural caennais, cela même contre quoi entend lutter le mécène aga-khanien, vous saute au visage dans toute sa splendeur : autoroutes suspendues propices, et encore pas à toutes heures, aux conducteurs, mais empoisonnant à jamais la vie des riverains, sans parler des perspectives brisées, des monuments défigurés (l'anguste mosquée-cathédrale d'El Azhar, Vatican de l'islam sunnite, fut elle-même un temps surplombée par une voie rapide, démolie ensuite grâce à la stupefaction mondiale).

Il n'y aurait, par contre, aucun inconvénient esthétique, au contraire, à escamoter la nouvelle cathédrale anglicane de Tous-les-Saints (et de toutes les horreurs), récemment élevée dans le dos du Marriott, en plein cœur de l'île de Zamalek, afin de remplacer l'église anglaise, encore plus laide il faut reconnaître, détruite sur la rive est du Nil pour cause d'échangeurs et autres grattes-ciels. Le nouveau temple, sorti de l'accouplement monstrueux entre le monument soviétique à la gloire du haut barrage d'Assouan et la cathédrale du Sacré-Cœur à Alger, se veut « une fleur de pierre et d'espérance » [sic], mais parvient à peine à simuler une centrale nucléaire d'opérette.

Le belvédère du Marriott montre, encore et surtout, l'effrayant couloir de grattes-ciels, indestructible celui-là tant il mettrait d'intérêts en jeu, qu'on achève de bétonner avec soin des deux côtés du Nil, et également sur l'île de Zamalek, où le Marriott a planté, lui, ses deux tours rouges Marrakech, couleur étrange au gris-jaune de l'informelle « métropole du monde arabe ».

Ce « mur du Caire », on aurait pu l'imaginer comme une couronne de hauts immeubles lie-

rant la cité, là-bas dans le désert, la dominant assez courtoisement ainsi que le fleuve-dieu. Quelques urbanistes locaux y avaient pensé. Mais, non, les promoteurs ont voulu avoir « les pieds dans le Nil », privant, avec leurs paravents de béton, toute une ville, 12 millions d'habitants, d'échappées sur le fleuve, et plus encore, crime impardonnable, de l'air frais qui, l'été, chaque soir, s'élève de la masse aquatique, venant balayer, comme une récompense après l'effort, la tante chaleur du jour.

L'Hôtel Marriott lui-même est doublement péché, car, outre ses tours à l'ocre déplacée, il gâche pour longtemps un site historique et architectural unique : le palais, achevé en 1869, à l'initiative de l'impératrice des Français, Eugénie, venue inaugurer le canal taillé par son cousin Lesseps entre Port-Saïd et Suez.

### Le beffroi de Louis-Philippe

Le khédive Ismail n'avait pas le même goût que Louis-Philippe, face au levant et au Nil, un « palais oriental moderne » de trois étages, où un Allemand plaça à merveille aux formes arabes l'architecture métallique des Halles parisiennes. Les arcades, quoique peinturlurées en doré caca, sont toujours là, ainsi que le palais, qui sert de réception, de bar et de salon à l'hôtel, avec ses portraits des Napoléons et ses scènes maritimes - ombrelles et chéchias - de l'ouverture du canal, mais le tout est entrecoupé, étouffé par les deux inoubliables tours « marakchies », édifiées qui plus est au détriment des jardins.

S'il existait un tribunal international jugeant les crimes contre l'urbanisme et l'architecture, le cas Marriott du Caire serait certainement bien placé. Avec, au premier rang des accusés, un rais mort, Anouar El Sadate, car c'est lui qui, après sa réconciliation avec les Américains, dans les années 70, fit attribuer la concession au groupe Marriott, alors bien vu à la cour du président Nixon.

Autre site exemplaire élu au Caire par l'aga khan pour que Suzanne Mubarak, épouse « vertueuse » - c'est sa tula-

ture officielle qui l'indique - du chef de l'Etat égyptien, puisse y remettre les onze prix de cette session (lire page 21) : la citadelle médiévale du sultan Saladin. Augmentée il y a cent cinquante ans, sous Méhemet Ali, d'une part d'une mosquée d'albâtre, condensée du plus grandiose ottomanisme architectural, d'autre part d'un plus modeste beffroi, quoique fort apprécié en son temps, expédié par Louis-Philippe en échange de l'obélisque de la Concorde, la forteresse saladine reste aussi le point de vue idéal pour jurer Le Caire islamique, celui des califes et des mamelouks.

Quartiers habités, surpeuplés, plutôt, et en même temps plus vaste musée d'art musulman à ciel ouvert du monde, ce Caire-là vit très dangereusement. Des balcons de la citadelle, surtout au crépuscule, cette partie de la capitale a encore belle figure avec « ces minarets groupés qui sont notre bouquet de fleurs ». C'est Hassan Fathy qui parle, le plus grand et donc le plus malmené des architectes arabes du siècle, « l'apôtre de la construction vernaculaire », ainsi que disent les livres.

Mais Hassan-Bey, comme l'appellent ceux qui le respectent, ne se laisse pas, quoique bien noté, nommer, obscurcir le jugement par son « bouquet » : de sa vieille et simple maison à moucharabieh située à l'ombre même des remparts saladins, il dénonce inlassablement « les sous-villages américains » que deviennent les cités arabes, Le Caire en tête. Il fulmine contre les constructeurs de ces bâtiments aussi offensants pour

Une place au centre du Caire.

la vue « que l'est pour l'oreille une symphonie sur disque rayé ». L'auteur de *Construire avec le peuple* (éd. Sindbad), reconnu en Occident bien avant de l'être chez lui, destinataire d'un prix spécial Aga-Khan en 1980, bête noire des Bouygues arabes, éprouve quand même la satisfaction, sur ses vieux jours, d'être enfin écouté - ou pillé : « Mais, si c'est intelligemment fait, c'est pareil ! »

Parmi les lauréats 1989, le jeune égyptien Abdelwahed El Ouski, auteur de la mosquée de la Corniche à Djeddah, en Arabie saoudite, bâtit une humaine, douce, crémeuse même, cousine de la mosquée dessinée il y a un demi-siècle par Hassan Fathy à l'intention de Gourna-la-Neuve, en Haute-Egypte, et qui fit alors sourire pour son allure « rustaude ». Aujourd'hui, elle donnerait plutôt envie de passer à l'islam, quand on a en tête la cathédrale de Toutes-les-Abominations-Architecturales...

### Régner en tchador

Cependant, ce dont le Vieux Caire islamique a besoin, aujourd'hui, ce n'est évidemment pas de sanctuaires neufs, mais que l'on restaure, que l'on sauve les centaines de palais, hôtels, medersas, minarets, fontaines, tombeaux qui s'effritent fatalement sous la pression humaine et automobile, la remouée des égouts, l'indécorable cupidité des promoteurs associée à la mièvrerie des fonctionnaires.

A quelques centaines de mètres des terrasses de la cita-

delle où Karim-Khan déroulait son palmarès puis traitait en musique de harem ses invités, tombe en ruine, dans le plus total oubli, le tombeau de la sultane Chagarett Eddor, « l'Arbre aux perles ». Premier souverain mamelouk et seul chef d'Etat féminin des mille quatre cents ans d'Egypte musulmane, gélire de Saint Louis, Chagarett gouvernait derrière un rideau. Entre un ordre de guerre contre les croisés et un rapport sur la crue du Nil, elle manda qu'on lui édifie une simple coupole funè-

bre avec frise, où, redevenue femme, et donc humble, elle n'apparaît que sous le nom d'Oum Khalil, « la mère de Charles », son fils mort à la naissance.

On ne sait même pas si la malheureuse, qui périt assassinée vers 1260 par la jalousie d'une femme et le machisme du calife de Bagdad, reposa jamais sous sa coupole. C'est, en tout cas, une bénédiction, pour les historiens et architectes, que l'édifice soit debout. Mais pour combien de temps encore ? Passons sur le tapis d'ordures qui l'entoure ou la rambarde disparaît, mais comment admettre la porte de fortune à demi défoncée, les pierres arrachées à la façade, l'absence d'écriteau ? Il est facile d'incriminer les paysans déracinés peuplant ce quartier pestiféré, mais pourquoi respecteraient-ils cet édifice abandonné dont ils ignorent tout ?

Et que dire des édifices fatimides plus anciens encore, puisque se situant autour de l'an mil et qui, notamment dans le secteur de la rue Mouazzedine-Aïah, tombent parfois littéralement en poudre quand ils n'ont pas, comme la mosquée du calife Hakim, été concédés par le gouvernement égyptien (sous quelle forme, Dieu seul le sait) à une riche secte musulmane indienne, qui, en toute bonne conscience, a rebâti un autre sanctuaire... Comme si on cédait la Sainte-Chapelle à des adventistes américains !

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

Lire la suite page 21

## A bord d'Avianca destination soleil

Vous êtes au-dessus de la Sierra Nevada de Santa Marta, vous pouvez apercevoir la mer des Caraïbes et droit devant au-delà des trois Cordillères la plus grande réserve d'oxygène au monde : l'Amazonie. Vous êtes déjà en Colombie. AVIANCA vous souhaite un agréable séjour et espère vous retrouver très prochainement sur ses lignes.

Soleil des Caraïbes, soleil des Andes, soleil d'Amazonie, ils illuminent la Colombie et toute l'Amérique Andine. Soleil d'un univers paradisiaque avec les plages de sable doré, abritées de cocotiers, les eaux bleues et transparentes, les îles dressées sur leur socle de corail et des milliers de poissons multicolores.



AVIANCA  
9, bd de la Madeleine  
75001 PARIS  
Tél. : 42 60 35 22





## SANS VISA

## LA TABLE

## ENSEIGNE

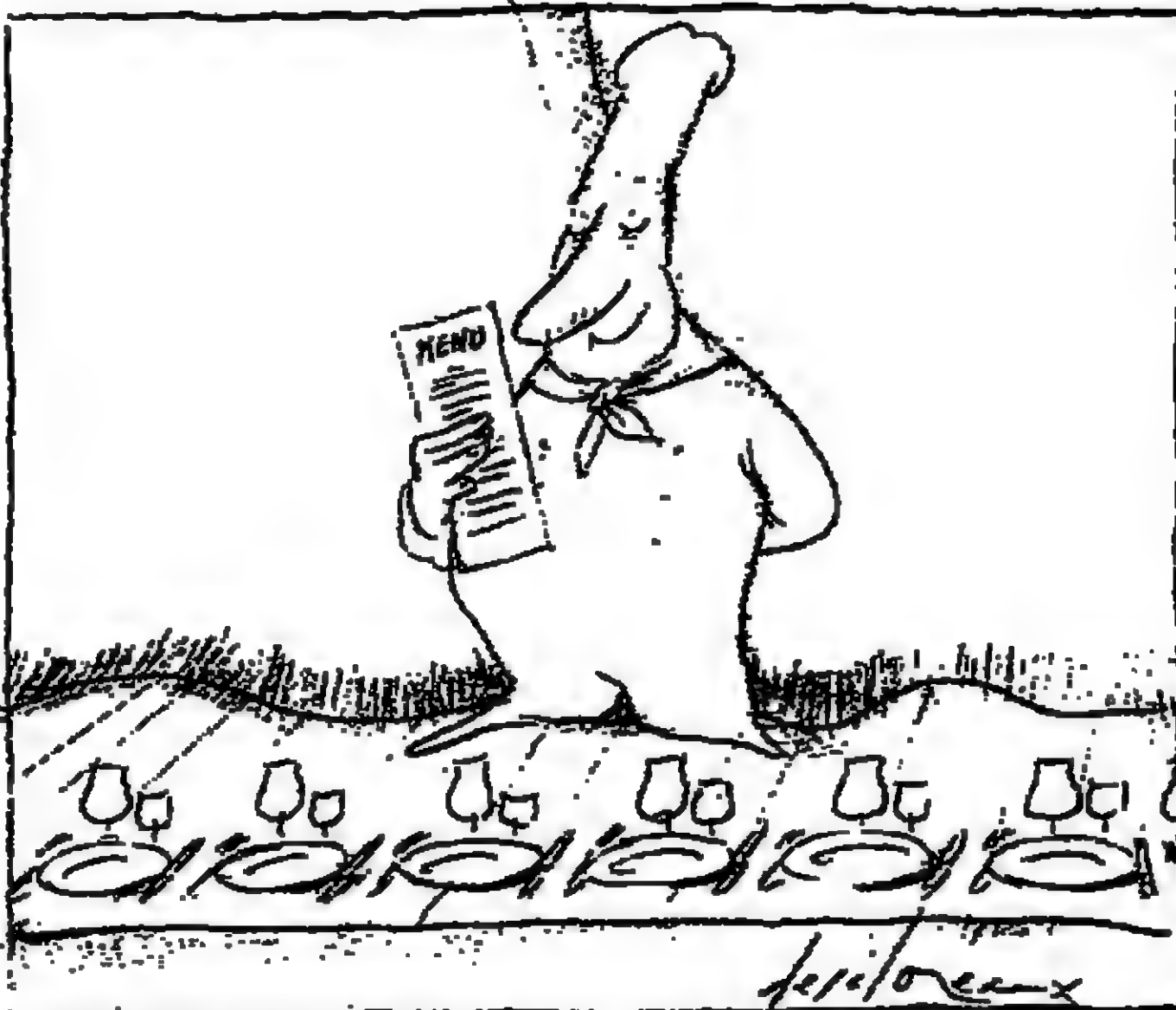
## Le théâtre de Maximin

Le chef d'un restaurant de Nice met ses plats en scène

J'ai connu Jacques Maximin alors qu'il débutait au Négresco de Nice, dont il allait vite devenir le grand patron des cuisines. Déjà Napoléon perçait sous Bonaparte ! Je veux dire qu'on devait facilement, dans ses plats classiques de la carte, ce quelque chose de plus qui indique le vrai cuisinier, ce détail à beaucoup imperceptible mais qui « signe » un plat. Ici, ce n'était pas la maîtrise dans l'application du savoir, mais l'interprétation, par un fou de perfection et un amoureux du vrai, du régionalisme gourmand. Et puis Maximin est devenu le grand Maximin, encensé des médias : ce n'était plus Arcole, mais Austerlitz.

Le rêve de tout bon chef n'est-il pas de devenir à son tour patron ? On en parlait depuis longtemps. C'est fou ce qu'il se trouve de bons amis, de bonnes âmes pour l'encourager. Alors, lorsqu'il découvrit, dans une petite rue (centrale mais peu touristique) de Nice un ancien théâtre, il n'hésita point.

Moi aussi, le restaurant est mon théâtre. Mon fauteuil ou ma chaise sont sur la scène même, comme ceux des nobles chez Molière. Les acteurs me donnent la plus belle, la plus riche, la plus renouvelée des comédies du monde : ils entrent côté jardin, et ce sont les clients ; ils entrent



côté cour, et ce sont les chefs, les patrons, les maîtres d'hôtel, les serveuses, etc... les plats (en définitive, ce sont eux les vraies vedettes !). Ils jouent pour moi.

Maximin, lui, voulait changer tout cela : son théâtre, c'est évidemment la salle, et les clients sont spectateurs ; la scène, c'est sa cuisine. Les comédiens sont ses cuisiniers, mais, en bon metteur en scène et pour mieux les surveiller, il s'est donné un rôle. Confondu avec celui d'auteur

dont les plats sont les répliques, les tirades éloquentes, les mots d'auteur. Et, lorsque le rideau se lève sur l'appétit comblé, les spectateurs — pardon, les clients dégustateurs — peuvent applaudir. Ou siffler !

Seulement voilà : pour transformer la vieille salle en haut lieu du spectacle, pour agencer tout le mécanisme des cuisines, pour faire de son restaurant une grande maison, cela coûta cher : quelque 2 millions de centimes, m'a confié Jacques. Et tout étonné de s'apercevoir que certains qui l'encourageaient, avant, sont les premiers à sursauter qu'il a grosse tête sous grande toque ; tout étonné de découvrir que bien de ses « amis » cuisiniers semblent attendre avec impatience un fiasco possible !

Il ne faudrait point. Certes, pour consolider l'affaire, il a installé, voisine, une boutique de traiteur et un bistrot : Le Bistrot de Nice. Petite salle de quarante couverts faisant son plein midi et soir. Carte courte de cuisine régionale qui, accompagnée d'une belle sélection de vins régionaux, conduit à des additions de 200 F, ce qui affole un peu les antichambres ; mais les touristes découvriront ici les farces nigos, un cuissoneau de cochon de lait aux lentilles, le gratin de sardines fraîches au riz, sauce parmesan, les raviolis à la ricotta arrosés, par exemple, d'un bœuf rouge amusant.

Mais venons-en au restaurant dont les prix, eux, font jaser. Comme si tant d'autres restaurants chics, de Paris ou de province, n'étaient point plus coûteux encore, proposant une cuisine banale autant qu'à la mode ! Aux dîners, un menu « affaires... de la table », proposant un grand choix d'entrées, plats, desserts et un demi-bouteille de vin, est à 280 F. C'est bien. Le seul tort de Jac-

ques est d'avoir instauré ce repas, qui est vraiment une affaire, après son ouverture, ce qui a autorisé les petits camarades à ricaner : « Voyez, ça ne marche pas, il brade ! »

Le soir (car c'est le soir que l'on va au théâtre et que c'est la fête, n'est-ce pas ?), vous aurez la carte avec aussi des menus (de 400 à 650 F). Et, surtout, des plats éblouissants. Je n'en citerai qu'un : la salade de filets de rouget et sa terrine d'ail doux. Rien que cette terrine ferait un plat régalaire, hautement provincial mais délicatement « stabilisé ».

Le pari de Jacques Maximin n'est certes pas gagné. Mais il serait dommage qu'il ne le fût point à brève échéance. Qu'on se le dise ! C'est bientôt, à Nice, la saison du carnaval. Que la fête commence par cette soirée au théâtre d'Epicure qu'est le restaurant de Maximin : 2 et 4, rue Sacha-Guitry, à Nice (tél. : 93-80-70-10, fermé lundi et mardi midi). Le Bistrot de Nice, lui, est ouvert tous les jours (tél. : 93-80-68-00).

LA REYNIERE



BOUCHARD PÈRE &amp; FILS

BEAUNE DU CHATEAU

projeté  
exclusivement  
des climats  
uniques  
des DOMAINES  
DU CHATEAU  
DE BEAUNE

Beaux Premiers Crus :  
Les Aigles  
Les Sires  
Les Perseus  
Les Anzures  
Les Trévillins  
Les Bâillards  
Les Sceaux  
Les Repères  
Chas de Roi  
Les Cuvées  
En Grand  
Les Bressandes  
Les Tournants  
Les Grèves  
Les Tournants  
Les Tournants  
A l'Écu



« A consommer avec modération »

## RESIDENCES CAMPAGNE MER MONTAGNE

VENISE A LOUER

Appartements luxueusement aménagés.

SAN MARCO

SÉJOUR MINIMUM : UNE SEMAINE.

Tél. : 193841/522833

Téléfax : 193841/528372.

BOURGOIN-JALLIEU

2<sup>e</sup> de LYON

VILLA T5 jumelée.

Dans lotissement « VERT VILLAGE ».  
3 ch., salon, séjour, s. de bain, 2 w.-c.,  
garage. 89 m<sup>2</sup> habitables sur 480 m<sup>2</sup> de  
terrain. A 5<sup>e</sup> commerces, école et bus.

420000 F

Tél. (16) 74-93-68-13.

## L'année vouvray

Plus encore que les rouges, dont la vinification et l'élevage sont souvent plus délicats, ce sont les vins blancs qui, dès aujourd'hui, permettent d'affirmer, avec une certitude absolue, que le millésime 1989 constituera une étape essentielle dans l'histoire moderne de la viticulture française. Et s'il est encore trop tôt pour évoquer ici les liqueurs à venir du Sauternes ou les futures vendanges tardives de l'Alsace, rien n'interdit plus de parler des formidables perspectives que laissent entrevoir les derniers nés des bords de Loire et, en particulier de cette appellation de grand vin blanc qu'est vouvray.

Jamais, de mémoire d'homme, on n'était ici arrivé à un tel degré potentiel d'équilibre et de perfection dans l'expression des cépages chenin ou pinot blanc de la Loire. Mais jamais non plus les raisins, malheureusement bien essouffés, des faibles rendements et des vendanges tardives, n'avaient, comme avec le millésime 1989, pu démontrer avec un tel brio le bien-fondé de leur pari sur les possibilités de la vigne et sur la culture des consommateurs.

Quelques chiffres suffisent à Vouvray pour résumer le miracle d'un millésime qui, plus que les tristes années coarctées de cette année, sera, pour le siècle à venir, celui du Bicentenaire. Les tablettes officielles prévoient que, sur les 1 800 hectares de ce vignoble tourangeau, l'appellation ne peut être accordée qu'aux vins titrant de manière naturelle 10°S d'alcool au minimum. Et la vérité impose de dire que, certaines années, lorsque les raisins ne prennent pas assez de soleil, une telle barre n'est pas toujours franchie.

Il faut, pour comprendre l'importance accordée au titre en alcool, savoir que celui-ci n'est, du moins pour les vins d'appellation d'origine contrôlée, que le reflet de la concentration des multiples substances qui font la richesse des vins, c'est-à-dire de leur expression olfactive et gustative.

A Vouvray, les conditions météorologiques plus que parfaites font, aujourd'hui, qu'en

dépit de rendements élevés (atteignant parfois le pathologique lorsqu'on dépasse les 100 hectolitres à l'hectare...), les degrés moyens sont nettement plus élevés qu'à l'ordinaire, se situant en moyenne entre 12 et 14. Il n'y aurait rien là qu'une simple bonne année si certains perfectionnistes (une dizaine tout au plus) ne parvenaient, dans le même temps, à atteindre des sommets autrement plus intéressants et, pour tout dire, historiques, au-delà de 20°.

Il faut avoir, chez François Pinon (Vernou-sur-Brenne), Lionel Gauthier (Rauzy), Philippe Foras ou Noël Pinget (Vouvray), goûté les jus de raisin, véritables sirops gorgés de sucre (près de 500 grammes par litre !), empreints, jusqu'à l'émiettement, d'arômes de foin séché et de tilleul, pour bien mesurer l'ampleur de l'événement 1989. Le record vouvrayen absolu est, semble-t-il, aujourd'hui détenu par Noël Pinget (Maison Huet), qui, à partir de rendements incroyablement bas et après un long pressurage pneumatique, détient aujourd'hui quatre barriques d'un jus à couper le souffle, proche des 30° : un chiffre sans précédent dans les mémoires du terroir.

Tout cela permettra à Vouvray, comme à tous les châteaux moelleux des bords de Loire (montlouis, coteaux-du-layon, bonnezeaux, chame, etc., cette année, avenir), de tutoyer, demain, les plus grands des sauternes ou des vins de glace allemands. A condition, toutefois, que ceux qui aident à les mettre au monde acceptent, autant que les bas rendements, de pratiquer les vendanges par trois successives.

Démonstration, s'il en était besoin, de la perversité de la machine à vendanger, cette pratique, qui augmente notablement le coût de la cueillette, est la seule permettant de ne choisir que les raisins parasités par le botrytis. C'est-à-dire de modifier l'ordre du temps et des choses, en réussissant à prolonger, avec l'aide de ce champignon microscopique, l'action du soleil jusqu'aux marches de l'hiver.

JEAN-YVES NAU

## Aux quatre coins de France

**CHAMPAGNE Dir. de ppié,**  
Sévi en foudre de chêne, amoncellement,  
pour vous. AMATEURS, profitez de nos  
cuvées spéciales : REDEMPTEUR (brut  
mill. 1983 et blanc de blanc. Tarif sur  
demande à R.M. DOBOS P. & F. (3),  
« Les Abbatés » VENTRIL,  
51200 EPERNAY. 26-55-48-37.

**LES LYCÉES VITICOLES DE FRANCE**  
se sont associés pour que vous puissiez  
constituer votre CAVI en une seule com-  
mande (Bordeaux, champagne, bourgogne,  
val-de-loire, cognac). Demandez les tarifs  
au GIE Club des Ecoles  
Lycée viticole, 71900 DAVAYE  
Tél. : 89-55-95-92.

## A CHACUN SON SOLEIL... AVEC GARBIT !

Les jours raccourcissent, le temps fait grise mine... il faut réagir... en choisissant, par exemple, d'enseigner notre cuisine avec des spécialités qui sentent bon les vacances et les pays chauds, comme le Couscous, la Paëlla ou le Tajine.

Rien de plus facile avec GARBIT, Maître incontesté en matière de plats cuisinés exotiques et leader sur ce marché. GARBIT, sachant parfaitement s'adapter à l'évolution des consommateurs, propose, aujourd'hui, une gamme aux saveurs lointaines réalisée en « plat individuel ».

Une formule qui va beaucoup plaire à tous ceux qui prennent leurs repas seuls ou, tout simplement, à ceux qui, au sein d'une famille, ont des goûts différents.

Voilà la solution pratique par excellence, ultrapraticque puisque GARBIT a spécialement conçu cette gamme pour le four à micro-ondes : en 2 minutes, c'est prêt ! (ou 10 minutes au bain-marie).

De plus, ces plats se conservent hors du réfrigérateur, ce qui permet d'avoir facilement quelques boîtes en cas d'imprévu...

Les variétés GARBIT nous proposent un délicieux Couscous au mouton et à la volaille digne des meilleures tables d'Afrique du Nord, une Paëlla à la volaille et aux fruits de mer harmonieusement mitonnée selon la tradition espagnole, et, pour les amateurs de cuisine typiquement marocaine, un Tajine succulent au mouton et aux pruneaux.

GARBIT présente ces recettes dans des barquettes de 330 grammes, soit une portion très généreuse, avec deux compartiments bien séparés qui préservent au mieux le goût de la viande et des légumes et la légèreté du riz ou de la semoule.

Une pure réussite aux arômes chantants et chaleureux, qui permet de servir à la carte, et en un tournemain, un mets appétissant et original.

GARBIT, c'est vraiment bon comme là-bas... et tellement plus vite fait !

COLETTE CHEVREUX

Les plats cuisinés GARBIT pour une personne sont en vente dans les grandes surfaces et les magasins d'alimentation au prix approximatif de 18 F l'unité.

## GASTRONOMIE

NOUS AVONS UNE PÊCHE FANTASTIQUE JUSQU'À 3<sup>h</sup> DU MATIN.

LA CHAMPAGNE

La grande brasserie  
de la rue  
Viller de la Harpe  
et de la Harpe  
10 rue, place de Cligny  
Paris 9<sup>e</sup>  
Réservation : 45.74.44.75

CHEZ HANSI

La grande brasserie  
de la rue  
Viller de la Harpe  
et de la Harpe  
10 rue, place de Cligny  
Paris 9<sup>e</sup>  
Réservation : 45.74.44.75

En l'an 2000... 1 milliard 300 millions  
de Chinois et DIEP à l'Opéra

Où le plus grand restaurant asiatique à Paris fête son premier anniversaire. 350 places, dans un décor somptueux comme à Hongkong. Au déjeuner : un « menu express », 98 et 78 F, 1 entrée, 1 plat, 1 dessert. Exemple : assortiment à la vapeur, servi sur chariot ; bouchées au porc, boulettes d'abalones aux champignons, poulet au curry. Si vous optez « chinois » : potage de fruits de mer marinés aux pâtes de soja, nems, pates de crabes farcies. Si vous choisissez « thaïlandais » : soupe aux crevettes à la citronnelle, moules sautées au basilic, sautés au safran, ravigots aux ailerons de requin. Vous préférez choisir ? Une carte vertigineuse : taro et canard en beignets, pâtes de soja croustillantes en papillote, travers de porc sautés à la façon kien do, fondue, mamita de poitrine d'agneau, canard aux champignons parfumés et pousses de bambou.

JOUEZ LES MANDARINS, SANS VOUS RUINER !  
DIEP, près des grands boulevards, près des cinémas et des théâtres. Tous les jours, jusqu'à 2 heures du matin.

28, RUE LOUIS-LE-GRAND (2<sup>e</sup>). Tél. : 47-42-31-58 et 94-47  
et aussi, doublement installé  
dans le quartier des Champs-Élysées :

DIEP, 58, rue Pierre-Charbon (8<sup>e</sup>). Tél. : 45-83-52-70.

DIEP, 22, rue de Ponthieu (8<sup>e</sup>). Tél. : 42-58-23-96.

ACCESS



## SANS VISA ESCALES



### Les harengs de Dieppe

C'est la tradition à Dieppe : quand commence la saison de pêche au hareng et à la coquille Saint-Jacques — qui ne dure que quelques semaines — le comité du Quartier du bout-du-quai organise une grande dégustation où Dieppois, touristes et marins se retrouvent pour comparer les mérites du hareng de canot, pêché près des côtes, à ceux de son cousin danois, le hareng de chabot, pêché au large. Grillée sur les états du quai Henri-IV, la brochette de hareng et de Saint-Jacques cotta, selon l'antique, de 6 à 10 F. On peut aussi la déguster arrosée de cidre fermier ou de bière locale nouveau dans les restaurants du port et emporter le soir son cageot de harengs frais (1,50 F à 2 F la pièce) ou son kilo de Saint-Jacques (40 F, 30 F si le pêche a été bon).

La foire aux harengs de Dieppe, la plus ancienne de Seine-Maritime, fête cette année vingt ans d'existence par une inauguration en fanfare le 18 novembre. Si l'on veut réserver une chambre d'hôtel pour ne pas manquer les animations, on peut s'adresser à l'office du tou-

risme de Dieppe (tél. : 35-84-11-77) ou directement aux établissements, par exemple La Présidence (35-84-31-31), le plus connu, ou l'Hôtel de l'Univers (35-84-12-65). Signalons aussi l'Auberge du Clos normand (35-82-71-01) aux alentours.

### Pierrefonds au Moyen Age

Les 28 et 29 octobre, une grande kermesse, à la fois médiévale et moderne, réveillera les vieux murs du château de Pierrefonds, dans l'Oise, au nord de Paris, construit pendant la guerre de Cent Ans et restauré par Napoléon III.

Le samedi, de 13 h 30 à 17 h 30, et le dimanche, de 9 h 30 à 17 h 30, se succéderont concerts, théâtre, littérature chevaleresque, jeux, tir à l'arc et à l'arbalète, circuit insolite, rallye-repas médiéval, etc. (Renseignements au 44-42-80-77.)

En outre, durant le week-end du 28 et 29 octobre et pendant les vacances de la Toussaint, « Un jour au Moyen Age dans la forteresse et la forêt de Pierrefonds » est proposé aux neuf-treize ans par le Calca national des monuments

historiques. (Renseignements au 69.49.00.07.)

### Trésors japonais en Belgique

Europe-Japon, un festival culturel soliste en trente-quatre expositions à travers le territoire belge, présente, jusqu'au 17 décembre, les trésors de cinquante siècles de civilisation japonaise, de la période Jomon (3000-2000 av. J.-C.) à nos jours (le Monde du 27 septembre). La plupart des objets exposés ne sont jamais sortis de l'empire.

Choix « l'Homme et son image », au Palais des beaux-arts à Bruxelles, centré sur le thème de la figure humaine, « Splendeurs du théâtre No », aux Musées royaux d'art et d'histoire, à Bruxelles également et, au Palais des beaux-arts de Charleroi, une sélection de mille estampes rarement montrées en raison de leur fragilité à la lumière. « Daymyo, seigneurs de la guerre » est au Musée de l'art wallon, à Liège. L'art contemporain est représenté au Musée d'art moderne de Bruxelles par Yamaguchi et Saito et la sculpture par quinze artistes

au parc de Middelheim, à Anvers.

Europe-Japon donne aussi à voir et à entendre : théâtre no, kabuki, bunraku, musique traditionnelle, formations orchestrales, rock. Programme complet des expositions et des concerts dans un fascicule diffusé par l'office belge de tourisme (tél. : 42-61-58-21).

Différents forfaits encadrent cette manifestation. Citons ceux de Belsud (tél. : 19-2-513-86-30), à partir de 250 F par personne (hôtel et expédition) et de 795 F (week-end avec voyage en train, hôtel et expédition), du Monde et son histoire (tél. : 46-28-26-77) les 25 et 26 novembre prochains (2 300 F par personne en pension complète, voyage en car) visite de cinq expositions et spectacles de bunraku, et de Cio (tél. : 48-42-15-15) : 1 450 F le week-end des 25-26 novembre (voyage en car, chambre et petit déjeuner, visites).

### La caravane blanche

Le Train de la neige déplace... des montagnes du 7 au 19 novembre. Les stations françaises de ski, qui ont renoncé à se rendre à la porte de Versailles où se tenait chaque année le Salon Neige et montagne, s'embarqueront à Paris pour un tour de France des principales villes pourvoyeuses de skieurs. La clientèle de province représente en effet 70 % des vacanciers de la montagne. La caravane blanche, composée de seize wagons, accueillera les représentants de quatre-vingt stations réparties par « voitures-massif » — les Alpes, le Jura, l'Auvergne, les Pyrénées et les Vosges — qui stationneront le long des quais de gare, aménagés pour l'occasion en plates de ski de fond.

L'Association des maires des stations françaises de ski, promoteur de cette opération, compte accueillir dans son espace blanc



ambulans quatre-vingt mille personnes qui pourront préparer leurs séjours en altitude et réserver à des prix promotionnels parmi tant d'autres.

Si l'expérience se révèle positive, l'année prochaine le train franchira les frontières belge, hollandaise et allemande, mais l'étroitesse des voies espagnoles ne lui permettra pas de traverser les Pyrénées.

Le Train de la neige sera les 7 et 8 novembre à Paris-gare de l'Est, le 9 à Tours, le 10 à Bordeaux, le 13 à Toulouse, le 14 à Montpellier, le 15 à Marseille, le 16 à Lyon-Perrache, le 17 à Strasbourg, le 18 à Nancy et le 19 à Lille.

### Un thé à Chelsea

Pour préparer Noël, choisir ses thés, passer une soirée à Covent Garden, voir une exposition originale :

filer à l'anglaise, gagner Londres.

Des vols quotidiens font de la capitale du Royaume-Uni une proche voisine de Paris, mais aussi de Lille et de Strasbourg. A partir du 30 octobre, Air-France reliera Lille et Strasbourg au London City Airport, situé à quinze minutes de la City : trois vols quotidiens aller-retour au départ de Lille et un vol quotidien aller-retour au départ de Strasbourg.

Autre voie d'accès, le ferry Big Ben Tours propose des week-ends à Londres (ou dans le sud de l'Angleterre) à partir de 335 F. Ce prix comprend la traversée maritime, le transport en autocar ou en train jusqu'à Londres pour ceux qui ne viennent pas en voiture, et une nuit avec petit déjeuner, anglais bien sûr, en bed and breakfast. Même forfait, à l'hôtel, à partir de 370 F.

Les voyageurs qui choisissent l'avion peuvent

séjourner au Méridien de Londres. Cet hôtel de Piccadilly, à deux pas des magasins et des théâtres, annonce la chambre simple ou double à 950 F, presque la moitié de son tarif habituel, entre le 15 décembre et le 15 janvier prochains.

Pour rallier par le fleuve le quartier des docks, à l'est de la capitale, à Chelsea Harbour, à l'ouest, la Thames Line River Bus utilise des catamarans, avec des départs toutes les quinze minutes et des arrêts aux points touristiques.

Les Anglais affectionnent les expositions qui sollicitent les sens. L'Imperial War Museum (Musée de la guerre) raconte dans l'une de ses salles l'atmosphère de Londres pendant les bombardements de 1940 : sons, odeurs, gravats, poussière font revivre le Blitz. Prochainement, une autre salle donnera l'impression de se trouver dans les tranchées, pendant la guerre de 1914.

**+ SUISSE LA BONNE ADRESSE**

**ALANUSSE** 100 lits et confort, tranquillité, etc. privilège à 200 m de la gare et du centre des affaires.

**HOTEL VICTORIA** Chambres avec radio, TV, ligne téléph. direct Service 24 h sur 24. Bar, et salles de cocktail, de 10 à 80 places. 48, rue de la Gare - Tél. 1941/21/20-67-71. Tél. 400944 Fax 1941/21/206774.

**Hôtel Richelieu** \*\*\*  
CH - 3963 Crans-sur-Sierre. Téléphone : 1941/27/41 28 06

**GRAND HOTEL** - CH - 1452 Les Rasses  
Forfait 3 jours (demi-pension), ch. double, par personne, dès 255 F.  
Tél. : 1941/24/61 19 61. Fax 1941/24/61 19 42

PARIS - NEW YORK A PARTIR DE 2395 F A R

**DES PRIX TELLEMENT DISCRETS QU'ON LES VOIT PARTOUT.**

LOS ANGELES... A/R 1895 A/R 3590	BUENOS AIRES... A/R 3595 A/R 6095
SAN FRANCISCO... A/R 1895 A/R 3590	CARACAS... A/R 2895 A/R 4595
MIAMI... A/R 1695 A/R 3190	SANTIAGO... A/R 3795 A/R 6095
MONTREAL... A/R 1000 A/R 1890	SEYCHELLES... A/R 4995
RIO DE JANEIRO... A/R 3195 A/R 4995	SYDNEY... A/R 4510 A/R 7995
MEXICO... A/R 2590 A/R 4695	ANTILLES... A/R 1490 A/R 2995

ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS. RESPONSABILITE DE VOSSEZ EN 1<sup>re</sup> CLASSE ET CLASSE AFFAIRES. PERMIS D'AVANCEMENT ET LOCATIONS DE VOITURES. CALCULS ET SECOURS A LA CARTE. POSSIBILITE DE RESERVER ET DE NOTER VOTRE VOYAGE AU 400944 AVEC VOTRE CARTE BANCAIRE.

**ACCESS**

PARIS : METRO ET RER CHATELET-LES HALLES.  
6, RUE PIERRE-LESCOT, 75008 PARIS. TEL. (0) 40 13 02 02.  
LYON : TOUR CREDIT LYONNAIS. LA PART-DIEU. TEL. 78 63 67 71

**NOMADE** AVENTURE

Doc gratuite : 50 av. des Terres 75017 Paris - 43 42 45 45

VOYAGES AVENTURES SAHARA - AFRIQUE - MEDITERRANEE

**KENYA avec Transsafari**

18 PROGRAMMES DE 9 A 16 JOURS POUR TOUS LES GOUTS ET TOUS LES BUDGETS AU KENYA ET EN TANZANIE

DE PARIS A PARIS

A PARTIR DE **7600F** JUSQU'A **23 600F**

**transsafari**

13, RUE AUBER, 75009 PARIS - TEL. : (1) 47.42.15.15

**UET**

20, BOULEVARD DE LA MAISONNETTE, 75001 PARIS. TEL. 40 60 60 60

**ALANTOURS** vous propose ses vacances au pays du Père Noël

**LAPONIE**

- Séjours à la ferme ou en hôtel
- Randonnées à ski
- Aventure en "SKIDOO" etc.

Brochure ALANTOURS chez votre agent de voyages ou ALANTOURS 5, rue Danielle Casanova 75008 Paris (0) 42 94 59 78

FINLANDE LAPONIE un pays... un peuple

**derba menzel**

Le DIERBA/MENZEL, c'est quatorze maisons djerbiennes sur un cap, ayant huit cents mètres de front de mer et une forêt de palmiers.

C'est aussi le calme, la mer, les criques, une piscine chauffée, une cuisine franco-tunisienne raffinée et un service de grande qualité.

Adresse : B.P. 63 - 4116 MIDOUN - DIERBA - TUNISIE

Téléphone : (05) 57070

Télécopie : (05) 57124



## SANS VISA

## JEUX

## échecs

N° 1356

## UNE VISION LOINTAINE

(septembre 1989)

Blancs : ASMAJPARASCHE-  
VILI (URSS)  
Noirs : SPEELMAN (Angle-  
terre)  
Partie anglaise.

1. e4 e5 2. d4 d5 3. c4 c5 4. d5 exd5 5. cxd5 6. f4 7. f5 8. f6 9. f7 10. f8 11. f9 12. f10 13. f11 14. f12 15. f13 16. f14 17. f15 18. f16 19. f17 20. f18 21. f19 22. f20 23. f21 24. f22 25. f23 26. f24 27. f25 28. f26 29. f27 30. f28 31. f29 32. f30 33. f31 34. f32 35. f33 36. f34 37. f35 38. f36 39. f37 40. f38 41. f39 42. f40 43. f41 44. f42 45. f43 46. f44 47. f45 48. f46 49. f47 50. f48 51. f49 52. f50 53. f51 54. f52 55. f53 56. f54 57. f55 58. f56 59. f57 60. f58 61. f59 62. f60 63. f61 64. f62 65. f63 66. f64 67. f65 68. f66 69. f67 70. f68 71. f69 72. f70 73. f71 74. f72 75. f73 76. f74 77. f75 78. f76 79. f77 80. f78 81. f79 82. f80 83. f81 84. f82 85. f83 86. f84 87. f85 88. f86 89. f87 90. f88 91. f89 92. f90 93. f91 94. f92 95. f93 96. f94 97. f95 98. f96 99. f97 100. f98 101. f99 102. f100 103. f101 104. f102 105. f103 106. f104 107. f105 108. f106 109. f107 110. f108 111. f109 112. f110 113. f111 114. f112 115. f113 116. f114 117. f115 118. f116 119. f117 120. f118 121. f119 122. f120 123. f121 124. f122 125. f123 126. f124 127. f125 128. f126 129. f127 130. f128 131. f129 132. f130 133. f131 134. f132 135. f133 136. f134 137. f135 138. f136 139. f137 140. f138 141. f139 142. f140 143. f141 144. f142 145. f143 146. f144 147. f145 148. f146 149. f147 150. f148 151. f149 152. f150 153. f151 154. f152 155. f153 156. f154 157. f155 158. f156 159. f157 160. f158 161. f159 162. f160 163. f161 164. f162 165. f163 166. f164 167. f165 168. f166 169. f167 170. f168 171. f169 172. f170 173. f171 174. f172 175. f173 176. f174 177. f175 178. f176 179. f177 180. f178 181. f179 182. f180 183. f181 184. f182 185. f183 186. f184 187. f185 188. f186 189. f187 190. f188 191. f189 192. f190 193. f191 194. f192 195. f193 196. f194 197. f195 198. f196 199. f197 200. f198 201. f199 202. f200 203. f201 204. f202 205. f203 206. f204 207. f205 208. f206 209. f207 210. f208 211. f209 212. f210 213. f211 214. f212 215. f213 216. f214 217. f215 218. f216 219. f217 220. f218 221. f219 222. f220 223. f221 224. f222 225. f223 226. f224 227. f225 228. f226 229. f227 230. f228 231. f229 232. f230 233. f231 234. f232 235. f233 236. f234 237. f235 238. f236 239. f237 240. f238 241. f239 242. f240 243. f241 244. f242 245. f243 246. f244 247. f245 248. f246 249. f247 250. f248 251. f249 252. f250 253. f251 254. f252 255. f253 256. f254 257. f255 258. f256 259. f257 260. f258 261. f259 262. f260 263. f261 264. f262 265. f263 266. f264 267. f265 268. f266 269. f267 270. f268 271. f269 272. f270 273. f271 274. f272 275. f273 276. f274 277. f275 278. f276 279. f277 280. f278 281. f279 282. f280 283. f281 284. f282 285. f283 286. f284 287. f285 288. f286 289. f287 290. f288 291. f289 292. f290 293. f291 294. f292 295. f293 296. f294 297. f295 298. f296 299. f297 300. f298 301. f299 302. f300 303. f301 304. f302 305. f303 306. f304 307. f305 308. f306 309. f307 310. f308 311. f309 312. f310 313. f311 314. f312 315. f313 316. f314 317. f315 318. f316 319. f317 320. f318 321. f319 322. f320 323. f321 324. f322 325. f323 326. f324 327. f325 328. f326 329. f327 330. f328 331. f329 332. f330 333. f331 334. f332 335. f333 336. f334 337. f335 338. f336 339. f337 340. f338 341. f339 342. f340 343. f341 344. f342 345. f343 346. f344 347. f345 348. f346 349. f347 350. f348 351. f349 352. f350 353. f351 354. f352 355. f353 356. f354 357. f355 358. f356 359. f357 360. f358 361. f359 362. f360 363. f361 364. f362 365. f363 366. f364 367. f365 368. f366 369. f367 370. f368 371. f369 372. f370 373. f371 374. f372 375. f373 376. f374 377. f375 378. f376 379. f377 380. f378 381. f379 382. f380 383. f381 384. f382 385. f383 386. f384 387. f385 388. f386 389. f387 390. f388 391. f389 392. f390 393. f391 394. f392 395. f393 396. f394 397. f395 398. f396 399. f397 400. f398 401. f399 402. f400 403. f401 404. f402 405. f403 406. f404 407. f405 408. f406 409. f407 410. f408 411. f409 412. f410 413. f411 414. f412 415. f413 416. f414 417. f415 418. f416 419. f417 420. f418 421. f419 422. f420 423. f421 424. f422 425. f423 426. f424 427. f425 428. f426 429. f427 430. f428 431. f429 432. f430 433. f431 434. f432 435. f433 436. f434 437. f435 438. f436 439. f437 440. f438 441. f439 442. f440 443. f441 444. f442 445. f443 446. f444 447. f445 448. f446 449. f447 450. f448 451. f449 452. f450 453. f451 454. f452 455. f453 456. f454 457. f455 458. f456 459. f457 460. f458 461. f459 462. f460 463. f461 464. f462 465. f463 466. f464 467. f465 468. f466 469. f467 470. f468 471. f469 472. f470 473. f471 474. f472 475. f473 476. f474 477. f475 478. f476 479. f477 480. f478 481. f479 482. f480 483. f481 484. f482 485. f483 486. f484 487. f485 488. f486 489. f487 490. f488 491. f489 492. f490 493. f491 494. f492 495. f493 496. f494 497. f495 498. f496 499. f497 500. f498 501. f499 502. f500 503. f501 504. f502 505. f503 506. f504 507. f505 508. f506 509. f507 510. f508 511. f509 512. f510 513. f511 514. f512 515. f513 516. f514 517. f515 518. f516 519. f517 520. f518 521. f519 522. f520 523. f521 524. f522 525. f523 526. f524 527. f525 528. f526 529. f527 530. f528 531. f529 532. f530 533. f531 534. f532 535. f533 536. f534 537. f535 538. f536 539. f537 540. f538 541. f539 542. f540 543. f541 544. f542 545. f543 546. f544 547. f545 548. f546 549. f547 550. f548 551. f549 552. f550 553. f551 554. f552 555. f553 556. f554 557. f555 558. f556 559. f557 560. f558 561. f559 562. f560 563. f561 564. f562 565. f563 566. f564 567. f565 568. f566 569. f567 570. f568 571. f569 572. f570 573. f571 574. f572 575. f573 576. f574 577. f575 578. f576 579. f577 580. f578 581. f579 582. f580 583. f581 584. f582 585. f583 586. f584 587. f585 588. f586 589. f587 590. f588 591. f589 592. f590 593. f591 594. f592 595. f593 596. f594 597. f595 598. f596 599. f597 600. f598 601. f599 602. f600 603. f601 604. f602 605. f603 606. f604 607. f605 608. f606 609. f607 610. f608 611. f609 612. f610 613. f611 614. f612 615. f613 616. f614 617. f615 618. f616 619. f617 620. f618 621. f619 622. f620 623. f621 624. f622 625. f623 626. f624 627. f625 628. f626 629. f627 630. f628 631. f629 632. f630 633. f631 634. f632 635. f633 636. f634 637. f635 638. f636 639. f637 640. f638 641. f639 642. f640 643. f641 644. f642 645. f643 646. f644 647. f645 648. f646 649. f647 650. f648 651. f649 652. f650 653. f651 654. f652 655. f653 656. f654 657. f655 658. f656 659. f657 660. f658 661. f659 662. f660 663. f661 664. f662 665. f663 666. f664 667. f665 668. f666 669. f667 670. f668 671. f669 672. f670 673. f671 674. f672 675. f673 676. f674 677. f675 678. f676 679. f677 680. f678 681. f679 682. f680 683. f681 684. f682 685. f683 686. f684 687. f685 688. f686 689. f687 690. f688 691. f689 692. f690 693. f691 694. f692 695. f693 696. f694 697. f695 698. f696 699. f697 700. f698 701. f699 702. f700 703. f701 704. f702 705. f703 706. f704 707. f705 708. f706 709. f707 710. f708 711. f709 712. f710 713. f711 714. f712 715. f713 716. f714 717. f715 718. f716 719. f717 720. f718 721. f719 722. f720 723. f721 724. f722 725. f723 726. f724 727. f725 728. f726 729. f727 730. f728 731. f729 732. f730 733. f731 734. f732 735. f733 736. f734 737. f735 738. f736 739. f737 740. f738 741. f739 742. f740 743. f741 744. f742 745. f743 746. f744 747. f745 748. f746 749. f747 750. f748 751. f749 752. f750 753. f751 754. f752 755. f753 756. f754 757. f755 758. f756 759. f757 760. f758 761. f759 762. f760 763. f761 764. f762 765. f763 766. f764 767. f765 768. f766 769. f767 770. f768 771. f769 772. f770 773. f771 774. f772 775. f773 776. f774 777. f775 778. f776 779. f777 780. f778 781. f779 782. f780 783. f781 784. f782 785. f783 786. f784 787. f785 788. f786 789. f787 790. f788 791. f789 792. f790 793. f791 794. f792 795. f793 796. f794 797. f795 798. f796 799. f797 800. f798 801. f799 802. f800 803. f801 804. f802 805. f803 806. f804 807. f805 808. f806 809. f807 810. f808 811. f809 812. f810 813. f811 814. f812 815. f813 816. f814 817. f815 818. f816 819. f817 820. f818 821. f819 822. f820 823. f821 824. f822 825. f823 826. f824 827. f825 828. f826 829. f827 830. f828 831. f829 832. f830 833. f831 834. f832 835. f833 836. f834 837. f835 838. f836 839. f837 840. f838 841. f839 842. f840 843. f841 844. f842 845. f843 846. f844 847. f845 848. f846 849. f847 850. f848 851. f849 852. f850 853. f851 854. f852 855. f853 856. f854 857. f855 858. f856 859. f857 860. f858 861. f859 862. f860 863. f861 864. f862 865. f863 866. f864 867. f865 868. f866 869. f867 870. f868 871. f869 872. f870 873. f871 874. f872 875. f873 876. f874 877. f875 878. f876 879. f877 880. f878 881. f879 882. f880 883. f881 884. f882 885. f883 886. f884 887. f885 888. f886 889. f887 890. f888 891. f889 892. f890 893. f891 894. f892 895. f893 896. f894 897. f895 898. f896 899. f897 900. f898 901. f899 902. f900 903. f901 904. f902 905. f903 906. f904 907. f905 908. f906 909. f907 910. f908 911. f909 912. f910 913. f911 914. f912 915. f913 916. f914 917. f915 918. f916 919. f917 920. f918 921. f919 922. f920 923. f921 924. f922 925. f923 926. f924 927. f925 928. f926 929. f927 930. f928 931. f929 932. f930 933. f931 934. f932 935. f933 936. f934 937. f935 938. f936 939. f937 940. f938 941. f939 942. f940 943. f941 944. f942 945. f943 946. f944 947. f945 948. f946 949. f947 950. f948 951. f949 952. f950 953. f951 954. f952 955. f953 956. f954 957. f955 958. f956 959. f957 960. f958 961. f959 962. f960 963. f961 964. f962 965. f963 966. f964 967. f965 968. f966 969. f967 970. f968 971. f969 972. f970 973. f971 974. f972 975. f973 976. f974 977. f975 978. f976 979. f977 980. f978 981. f979 982. f980 983. f981 984. f982 985. f983 986. f984 987. f985 988. f986 989. f987 990. f988 991. f989 992. f990 993. f991 994. f992 995. f993 996. f994 997. f995 998. f996 999. f997 1000. f998 1001. f999 1002. f1000 1003. f1001 1004. f1002 1005. f1003 1006. f1004 1007. f1005 1008. f1006 1009. f1007 1010. f1008 1011. f1009 1012. f1010 1013. f1011 1014. f1012 1015. f1013 1016. f1014 1017. f1015 1018. f1016 1019. f1017 1020. f1018 1021. f1019 1022. f1020 1023. f1021 1024. f1022 1025. f1023 1026. f1024 1027. f1025 1028. f1026 1029. f1027 1030. f1028 1031. f1029 1032. f1030 1033. f1031 1034. f1032 1035. f1033 1036. f1034 1037. f1035 1038. f1036 1039. f1037 1040. f1038 1041. f1039 1042. f1040 1043. f1041 1044. f1042 1045. f1043 1046. f1044 1047. f1045 1048. f1046 1049. f1047 1050. f1048 1051. f1049 1052. f1050 1053. f1051 1054. f1052 1055. f1053 1056. f1054 1057. f1055 1058. f1056 1059. f1057 1060. f1058 1061. f1059 1062. f1060 1063. f1061 1064. f1062 1065. f1063 1066. f1064 1067. f1065 1068. f1066 1069. f1067 1070. f1068 1071. f1069 1072. f1070 1073. f1071 1074. f1072 1075. f1073 1076. f1074 1077. f1075 1078. f1076 1079. f1077 1080. f1078 1081. f1079 1082. f1080 1083. f1081 1084. f1082 1085. f1083 1086. f1084 1087. f1085 1088. f1086 1089. f1087 1090. f1088 1091. f1089 1092. f1090 1093. f1091 1094. f1092 1095. f1093 1096. f1094 1097. f1095 1098. f1096 1099. f1097 1100. f1098 1101. f1099 1102. f1100 1103. f1101 1104. f1102 1105. f1103 1106. f1104 1107. f1105 1108. f1106 1109. f1107 1110. f1108 1111. f1109 1112. f1110 1113. f1111 1114. f1112 1115. f1113 1116. f1114 1117. f1115 1118. f1116 1119. f1117 1120. f1118 1121. f1119 1122. f1120 1123. f1121 1124. f1122 1125. f1123 1126. f1124 1127. f1125 1128. f1126 1129. f1127 1130. f1128 1131. f1129 1132. f1130 1133. f1131 1134. f1132 1135. f1133 1136. f1134 1137. f1135 1138. f1136 1139. f1137 1140. f1138 1141. f1139 1142. f1140 1143. f1141 1144. f1142 1145. f1143 1146. f1144 1147. f1145 1148. f1146 1149. f1147 1150. f1148 1151. f1149 1152. f1150 1153. f1151 1154. f1152 1155. f1153 1156. f1154 1157. f1155 1158. f1156 1159. f1157 1160. f1158 1161. f1159 1162. f1160 1163. f1161 1164. f1162 1165. f1163 1166. f1164 1167. f1165 1168. f1166 1169. f1167 1170. f1168 1171. f1169 1172. f1170 1173. f1171 1174. f1172 1175. f1173 1176. f1174 1177. f1175 1178. f1176 1179. f1177 1180. f1178 1181. f1179 1182. f1180 1183. f1181 1184. f1182 1185. f1183 1186. f1184 1187. f1185 1188. f1186 1189. f1187 1190. f1188 1191. f1189 1192. f1190 1193. f1191 1194. f1192 1195. f1193 1196. f1194 1197. f1195 1198. f1196 1199. f1197 1200. f1198 1201. f1199 1202. f1200 1203. f1201 1204. f1202 1205. f1203 1206. f1204 1207. f1205 1208. f1206 1209. f1207 1210. f1208 1211. f1209 1212. f1210 1213. f1211 1214. f1212 1215. f1213 1216. f1214 1217. f1215 1218. f1216 1219. f1217 1220. f1218 1221. f1219 1222. f1220 1223. f1221 1224. f1222 1225. f1223 1226. f1224 1227. f1225 1228. f1226 1229. f1227 1230. f1228 1231. f1229 1232. f1230 1233. f1231 1234. f1232 1235. f1233 1236. f1234 1237. f1235 1238. f1236 1239. f1237 1240. f1238 1241. f1239 1242. f1240 1243. f1241 1244. f1242 1245. f1243 1246. f1244 1247. f1245 1248. f1246 1249. f1247 1250. f1248 1251. f1249 1252. f1250 1253. f1251 1254. f1252 1255. f1253 1256. f1254 1257. f1255 1258. f1256 1259. f1257 1260. f1258 1261. f1259 1262. f1260 1263. f1261 1264. f1262 1265. f1263 1266. f1264 1267. f1265 1268. f1266 1269. f1267 1270. f1268 1271. f1269 1272. f1270 1273. f1271 1274. f1272 1275. f1273 1276. f1274 1277. f1275 1278. f1276 1279. f1277 1280. f1278 1281. f1279 1282. f1280 1283. f1281 1284. f1282 1285. f1283 1286. f1284 1287. f1285 1288. f1286 1289. f1287 1290. f1288 1291. f1289 1292. f1290 1293. f1291 1294. f1







## MUSIQUES

## Jean-Claude Eloy et les chemins de la liberté

Le Festival d'automne crée l'état premier d'un cycle intitulé « Libérations »

Jean-Claude Eloy poursuit sa marche solitaire, trop solitaire sans doute, dans l'univers musical d'aujourd'hui.

Va-t-il se perdre dans la forêt épaisse des traditions du monde ? On se pose la question après l'œuvre, en plûit les fragments qu'il vient de créer pour le Festival d'automne (1).

Il s'agit d'un vaste projet intitulé « Libérations », dont le premier cycle est axé sur les femmes ; et avant Thérèse d'Avila, Alexandra David-Neel, Rosa Luxembourg, Simone Weil, il nous propose une japonaise « amie de la volupté » et Sappho.

Bien sûr, la cérémonie du repartir des fantes met en scène une héroïne de Saitaku (poète du dix-

septième siècle), une vieille courtisane qui, visitant le temple des Cinq cents Bouddhas, reconnaît en chacun l'un de ses anciens amants.

## Dans le grand Tout

Le très beau texte, en langue ancienne de la région d'Osaka, est interprété comme un grand récitatif « chanté, parlé, crié », dont la facture musicale nous paraît, à nous profanes, entièrement japonaise. Quelle que soit la qualité et l'authenticité du chant de Yumi Nara, on ne voit absolument pas l'intérêt de cette « naturalisation » de Jean-Claude Eloy. Autant dans Shanti ou Gaki-no-Michi, on pouvait considérer l'apport oriental

comme un enrichissement, autant ici (et c'était déjà un peu le cas dans *André*), la personnalité du compositeur semble se dissoudre dans le grand tout oriental. Est-ce pour cela qu'on ne parvient pas à se sentir ému ?

Sappho hikiets (Sappho implorante), page plus brève sur des fragments de la poétesse, en grec moderne, nous révèle surtout un phénomène vocal : Fatima Miranda (qui accompagnait déjà de ses cris et de ses percussions la confession de la courtisane) évoque les délires de cette femme violente et passionnée, en longues courbes jaillissant de ses entrailles, avec des glissements, des trémolos, des hurlements de bête, appuyés sur un formidable arsenal technique qu'Eloy a emprunté aux pleureuses orientales et chantantes

africaines, et dont il donne le glossaire dans le programme.

Cet étonnant forcing vocal (auquel Yumi Nara se mêle par moments) est accompagné par une belle pièce électroacoustique. D'une étalle oubliée, qu'Eloy a d'abord fait entendre seule. Elle est composée sur des résonances de cloches, croit-on, en réalité de gongs et plaques métalliques, qui s'épandent lentement, se multiplient, éclatent avec parfois un caractère dramatique, puis retrouvent leur calme, tournant doucement comme un mobile de Calder au souffle de la brise.

JACQUES LONCHAMPT

(1) Dernières auditions les 27 et 28 octobre, au Conservatoire supérieur d'art dramatique (20 h 30).



## Un compositeur entre Orient et Occident

Jean-Claude Eloy habite un trentième étage à la Défense, l'entrée est encombrée de cloches et de gongs. Synthétiseur, console, télévision ultramoderne, mais il y a des partitions (ouvertes) sur le piano. Jean-Claude Eloy est un compositeur français qui, ces dernières années, a passé beaucoup de temps au Japon. Elève de Milhaud, admirateur de Messiaen, marqué un temps par Boulez. Mais l'œuvre a évolué d'elle-même, pulvérisant les « normes » de la musique moderne, cherchant un autre ordre de durées, de rapport au son, exigeant d'autres modes d'interprétation. Chemins difficiles (trop vite associés au

viell orientalisme, aux rapprochements Orient/Occident d'après 1968). Chemins d'une liberté siége orgueilleusement — utopiquement ? — entre futurisme et tradition.

Pour ce natif de Mont-Saint-Aignan (Seine-Maritime), tout a commencé presque normalement. Etudes de composition rue de Madrid chez Noël Gallon. Rebelle, bien sûr, à l'esprit maison. Mais « dans les années 50, il n'y avait vraiment que les « cons » pour croire au Conservatoire ». Prix de piano avec la Bourrée fantasque, de Chabrier ! Pourtant, « j'étais le spécialiste des grands

adagios, des choses très lentes et méditatives ; j'aimais les sons graves, beaucoup de nuances dans les attaques ; j'allais contre la nature du piano ».

Les musiciens de l'Orchestre de Paris ont-ils pensé que *Fluctuante Immuable* (1977) allait « contre la nature » d'une grande formation symphonique ? Ils ont en tout cas posé avec application leur partition à l'envers le soir de la création ; toutes les contrebaisses se sont mystérieusement renversées au même temps et l'auteur a dû se frayer de force un chemin pour venir saluer. Il s'est abstenu, depuis, de composer pour grand orchestre.

Mais il avait fait le grand bond six ans plus tôt, avec *Kamakura* pour trois ensembles d'orchestres, cinq groupes de chœurs et trois chefs : trente minutes de lente avancée dans le corps du son, avec une mise en condition comparable au début d'un raga, des termes vocales démesurées au regard de nos traditions ; beaucoup de brèves et quelques sifflets aux Semaines musicales internationales (les SMP de Maurice Fleuret) ; exécution exemplaire, si nos souvenirs sont bons.

Jean-Claude Eloy, pourtant, allait retenter la leçon de *Fluctuante Immuable* : « Nos musiques sont nées par la paresse et la mauvaise volonté des musiciens, par le manque de soin qu'ils apportent au son. Aucune résonance de l'énergie musicale. Aucun sens de la machine terrible du crescendo. La musique sérieuse a créé des réflexes uniquement axés sur la rapidité et la prolifération. Comme dit Stockhausen : « Elle papote comme une vieille femme ».

C'est que, Jean-Claude Eloy, depuis longtemps, et bien avant ses antécédents contre l'IRCAM, avait rompu en esprit avec la France et ses « incapacités officielles ». Ayant

passé — chandement — moi 68 sur le campus de Berkeley et enseigné là, sans trop y croire, la composition à des étudiants distraits, il décide qu'il veut mieux vendre des carottes » et s'en aller. Il passe par Cologne et les studios de Stockhausen, compose *Shanti*, « musique de méditation », électronique et concrète, gagne les studios de la NHK, à Tokyo et boucle les trois heures quarante de *Gaki-No-Michi*, étrangeté électronique et concrète, elle aussi. Les interprètes étant ce qu'ils sont (fiables), la machine triomphait-elle ?

## Le parti, le chanté Pantomatopée

Quand Jean-Claude Eloy raconte son « passage à l'Orient » (composition, à partir de 1983, d'œuvres destinées à des orchestres traditionnels japonais, à des moines bouddhistes, à des chanteurs solistes de shomyo, le plain-chant japonais. Passage d'ailleurs annoncé par deux cent vingt minutes de percussions (*Yo-Ing*), il ne l'explique nullement par une subite passion pour l'exotisme, ou quelque acrobacie de mysticisme.

Il parle plus simplement de Schoenberg, du cabaret chantant et du *Pierrot lunaire* : « Schoenberg avait creusé les registres de la voix situés entre le parlé et le chanté. J'ai voulu, de même, découvrir les cris, les murmures, les soupirs, les vibrations régulières, homogénéité de timbre dans chaque tessiture. Percer le secret du chant parlé, glissé, ponctué d'onomatopées. Et, plus largement, avec l'électroacoustique ou la percussion, gérer musicalement le bruit sans l'écouter, comme savent si bien le faire d'autres civilisations, en particulier celle du Japon.

L'appel à des musiciens japonais traditionnels n'est venu qu'après.

J'y ai été obligé par le refus des musiciens occidentaux de s'initier à de nouvelles techniques dans la crainte de se casser la voix. Je ne peux plus composer « normalement » pour un soprano d'opéra, c'est un fait. Je ne peux pas composer non plus selon les conventions de nos musiques « expérimentales ». Est-ce moi qui ai tort de ne pas me plier aux lois de la société, ou est-ce la société qui ne sait pas s'adapter ?

Je crois, en vérité, que notre civilisation est trop petite aujourd'hui pour des compositeurs un peu curieux, qui ne croient pas, comme le font tant de compositeurs français, que le monde a les yeux braqués sur eux. Je me considère absolument comme un compositeur français, mais je suis marginalisé pour m'être intéressé à des standards étrangers. Au Japon, ce sont les troupes de gagaku et les orchestres traditionnels qui sont marginalisés, le progrès et la modernité étant entièrement calqués sur le modèle occidental. Au fond, mon combat et leur combat sont les mêmes : quand il n'y aura là-bas que des *Ozawa* et plus un seul chanteur de *nd*, le Japon sera joué.

J'ai voulu me fixer au Japon. Les Japonais eux-mêmes m'en ont dissuadé : les crédits alloués par quelques grandes sociétés industrielles à la musique contemporaine

sont trop minces pour être partagés avec un étranger. Au Japon, d'ailleurs, j'ai passé mon temps à me battre, à expliquer que je ne m'intéressais pas qu'à Beethoven, que j'adorais le shomyo, le gagaku, que je voulais composer pour renouveler ces genres traditionnels, éviter qu'ils deviennent objets de musée, les insérer dans le grand mouvement de la création contemporaine. Les musiciens traditionnels m'ont accordé leur confiance, leur amitié, leur rigueur, leur fidélité à la parole donnée, un sens du sacrifice dans le travail qu'on ne trouve que là-bas.

Et j'ai réussi à communiquer avec eux, à obtenir d'eux ce que je voulais, par des graphiques d'espaces et de temps. Les premières répétitions d'*Anahata*, n'étaient pas parfaites, loin de là. Mais, enfin, cette musique était de moi et des moines chanteurs avaient pu l'exécuter. Après, j'ai interrogé leur maître. Mon œuvre n'était-elle qu'une bête d'étranger ? Il m'a répondu : « Votre shomyo est le shomyo contemporain. » Un compositeur ne doit-il pas avoir la liberté de façonner son œuvre avec les matériaux qu'il choisit et pas avec les matériaux que la société choisit pour lui ?

Propos recueillis par ANNE REY

SÉLECTION OFFICIELLE CANNES 89

黒い雨  
PLUIE NOIREA PARTIR DU  
MARDI  
31 OCTOBREUN FILM DE  
SHOHEI IMAMURA

FÊTONS TOUS LE SUCCÈS DE **Astérix** ET **LE COUP DU MENHIR!**

Une potion magique pour le cinéma français. Le Coup du Menhir est une réussite. **LE FIGARO**

Un dessin animé délectant, pour éviter... le coup de vieux! **PARENTS**

Humour, roserie, poésie, un travail de... Romains. **STUDIO**

Les jeunes spectateurs sont aux anges et leurs aînés ravis! **LE PARISIEN LIBÉRÉ**

Une animation d'enfer pour 80 minutes de délire. **7 A PARIS**

1 h 20 d'assurance-tourix contre la morosité. **LE JOURNAL DU DIMANCHE**

Astérix plus en forme que jamais. **VSD**

Disney prend garde! **STARFIX**

Un grand cru! **PREMIÈRE**

Il n'y a qu'ont de la chance de pouvoir s'exprimer!

la recherche d'

sanifer Jason Lege

DANS UN AN,  
IMMOBILIER  
A BOUGER.D'APRÈS  
90

هكذا في الأصل



## CULTURE

### CINÉMA

## A la recherche d'une « Sortie pour Brooklyn »

Une adaptation riche et trop propre du chef-d'œuvre poisseux d'Hubert Selby Jr.

Il n'était plus, comme il le dit, « qu'un cri à la recherche d'une bouche ». Il savait de quoi il parlait, cet homme tueur et désespéré qui publiait en 1964 son voyage au bout de la nuit. Une nuit new-yorkaise sans aurore à venir, peuplée de truands et de putains, de chômeurs et de marins. Grâce à son livre, salué comme un chef-d'œuvre implacable, Hubert Selby Jr. connaît alors un moment de gloire. Vingt-cinq ans plus tard, un film est là qui tente de traduire en images son univers et de reprendre avec lui la Dernière sortie pour Brooklyn (Last exit to Brooklyn).

Les six nouvelles qui composent le livre ont été cousues ensemble, pas maladroitement. Nous sommes en 1952, et la guerre de Corée pourrait bien. On

va regarder vivre, si on peut dire, dans ce quartier glauque comme une flaque d'eau croupie, la prostituée Tralala (Jennifer Jason Leigh), la travesti George, le défonceur et bécheuse (Alexis Arquette, le frère de Rosanna), qui finit bientôt écrasée comme un chien sous le métro aérien, les ouvriers en grève, Harry Black surtout (Stephen Lang), qui sera crucifié pour avoir voulu caresser un gamin...

### L'horreur illustrée

Des éclats d'espoir parfois, qui devraient blesser comme des éclats d'obus. Une maternité, une lettre d'amour, et, à la fin, Tralala, sortie presque fraîche d'un viol collectif. C'est tout le problème du film d'Uli Edel. L'horreur urbaine qui saute des

pages de Selby, poisseuse de dévotion et de sperme, n'est pas ressentie, ou alors pas assez. Elle est éroquée, illustrée. Proprement.

Voilà, c'est ça. Une crasse bien clean, comme vue à travers un trou de serrure désinfecté. On imagine ce que Fassbinder aurait fait avec cette affaire là. Ici, le sentiment, la compassion, la colère, en prennent un coup. On est ému par bribes, pas plus. Le plus souvent par Jennifer Jason Leigh, qui a la débécance crâne et l'innocence inoubliable.

Le film est le fruit de la passion et de la patience des producteurs et metteur en scène allemands Bernd Eichinger et Uli Edel. Ils aiment, ils veulent Last exit to Brooklyn depuis sa parution, depuis leur rencontre à l'Académie du cinéma de

Munich. Au cours des ans, Stanley Kubrick puis Brian de Palma ont eu le projet d'adapter le roman de soufre et de sang, et y ont renoncé. En 1980, Eichinger et Edel, en manière de répétition d'essai, portent à l'écran le témoignage d'une petite droguée de treize ans, Moi, Christiane F. Succès, un peu dégoûtant.

Puis Eichinger se refait une vertu en produisant l'Histoire sans fin de Wolfgang Petersen et le Nom de la rose de Jean-Jacques Annaud. Enfin, c'est Last exit to Brooklyn, tourné à New-York, en décors naturels. Avec beaucoup de soin et beaucoup d'argent. Le soin et l'argent ne suffisent pas toujours. Le livre de Selby est édité chez Albin Michel.

DANIEL HEYMANN

## Jennifer Jason Leigh : Hollywood, c'est ma réalité

« Le plus dur dans ce film, ça a été de marcher dans les chaussures de Tralala. En plus, c'est moi qui les avais choisies ! » Exactement ce qu'aurait choisi une enfant qui veut montrer tout ce qu'elle a, même si ce n'est pas grand-chose. C'est Hubert Selby, l'auteur du roman, qui donne à Jennifer Jason Leigh la clé de la démarche de la jeune prostituée : « Un guerrier en plein combat, un oiseau qui se cogne au carreau de la fenêtre, mais continue... »

À la recherche de Tralala, Jennifer Jason Leigh entreprend « un journal intime du personnage » et s'efforce de le rendre vivant, ne leur posant cependant que « les questions qui peuvent m'aider moi, détaillées, spécifiques. De ce qu'elles mangent à leur manière de se laver après. » Mais si obédiente que soit la recherche de ses personnages (elle appartient sur ce plan à l'école de Niro), « je n'ai jamais me trouver un job dans un sex-show (son prochain rôle au théâtre). Il y a là une frontière à ne pas franchir. De Niro n'est pas allé ruer une brigade de putes pour jouer Taxi Driver ; il a simplement essayé de comprendre l'état d'esprit. »

Pour un acteur, jouer une scène spectaculaire est moins délicat que ces dixième de seconde où son visage en gros plan doit traduire quatre ou cinq émotions à la fois. En l'occurrence, pour Jennifer Jason Leigh, le moment où un jeune marin en fin de permission lui tend une



enveloppe. L'argent qu'elle estime avoir bien gagné ? Non : une lettre d'amour toute bête. « C'est à cause de cette scène que j'ai eu envie de faire le film. Que Tralala puisse recevoir une lettre d'amour et n'y voir qu'une humiliation. Sa seule échelle de valeurs qu'elle ait pour l'amour étant jusque-là l'argent. Je suis sortie de Last Exit to Brooklyn avec le sentiment d'avoir reçu un coup de poing dans le ventre, et l'envie de serrer quelqu'un dans mes bras. »

Le viol collectif de Tralala fut-il pénible à tourner ? « Ça a été une des scènes les plus faciles. Une scène d'action, rien de plus. Et puis, c'est tellement clair qu'elle recherche désespérément ce qui lui arrive. Elle n'a qu'une idée en tête : tuer ce sentiment qui a germé en elle, redevenir ce qu'elle était, la reine du quartier. Les autres ne visent qu'à l'annihiler, mais elle ne s'en rend pas compte. Jusqu'au moment où, à moitié morte, la signification de la lettre lui apparaît et elle parvient enfin à s'intéresser à un autre être humain. »

### A l'intérieur du personnage

« Le tournage de la scène a pris trois jours. Tout le monde me chouchoutait. Pour ma part, je ne me disais pas, je vais me faire passer dessus par soixante-treize figurants que je n'ai jamais vus de ma vie, dont les bouches vont écarquer la mienne, contre lesquels mes seins vont se frotter... J'étais totalement à l'intérieur du personnage. »

Née à Hollywood, fille de parents dans le métier, Jennifer Jason Leigh sait depuis toujours que Hollywood « n'est pas une principauté de conte de fées. C'est ma réalité. Dès l'enfance, j'ai joué la comédie. Pour communiquer, me faire des amis, me sentir vivante. Je ne me suis jamais dit : Réussirai-je ou pas ? Je n'ai jamais pensé en termes financiers ou aux difficultés que ça représentait. Peut-être ma naïveté m'a-t-elle aidée. Parce que c'est vraiment dur, ce putain de métier ; le rejet y est extrême. »

Sa mère fut son ardent supporter « et mon critique le plus féroce ». Son père, l'acteur Vic Morrow, mourut décapité par un hélicoptère en tournant The Twilight Zone. Elle n'entra pas dans les détails de l'affaire, se souvenant plutôt du flamboyant et maléfique voyou qui, dans Graine de violence, détruisait tout sur son passage. « C'est la première chose que j'ai voulu voir après sa mort — je ne l'avais jamais vu. Et le studio a été formidable : ils ont immédiatement envoyé la copie. Il était superbe, mon père. Nous n'étions pas très proches donc nous n'avons jamais vraiment parlé. C'est dommage parce que maintenant on ne peut plus réparer. »

Propos recueillis par HENRI BÉHAR

### Le palmarès du Festival de Dunkerque

Réserve à des œuvres de jeunes réalisateurs ayant tout au plus trois films à leur actif, la compétition « Une certaine idée du cinéma » organisée dans le cadre des 3<sup>es</sup> Rencontres cinématographiques de Dunkerque a couronné Funérailles, du Japonais Juzo Itami.

Le jury de professionnels, coprésidé par l'actrice Ann-Gisel Glass et par le cinéaste Laslo Szabo, a finalement préféré à Mina et moi, de Patrick Grandperre.

Dans la compétition réservée aux longs métrages (au nombre de dix), Funérailles a également obtenu le prix du jury, de la presse et le prix Cécile.

Le prix de la mise en scène est revenu à Pense à moi, d'Alain Bergeat, celui des interprètes à l'ensemble des acteurs du film le Champignon des Carpathes, de Jean-Claude Biette. Quant au choix du public, il s'est porté sur la Femme du livre de pétrole, d'Alexandre Kaidanovsky.

42 62 59 49  
JARDIN D'HIVER  
M  
THEATRE OUVERT  
LE  
BOURRICHON  
de  
Joël Jouanneau

### ARTS

## Les derniers des Paiwans

Sculptures de Taïwan à la Galerie de Nesles

Accrochés à flanc de montagne, quelques villages aborigènes subsistent à Taïwan, îles malaisiennes en briques, toits de tôle ondulée, jardins ornés de clôtures en ciment. Au centre de l'agglomération trône l'église. La plupart de ces ethnies ont été converties au christianisme. Mais cette religion, accommodée à une sauce locale, n'empêche pas la fréquentation du chaman en cas de problèmes graves. Avec un peu de chance, c'est chez lui que l'on trouve les vestiges d'un art aborigène : potes sculptés, linteaux travaillés de frises, piliers de cases assez massifs et ornés de figures aux reliefs accusés. Les images qui reviennent presque toujours sont celles d'hommes aux bras repliés, paumes ouvertes, la tête surmontée de serpents. Un art singulier totalement inconnu en Occident, méconnu en Orient, que nous pouvons découvrir grâce à la Maison des cultures du monde.

Une grande poterie à la patine sombre, ornée de deux reptiles, accueille le visiteur. A l'arrière des origines, raconte la mythologie païwan — l'une des ethnies qui vit dans le sud de l'île chinoise — le soleil a poudré deux serpents. Ils furent placés dans un pot de terre et couverts par deux serpents. De ces serpents naquirent les premiers Païwans. Ces reptiles, pères nourriciers de l'humanité, sont omniprésents. On les retrouve sur les poteaux qui soutiennent les maisons comme sur les objets de la vie courante. Ils sont déclinés de toutes les manières, en lignes brisées, en spirales, en arcs, en cercles concentriques ou rayonnant comme des soleils. Parfois, ces animaux sont intégrés au corps humain sous forme de tatouages. C'est visible sur un bas relief d'une qualité exceptionnelle, exposée rue de Nesles : une figure ancestrale, quasi maniériste, rehaussée de peinture.

Mais si les thèmes sont presque toujours les mêmes, le style a considérablement évolué au fil du temps. Les œuvres les plus frappantes semblent être les plus archaïques, comme ce pilier orné d'un visage à peine esquissé ou ces plaques de pierres gravées, vieilles d'un millier d'années. Sur l'une d'elles, on distingue deux graffiti assez légers, un couple de chasseurs échappé d'une toile de Dubuffet. Sur une autre, un entassement, plus marqué, de têtes coupées surmontées des innombrables serpents.

Un ensemble assez complet d'objets de la vie courante, armes, coupes, boîtes, pipes, peignes, témoignent de cette civilisation moribonde. D'ici peu de temps, ses derniers représentants disparaîtront, absorbés par la proliférante masse chinoise. Et leur passage sur notre planète serait totalement effacé si M. Hsu Ying-chou, un industriel chinois à qui l'on doit les éléments de cette exposition, n'avait depuis quarante ans entassé chez lui tous les vestiges possibles de ce passé qui n'intéressait absolument pas ses compatriotes. La mémoire d'une dizaine de peuples gît chez lui, au cœur de Taipei. Cette collection doit un jour prochain se transformer en fondation ouverte au public. Les Parisiens en ont la préfiguration.

EMMANUEL DE ROUX

► Galerie de Nesles, 8, rue de Nesles, 75006 Paris. Tous les jours de 12 heures à 20 heures, jusqu'au 10 décembre. Exposition organisée avec le concours du Crédit lyonnais.

### Les Beaux-Arts couronnent la sculpture

La Grand Prix de sculpture de l'Académie des beaux-arts a récompensé Xavier Dambrine pour ses créations sur bois. Agé de vingt-cinq ans, cet élève de l'École des beaux-arts obtient une bourse de 240 000 F versée par mensualités pendant un an. Elle lui permettra de préparer une exposition qui sera présentée à Paris et dans plusieurs grandes villes de France.

### FRANTOUR PREND UNE PARTICIPATION DANS SUD-OUEST VOYAGES

FRANTOUR est une filiale de SCETA, elle-même filiale de la SNCF : son chiffre d'affaires atteint 1,8 milliard de Francs. Le Groupe SUD OUEST, groupe de communication (quatrième quotidien français), réalise un chiffre d'affaires de 1,150 milliard de Francs.

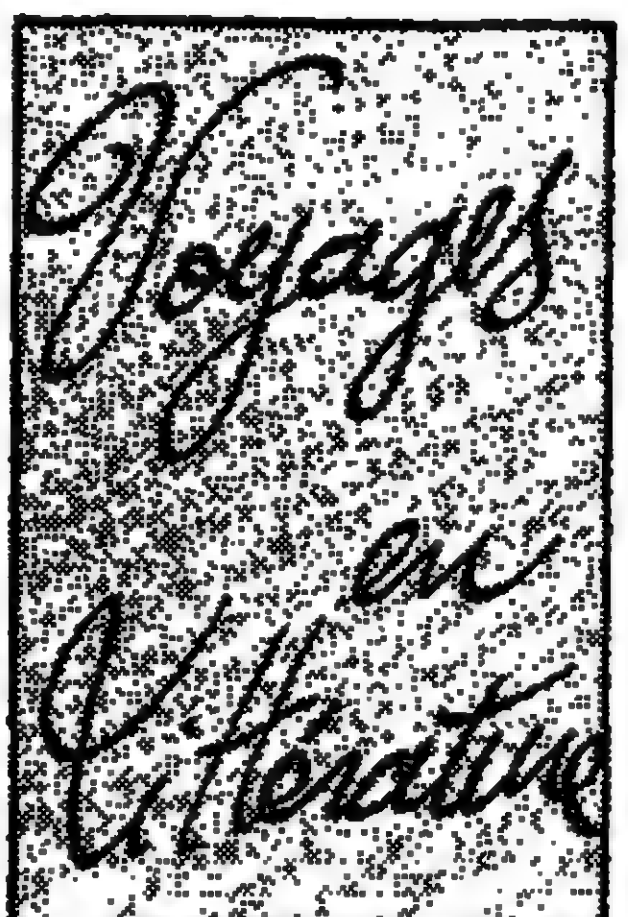
EN PRENANT 34 % DU CAPITAL DE SUD-OUEST VOYAGES, société du groupe SUD-OUEST, FRANTOUR marque sa volonté de participer au développement de ce réseau.

Celui-ci représente, actuellement, 45 points de vente sur les 5 départements de la région Aquitaine, ainsi que la Charente, la Charente-Maritime, le Gers et la Haute-Garonne.

L'association ainsi constituée pourra s'ouvrir à d'autres partenaires qui voudraient la rejoindre.

Cette prise de participation se manifestera par la création commune de diverses activités, dont on aura des échos au congrès du S.N.A.V. du 18 au 22 octobre prochain, à Dubrovnik (Yougoslavie).

### GRAND CONCOURS

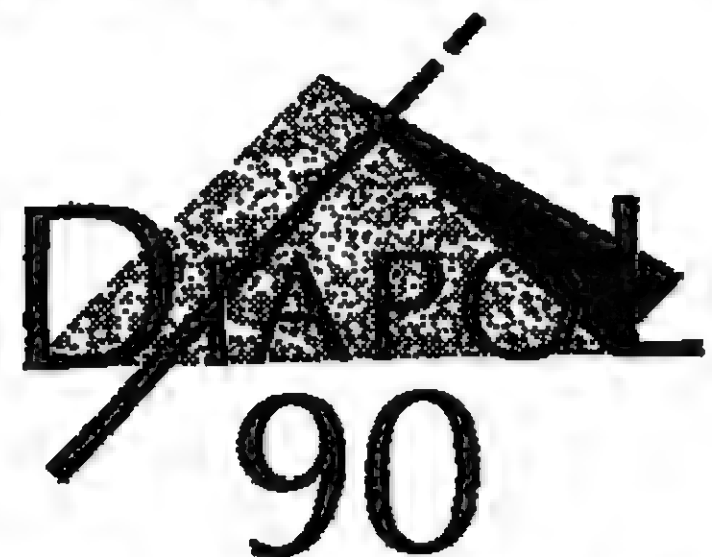


HACHETTE  
Classiques  
Le Monde  
Europe

Les résultats du concours seront publiés, dans le quotidien, à partir du jeudi 2 novembre 1989 (numéro daté du 3).

## DANS UN AN, L'IMMOBILIER VA BOUGER.

Tous les intervenants de l'immobilier vont se rencontrer et dynamiser les échanges nationaux et internationaux lors du 1<sup>er</sup> salon DIAPOL 90, qui se tiendra à Paris à l'Espace Champéret du 19 au 22 septembre 1990.



LE 1<sup>er</sup> RENDEZ-VOUS DES PROFESSIONNELS DE L'IMMOBILIER AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES ET LES ENTREPRISES

Pour tous renseignements :  
Espace Création - 63, rue La Boétie - 75008 Paris  
Tel. (33-1) 42 25 71 56

Style



## CULTURE

## THEATRE

## « Lorenzaccio », l'oiseau noir

Georges Lavaudant a mis en scène un Lorenzaccio cynique et ironique

Antoine Vitez a inscrit *Lorenzaccio*, d'Alfred de Musset, au programme de la Comédie-Française dans une nouvelle mise en scène de Georges Lavaudant. Le rôle titre était tenu par Francis Huster, qui l'a d'ailleurs repris dans son propre spectacle au Théâtre du Rond-Point (*Le Monde* du 20 mars). Il est remplacé par Redjep Mitrovic, qui avait joué Lorenzo avec Daniel Mesguich il y a trois ans.

Le personnage, comme tous ceux qui approchent le délire et ses enfers, fait partie des grands rêves de comédien. Et il faut croire que la pièce, bien que parfois maladroite et bavard, fascine les metteurs en scène. Lavaudant l'avait déjà montée à Grenoble dans la petite salle du Rio et en repart pour son premier spectacle — passablement décalé — au Centre dramatique des Alpes. Ce n'était ni la Renaissance de l'intrigue ni le romantisme de Musset, mais une époque vaguement contemporaine, en tout cas une image de décadence. Des hommes n'ont dans des bords de vapeur, et un Lorenzo, incarné par

Ariel Garcia-Vallès, cynique mais lumineux. C'était en 1975. La conception de Lavaudant est à présent complètement différente.

D'abord, montant la pièce à la Comédie-Française, il a voulu se démarquer de Zeffirelli, de sa mise en scène colorée, de ses incessants mouvements de foule. Surtout, les années ont passé sur lui et sur la société. Ses conditions de travail ont changé, les contraintes aussi. Ce ne sont plus les difficultés d'argent qui pèsent, mais l'organisation d'une troupe constituée, soumise à l'alternance des spectacles. Les personnages secondaires ont traités comme tels se fondent littéralement dans une masse monotone où de temps à autre éclate un bref mouvement de colère poétique plus que de révolte.

Seuls émergent trois protagonistes, Alexandre de Médicis (Richard Fontana), le Cardinal Cibo (Jean-Luc Boutté) et Lorenzo, qui, chacun à sa manière, tirent les ficelles d'intrigues à la fois méchantes et cruelles. On pourrait se croire à la cour d'un Norvège, d'un Cossacov, de ces

démagogues enfermés dans leur bunker-palace, coupés de ce qui se passe dehors, et qui se prétendent protecteurs des arts, comme pour accéder à la considération Florence la belle est loin.

Derrière un rideau de velours rouge saill, dont on ne voit pratiquement plus les ornements, le décor (de Vergier) est un mur noir, parsemé d'étoiles d'or éteint, dans lequel s'ouvrent de petites portes obliques. Côté cour, une immense statue renversée, cassée, dont le socle bosselé sert de divan, de siège. L'impression de bunker est donnée par ce mur, qui ne laisse presque pas d'espace de jeu. Comme si Lavaudant voulait se débarrasser de sa réputation d'« homme des belles images » et s'interdire toute tentation spectaculaire. Unique fantaisie : le rock qui rythme les entrées dansées.

L'astérisque n'est pas forcément une bonne idée, parce que les coupures (attiles) effectuées dans la pièce accentuent son côté fragmentaire. Si on ne la connaît pas, on risque de se perdre parmi ces personnages noyés dans la grisaille de leur médiocrité, et

avec qui les acteurs ne parviennent pas à prendre de distance. Mais l'avantage du parti pris est de concentrer l'attention sur les trois « héros », un peu comme s'il s'agissait d'une pièce à trois personnages, interprétée d'ailleurs de façon magistrale.

## Attraction fatale

Le spectacle tient sur les épaules de deux Alexandre-Lorenzo. Richard Fontana est un condottiere plus redoutable que ridicule, une force de la nature, un boulimique, un rétro odieux autant que séduisant, un bâtard qui n'en est pas revenu d'être là où il est, vaguement culpabilisé et dont les fornications, le cynisme criminel cachent à peine les inquiétudes. Surtout, il est fasciné par le bel adolescent né avec une cuiller d'argent dans la bouche, réellement raffiné, cultivé, naturellement pervers, et qui, lui, est fasciné par la brutalité épique de l'homme fait pour agir et pour commander. Oiseau noir aux yeux exagérément cernés, poupée



aux lèvres trop dessinées, masque mortel, Redjep Mitrovic est le seul à ne pas devoir pousser son personnage aux limites de la caricature. Il porte en lui la beauté funèbre de Lorenzo, la force de ses belles mains maigres, la fragilité de jeune homme sans enfance, sa violence. Cette violence sans faille qu'il donne à Lorenzo. Entre Alexandre et lui existe une attraction qui les dépasse, dont ils ne peuvent se défaire, dont ils pressentent le caractère fatal et dont

le Cardinal Cibo, qui goette et surveille, saura tirer profit. Jean-Luc Boutté, magnifique, perdu dans la pourpre, visage maigre, œil rapace, donne le juste ton d'insolence, la juste distance d'ironie envers cette intrigue schévalée, déchirante, et par moments vertigineuse.

COLETTE GODARD

► Comédie-Française, salle Richelieu, en alternance. Renseignements : 40-15-00-15.

## « Fantasio », entre violence et fantaisie

Un jeune homme de vingt-quatre ans, Richard Bean met en scène — brillamment — la pièce de Musset

Derrière le rideau bleu qui barre le fond de scène, trois projecteurs de lumière blanche s'allument tandis qu'apparaissent en découpe les silhouettes d'une foule affairée et qu'écoule une rumeur de rue. Dès la première image, on sait que ce *Fantasio*, première mise en scène de Richard Bean, un jeune homme de vingt-quatre ans — l'âge de Musset quand sa pièce fut publiée — réveille bien du théâtre, de l'envie, du plaisir, du sérieux du théâtre.

Pas de décor à proprement parler, quelques accessoires ultra-réalistes et des costumes simples, bleus pour le roi de Bavière et ses serviteurs, noirs pour les hommes de la rue, Fantasio et ses amis, bourgeois de Munich, blancs pour le roi d'Espagne, la princesse qui fait l'objet de tant de convoitises. La scène ? Une étendue de sable blond qui se perd dans un ciel de nuit d'été.

*Fantasio* est, au-delà de son prétexte anecdotique et historique — le mariage contraint de la fille de Louis-Philippe avec Léopold de Belgique en 1832 — une méditation brillante, enlevée, quelquefois sévère, sur la jeunesse. Quel avenir peut bien s'inventer un jeune homme criblé de dettes dans un monde où l'argent est roi et l'amour trop souvent un commerce ? Quel espoir peut entretenir une jeune fille déchirée entre les devoirs de son rang et l'énergie folle qui bouil-

lonne en elle ? Mais *Fantasio* est aussi, Richard Bean le souligne justement, une sorte d'épisode commenté de la lutte des classes, depuis les impatiences des gens de la rue jusqu'au pouvoir absolu et sans partage des possédants.

## Cynisme ou cocoon

Cette lecture presque brutale de *Fantasio* donne au spectacle une actualité passionnante. La jeunesse d'aujourd'hui, déclassée, déclassée quelle que soit son origine sociale, en panne d'imagination, sensible aux sirènes du nihilisme, tentée par le cynisme, n'a d'autres solutions que la travestissement, de soi-même ou de ses sentiments — c'est le cas de *Fantasio* (Serge Hazanavicius) et du Prince de Mantoue (Olivier Laubacher) — ou le retour au cocoon de l'enfance, comme s'y essaye Elisabeth (Philippe Leroy-Beaulieu).

Richard Bean a installé entre la princesse et sa gouvernante (Michèle Oppenot) une relation formidable, fantasmagorique qui nous transporte par instants dans un univers qu'aurait aimé Lewis Carroll. Et la fin de l'œuvre est belle qui montre comment deux jeunes gens très différents peuvent arriver à s'entendre par-delà les barrières.

Jamais Philippine Leroy-Beaulieu, belle, comme à l'habi-

tude, d'une inventivité et d'un goût du risque étonnants, n'avait paru si heureuse au théâtre, depuis ses premiers pas sous la direction de Roger Planchon au TNF. A ses côtés, Michèle Oppenot joue de ses graves pour un rôle à facettes, complexe, entre extravagance et dénuement, superbe. Serge Hazanavicius ne maîtrise pas encore parfaitement les difficultés du rôle-titre, manquant un peu de sûreté dans la voix et d'autorité dans ses gestes, mais sa présence est évidente.

Daniel Tarrare (le Roi de Bavière) charpente solidement le quadrage des gens de pouvoir où le tandem Olivier Laubacher-Vincent Fournier (Marinoni, aide de camp du prince de Mantoue) s'illustre dans l'humour pur. Le premier est long, alpin, d'une efficacité instantanée. Le second est rond, avoué, d'une parfaite duplicité. On les croirait tous deux sortis de chez Jérôme Deschamps. Les seconds rôles, Adama Niane et Terence Leroy-Beaulieu (les Pages), Kamel Abdeli (Spark) et Patrick Sœur (Hartman et Rutten) y vont du charme et du courage de leur inexpérience.

OLIVIER SCHMITT

► Théâtre Rutebeuf, 18, allée Gambetta, Cligny. Du mardi au samedi 21 heures. Dimanche 17 heures. Tél. : 47-59-28-58. 80 F et 50 F. Jusqu'au 7 novembre.

## La mer ou les mots

« La Mer est trop loin » pour Jean-Gabriel Nordmann mais il reste le charme vital de la conversation

Dans sa nouvelle pièce, *La mer est trop loin*, Jean-Gabriel Nordmann place sur le théâtre cinq femmes et trois hommes que rien n'attache, qui cherchent, pour quoi pas, des distractions. Mais il ne voit pas les spectacles auraient du moins une nouveauté.

Les hasards de l'été les ont réunis dans une petite maison d'hôtes, en Provence, dans l'arrière-pays. Coups de marteau au soleil, vacarme des criquets et des grillons. Boute de secours de la lecture : un jeune marié lit les *Cahiers André Gide* (il est vrai que Gide, jeune marié, en voyait de toutes les couleurs), un historien corrige les épreuves de son dernier livre, un médecin qui n'exerce plus lit simplement le journal.

Les femmes sont moins livrées, tout au moins Jean-Gabriel Nordmann les veut telles : l'une saute du plongeoir, l'autre exerce, elles cherchent la bagarre ou les puissants muscles des hommes, il y a aussi une actrice sans rôle qui se shoote à la coquette.

La grande absente, le vrai manque, c'est, étrangement, la mer. Ils savent bien qu'elle n'est pas très claire, ni transparente, et que sur ses bords c'est plutôt le cauchemar. Mais la mer reste la vie, le mouvement, la liberté, le sel, l'ode, et cette ligne d'horizon, infinie, qui fait rêver. Seulement le trajet en autocar prend des heures, les

routes sont pleines de bouchons : la mer est trop loin.

C'est ici que la pièce de Nordmann devient irrésistible de charme, de drôlerie, d'émotion (dès la première seconde, en fait) : car nos huit olibrius n'ont plus qu'une ressource : la caquette. On la non-caquette. Pétorer, on se faire la tête.

Inutile de se cacher que l'art du théâtre n'est pas autre chose. Goldoni, Tchekhov, Ibsen, qu'est-ce, sinon des femmes et des hommes qui causent ? Mais les « naufragés » de Jean-Gabriel Nordmann créveraient asphyxiés s'ils n'aspiraient pas des mots à pleins poumons. Et l'historien se lance dans une évocation du voyage du pape Clément V à Pérouse, sous la protection de soldats de Philippe le Bel, et le docteur, qui vraiment n'en a rien à fiche, lui crie : « *Tout cela est passionnant* », et le supplie de continuer. Et le docteur qui a cessé d'exercer par désamour plutôt que par fatigue, se pèle tout seul dans le noir : « *Je versais des gouttes dans les yeux des enfants, en échange on me guérissait de l'insomnie en me touchant la tête. Là-bas un tissu sert à se protéger du soleil, à prier, à tenir l'animal. Qui peut comprendre ici la compagnie d'un tissu ?* ».

Et qui peut comprendre la compagnie d'une actrice ? semble demander Nordmann. L'actrice de *La mer est trop loin* est comme une morte-vivante parce qu'elle n'a,

depuis des mois et des mois, aucun rôle à jouer. Le drame de la chose est qu'une question se pose : qu'est-ce que jouer, ici-bas ? Il est ou ne peut plus rare de rencontrer, dans la vie, quelqu'un qui ne joue pas. Chaque vivant est porté par un entraînement de timidité et de mensonge, de courtoisie et de projets : il ne s'oublie pas, il ne s'abandonne pas, il joue. C'est chaque fois un étonnement, une émotion grave, devant une femme ou un homme qui ne joue pas, et cette émotion s'accompagne de tristesse, car qui ne joue pas joue perdant.

Francine Bergé est l'actrice. Henri Serre (de Jules et Jim) est le docteur. Bruno Abraham Krumer, comédien très attachant, est l'historien. Participent aussi Isabelle Candelier et Dominique Ruzet (un jeune ménage qui bat de l'aile), Claude Perron (une jeune fille), Frédéric Ruchaud (la propriétaire de la pension, un cœur d'or), Joséphine Derenne (une immigrée autrichienne). Tous excellents acteurs.

Décor (de Robert Cantarella), mise en scène (de l'auteur), atteignent la vraie grâce, inaperçue. « *Il n'y a de beaux que ce qui n'est pas* », dit Jean-Jacques Rousseau, dans l'un de ses films de philosophie couleur de muraille.

MICHEL COURNOT

► Théâtre 13, 24, rue David, Paris-13<sup>e</sup>. 20 h 30. Dimanche matinée, 16 heures. Relâche lundi. Tél. : 45-58-18-30. Jusqu'au 6 novembre.

## C'EST LA RENTRÉE LITTÉRAIRE.

Chaque jour sur RTL un romancier dans le journal de 13 h.  
Interview de Jean-Pierre TISON.

SAMEDI 28 OCTOBRE \*

PASCAL QUIGNARD "Les Escaliers de Chambord" (GALLIMARD)

DIMANCHE 29 OCTOBRE \*

YVES BEAUCHEMIN "Juliette Pomerleau" (B. DE FAUOIS)

LUNDI 30 OCTOBRE

RACHID MIMOUNI "L'Honneur de la Tribu" (L. LAFFONT)

MARDI 31 OCTOBRE

GILLES LAPOUGE "Les Folies Koenigsmark" (ALBIN MICHEL)

MERCREDI 1<sup>er</sup> NOVEMBRE

ANNE WIAZEMSKY "Mon Beau Navire" (GALLIMARD)

JEUDI 2 NOVEMBRE

MARC LAMBON "L'Impromptu de Madrid" (FLAMMARION)

VENDREDI 3 NOVEMBRE

PHILIPPE DOUMENC "Les Comptoirs du Sud" (SEUIL)

SAMEDI 4 NOVEMBRE \*

JEAN VAUTRIN "Un grand pas vers le Bon Dieu" (GRASSET)

DIMANCHE 5 NOVEMBRE \*

PAULE CONSTAT "White Spirit" (GALLIMARD)

LUNDI 6 NOVEMBRE

RICHARD JORIS "Le Burelain" (FRANÇOIS BOUPIN)

MARDI 7 NOVEMBRE

HENRI COULONGES "La Lettre à Kirilenko" (ISTOCK)

MERCREDI 8 NOVEMBRE

DAN FRANCK "Le Cimetière des Fous" (FLAMMARION)

JEUDI 9 NOVEMBRE

BAPTISTE-MARREY "L'Atelier de Peter Loewen" (ACTES SUD)

VENDREDI 10 NOVEMBRE

DANIEL RONDEAU "Les Tambours du Monde" (GRASSET)

SAMEDI 11 NOVEMBRE \*

J.-MARIE LACAVETINE "Conciliabule avec la Reine" (GALLIMARD)

DIMANCHE 12 NOVEMBRE \*

JACQUES ATTALI "La Vie éternelle" (FAYARD)

LUNDI 13 NOVEMBRE

ANDRÉE CHÉDID "L'Enfant multiple" (FLAMMARION)

MARDI 14 NOVEMBRE

CLAUDE DELARUE "En attendant la guerre" (SEUIL)

MERCREDI 15 NOVEMBRE

FRANÇOIS WEYERGANS "Je suis écrivain" (GALLIMARD)

JEUDI 16 NOVEMBRE

CHOCHANA BOUKHOBZA "Les Herbes amères" (GALLIMARD)

VENDREDI 17 NOVEMBRE \*

NICOLAS MOREL "L'Homme aux raps" (SEUIL)

RTL

\* Samedi-Dimanche 13 h

سكتة في الحلق



CINÉMA

VENDREDI 27 OCTOBRE

LA CINÉMATHEQUE

PALAI DE CHAILLOT (47-04-24-24)

VENDREDI

Poil de carotte (1925), de Julien Duvivier, 16 h ; De Witte (1979), de Robbe de Hart, 19 h ; Eugénie (1980), de Luigi Comencini, 21 h.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-29)

VENDREDI

Hommage à Anatole Daumen : Programme de films sur l'art : J'ai peint des Vermeers (1965), de Jan Botemann et G.-A. Magnel, 14 h 30 ; Paparazzi (1983), de Jacques Rozier, la Plénitude sauvage (1973), de René Laloux, 17 h 30 ; Broadway By Light (1987, v.o. s.t.), de William Klein, Baby Doll (1956, v.o. s.t.), d'Elia Kazan, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (40-28-34-30)

VENDREDI

La Paris des écrivains du XIX<sup>e</sup> siècle : Jacques Prévert : Paris mange son pain (1988) de Pierre Prévert, A la Belle Étoile (1986) de Pierre Prévert, 14 h 30 ; Jean Cocteau : Cocteau ou le Traversé du miroir (1978) de Claude-Jean Philippe, les Parents terribles (1948) de Jean Cocteau, 18 h 30 ; André Gide : Avec André Gide (1981) de Marc Allégret, 18 h 30 ; Raymond Queneau : Champs-Élysées (1963) de Walter Carone et Robert Thorond, Zazie dans le métro (1960) de Louis Malle, 20 h 30.

LES GRANDES REPRISES

LA BELLE ET LE CLOCHARD (A. v.o.), 14. Juliette Odor, 9 (43-25-55-53).

BRAZIL (Brit. v.o.), Studio Galande, 9 (43-54-72-71).

CASANOVA (Fr.), Les Trois Balcons, 9 (45-81-10-50).

CHERCHES D'OR (A. v.o.), Action Rive Gauche, 9 (43-29-44-40).

LE CIEL PEUT ATTENDRE (A. v.o.), Reflet Média Logos salle Louis-Journet, 9 (43-54-42-34).

CINA CUERVOS (Esp. v.o.), Utopia Champollion, 9 (43-25-84-88).

BIENVENUE MONTPELLE, 16 (45-44-25-02).

EVIE (A. v.o.), Action Christine, 9 (43-28-11-30).

FIVE EASY PIECES (A. v.o.), Les Trois Luxembourgs, 9 (46-33-97-77).

HAUTE PÈGRE (A. v.o.), Action Christine, 9 (43-25-72-07).

HOLIDAY (A. v.o.), Studio des Uniques, 9 (43-26-19-09).

LA HUITIÈME FEMME DE BARBELE (A. v.o.), Action Christine, 9 (43-25-11-30).

HUSBANDS (A. v.o.), Les Trois Luxembourgs, 9 (46-33-97-77).

JOUR DE FÊTE (Fr.), Le Champo - Espace Jacques Tati, 9 (43-54-51-50).

LE JOUR DU VIN ET DES ROSES (A. v.o.), Reflet Logos II, 9 (43-64-42-34).

MONTY PYTHON. LE SENS DE LA VIE (Brit. v.o.), 14. Juliette Parnesse, 9 (43-28-58-00).

LA NUIT DU CHASSEUR (A. v.o.), Les Trois Luxembourgs, 9 (43-33-97-77).

PARIS. FLOYD THE WALL (Brit. A. v.o.), Grand Parole, 15 (43-54-46-58).

LES RAISONS DE LA COLÈRE (A. v.o.), Reflet Logos I, 9 (43-54-42-34).

SALAAM BOMBAY I (Indo-Fr. v.o.), Les Trois Luxembourgs, 9 (46-33-97-77).

STRANGER THAN PARADISE (A. v.o.), Utopia Champollion, 9 (43-26-19-09).

LES TROIS QUARIS (A. v.o.), Les Trois Luxembourgs, 9 (46-33-97-77).

TARAM ET LE CHAUDRON MAGIQUE (A. v.o.), Danfort, 14 (43-21-41-01).

LES VACANCES DE M. HULOT (Fr.), Le Champo - Espace Jacques Tati, 9 (43-54-51-50).

VACANCES ROMAINES (A. v.o.), Reflet Média Logos salle Louis-Journet, 9 (43-54-42-34).

LES VOYAGES DE SULLIVAN (A. v.o.), Action Christine, 9 (43-29-11-30).

PARIS EN VISITES

SAMEDI 28 OCTOBRE

« Orsay : un musée dans une gare », 10 h 30, 1, rue de Bellechasse, sous l'édifice (P.-Y. Jastel).

« Les impressionnistes au Musée d'Orsay », 13 h 30, 1, rue de Bellechasse, sous l'édifice (P.-Y. Jastel).

« La Marais, de l'hôtel de Sully à Soufflot », 10 h 30, métro Saint-Paul (M. Poirier).

« De la crypte à la Pyramide du Louvre. Fossés du donjon », 10 h 30 et 14 h 30, place du Palais-Royal, Louvre des antiquaires (Art et Histoire).

« Pyramide, crypte et aménagement du Grand Louvre », 11 heures et 14 h 30, métro Louvre (M.-C. Lemer).

« Exposition : l'invention du regard, cent cinquante ans de la photographie », 11 heures. Musée d'Orsay, entrées groupes (Arnaud).

« Arts de Jave, Bali, Birmanie et Thaïlande », 13 h 30, 6, place d'Iéna (Musée Guimet).

« La rue Saint-Honoré, crueuse de la Révolution », 14 h 30, église Saint-Roch, rue Saint-Honoré (Sauvegarde de Paris historique).

« De la rue de la Galté aux jardins de Plaisance », 14 h 30, métro E.-Quintin (Paris pittoresque et insolite).

« Les franc-maçons », 14 h 30, 16, rue Cadet (La France et son passé).

« Itinéraire policier de trahisons et cour des Miracles », 14 h 30, métro Sentier, sortie principale (C.A. Messier).

« Le couvent des Carmes et ses prisons. La visite de Lectorial », 15 heures, 70, rue de Valenciennes (H. Hauler).

« L'étrange quartier Saint-Sulpice », 15 heures, sortie métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

« Salons du ministère de la marine », 15 heures, 2, rue Royale (Tourisme culturel).

« Histoire du Palais-Royal et de son quartier », 15 heures, devant les grilles du Conseil d'Etat (Arts et Cœstet).

« Saint-Eustache, cathédrale des Halles », 15 heures, façade, rue du Jour (Monuments historiques).

« La Palais-Bourbon », 15 h 30, 33, quai d'Orsay. Carte d'identité. S'inscrire au 45-55-57-93 (D. Bouchard).

PARIS-MUSÉES

« Salons littéraires et philosophiques du dix-huitième siècle », 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musée Carnavalet).

« L'art de Carlier », 14 h 30, Petit Palais, avenue Winston-Churchill.

POUR LES JEUNES

« Rallye dans le Marais » (neuf-trois ans), 14 h 30, Musée Carnavalet.

« Paris classique » (neuf-trois ans), 14 h 30, grille des Invalides, côté esplanade.

DIMANCHE 29 OCTOBRE

« Hôtel de la Paix et allée des Veveves », 9 h 45, 25, Champs-Élysées (Tourisme culturel).

« La peinture italienne du Cinquecento, de Léonard de Vinci au Caravage », 10 h 30, Louvre, porte Jaurès (P.-Y. Jastel).

« Rodin et Camille Claudel », 10 h 30, entrée Musée Rodin (M. Poirier).

« La Marais, de l'Opéra Bastille à l'hôtel de Sully », 10 h 30, escalier de l'Opéra Bastille (Art et Histoire).

« A Montmartre : châteaux d'artistes d'hier et d'aujourd'hui », 10 h 30, métro Abbesses (M. Bessac).

« Une heure au Père-Lachaise », 11 heures, entrée boulevard de Ménilmontant (V. de Langlade).

« Ateliers d'artistes, jardins et curiosités de Montparnasse », 11 heures et 15 heures, métro Vavin (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Hôtels et jardins du Marais », 14 heures et 16 heures, métro Saint-Paul (C.A. Messier).

« Le Père-Lachaise inconnu et... surprenant », 14 h 15, entrée boulevard de Ménilmontant (L'Art pour tous).

« La basilique de Saint-Denis et les tombeaux des rois », 14 h 15, sortie métro Saint-Denis-Basile (D. Bouchard).

« Un coin de campagne à Paris », 14 h 30, marches de l'église Saint-Germain-de-Charonne (Sauvegarde de Paris historique).

« La Défense », 14 h 45, RER, sortie L. (O. Fleuriot).

« Hôtel de Soubise. Appartements du prince et de la princesse. Archives nationales. Via à la cour sous Louis XIV », 15 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois (H. Hauler).

« Académie française et Institut », 15 heures, 23, quai de Conti (M.-C. Lemer).

« Cours et passages du vieux faubourg Saint-Antoine », 15 heures, sortie métro Faubourg-Chaligny (Résurrection du passé).

« Personnalités illustres et folles architectures du Père-Lachaise », 15 heures, métro Gambetta, sortie Père-Lachaise (Arts et Cœstet).

CONFÉRENCES

DIMANCHE 29 OCTOBRE

80, boulevard Latour-Maubourg, 14 h 30 : « Espagne musulmane et art musulman » ; 16 h 30 : « L'Inde au quotidien et son histoire » ; 18 h 30 : « Le bouddhisme et la Thaïlande », par M. Brunfeldt (Rencontre des peuples).

1, rue des Provaires, 15 heures : « Les lieux mystérieux et inconnus de Paris », par B. Czorny ; « Via de M<sup>r</sup> Lenormand (1772-1843), la célèbre voyante de la rue de Tournon sous la Révolution et l'Empire », par N. Noye.

Clichy, 15 heures : « La Révolution française vue par l'Eglise, hier et aujourd'hui », par C. Eysschen (Fédération de la libre-pensée).

82, rue Saint-Antoine, 16 h 30 : « Visages de Paris : portraits et porches (églises, hôtels, immeubles), du Moyen Âge au dix-neuvième siècle » (Monuments historiques).

THÉÂTRE

AMANDIERS DE PARIS (43-68-42-17). O. Je me suis perdu entre hier et demain Festival du geste : 18 h 30. O. L'Espèce : 21 h.

ANTOINE - SIMONE-BERNAU (42-08-71-11). La Bourgeoisie : 20 h 45.

ARLEQUIN (45-88-43-22). O. Le Démon de la vie : 20 h 30.

ARTISTIC-ATHÉVAIN (48-08-36-02). Flagrant délit de manège : 21 h.

ATELIER (48-06-49-24). L'Avers : 21 h.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-27-71). Salle C. Gérard. Barbettes : 20 h 30. Salle Louis Jouvét. Titus Andronicus : 20 h 30.

BERRY (43-70-37-02). O. Jackpot : 20 h 45.

BOUFFES PARISIENS (42-08-80-24). Pustil sous tous les régimes : 18 h 30. L'Institution : 20 h 45.

BOUFFONS-THÉÂTRE DU XX<sup>e</sup> (42-38-38-53). O. Amistice au point de Grotto : 21 h 30.

CAPÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Profession imitateur... et en plus : 20 h. L'Hérétique Semaine de Camille Sourreau : 21 h 30.

CARTOUCHE THÉÂTRE DU CHAUDRON (43-28-57-77). L'Obscur-Strigade : 20 h 30.

CARTOUCHE THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36). Salle H. Karamzov : 20 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Les Ventes antiques : 21 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-74-42-18). O. Les Gueules : 18 h 30.

CENTRE MANDAPA (45-89-01-80). O. Une longue journée de silence : 20 h 30.

CENTRE WALLON-STRASBOURG (42-71-36-37). Les Ventes antiques : 21 h.

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). O. La Soirée d'Amélie : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'été : 20 h 30. Le théâtre. L'été : 20 h 30.







الجمعة 28 أكتوبر 1989

# AGENDA

## RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi de dimanche-jour. Signification des symboles : > Signal dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à évier □ On peut voir >>> No pas manger >>> Chef d'œuvre en danger.

### Vendredi 27 octobre

<b>TF 1</b> <b>JOSEPH POLI</b> <b>LA TÊTE DES ANGES... ET DES AUTRES</b> STOCK 20.40 Variétés : <i>Avant de se coucher</i> . Invité : Régine. Variétés : Yves Duteil, Nicole Croisille, Karen Cheryl, Joëlle Ursell, Yazz. 22.40 Variétés : Et si on se disait tout ? 23.40 Variétés : Et puis quoi encore ? 0.45 Journal et météo.	<b>FR 3</b> 20.35 Série : Les nuits révolutionnaires. 8. La mort d'un pique. 21.40 Magazine : Thalassa. Les Samas, derniers nomades de la mer. 22.35 Journal et Météo. 23.00 Documentaire : Histoire de la Révolution française. 2. Révolution et royauté. 23.50 Musiques, musique.	<b>CANAL PLUS</b> 20.05 Sport : Football. Les couleuvres. Championnat de France : Marseille-Paris-Saint-Germain. 22.35 Flash d'informations. 22.40 Magazine : Exploits. 23.00 Cinéma : Body double. ■ Film américain de Brian De Palma (1984).	<b>LA 5</b> 20.35 > Série : Super polar. A corps et à cris. 22.20 Magazine : Reporters. 23.25 Série : Génération pub. 0.00 Journal de minuit.	<b>M 6</b> 20.30 Téléfilm : Chasse tragique.
--	---	--	---	---

### Samedi 28 octobre

<b>TF 1</b> 18.45 Tiro à l'arc. 18.55 La Une est à vous (suite). 19.00 Tricote millions d'amis. 19.05 Série : Les professionnels. 19.55 Série : Marc et Sophie. 19.25 Jeu : La roue de la fortune. 20.00 Journal, Météo. 20.45 Variétés : Sébastien, c'est fou. 22.20 Magazine : Ushuaïa. Sommaire : Ben Nevis ; Sky walk ; Hydroplane ; Camel trophy 1989 ; Siam à Biarritz ; Les grands vaincus français. 23.20 Magazine : Formule sport. Portrait de Marcel Cerdan ; Football : Championnat de France. 0.15 Journal et Météo.	<b>A 2</b> 14.20 Série : Un duo explosif. Magazine : Sports passion. Basket-ball : Championnat de France (Mulhouse-Chiotti) ; Judo : Championnat d'Europe par équipes, à Vienne ; Le magazine du rugby. 17.25 Spécial Transmigrations. 18.20 Magazine : Les chevaux du week-end. 18.30 Série : La loi est la loi. 19.30 Jeu : Desainez, c'est gagné ! 20.00 Journal et Météo. 20.35 Variétés : Champagne-Elysées. En direct de Lyon, avec Sylvie Vartan, Michel Fugère, les bellets de Radio, les claviers parisiens de Lyon, L'effluve Luis Tilo, Louis Mior, Daniel Galochet, Caroline Trépo, Jacques Martin. 22.35 Série : Clémence Aletti. 23.30 Journal et Météo. 23.45 Magazine : Lunettes noires pour nuit blanche.	<b>FR 3</b> 14.30 Magazine : Sports loisés. Automobile : championnat de France de formule 3000. 15.00 Magazine : Patoche. 16.00 Magazine : D'orev vend la machine. 17.00 Flash d'informations. 17.05 Sandymants. 18.00 > 19.30 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.	<b>FR 3</b> 19.55 Dessin animé : Kimba. 20.05 Jeux : La classe. 20.35 Sandymants. 21.55 Journal et Météo. 22.20 Magazine : Le divan. Ham Sutin. 22.40 Magazine : Musicales. Récit du piano français : Philippe Chassard, Claire Désert, Philippe Blacourt et André Vieu interprètent Schubert, Debussy, Schumann, Scriabine, Ravel, J.-S. Bach. 23.40 Magazine : Sports 3. Jean-Pierre Papi.	<b>CANAL PLUS</b> 14.00 Téléfilm : Une femme entreprenante. 15.35 Documentaire : Fifi l'archipel des iguanes. 16.00 Téléfilm : Coupable d'innocence. 17.30 Documentaire : Les silences... André Chénedou. 18.00 Cabou cadin. 18.04 Dessins animés. En clair jusqu'à 20.30. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Top 50. 20.30 Téléfilm : La madone et le dragon. 22.00 Documentaire : George Adameon. Il aimait les films. La 20 août dernier, il a été assassiné par des braconniers. 22.55 Flash d'informations. 23.00 Sport : Catch à Beroy. 0.00 Cinéma : La femme aux bas noirs. Film français, classé X, de John Ray (1962). 0.55 Pochettes surprises. Spécial érotique. 1.15 Cinéma : La petite amie. ■ Film français de Luc Béraud (1988).	<b>LA 5</b> 14.30 Série : Kung fu. 16.15 Dessins animés. 18.30 Variétés : Perfecto. 18.55 Journal images. 19.00 Série : Happy days. 19.30 Série : Arnold et Willy. 20.00 Journal. 20.40 Téléfilm : L'invasion des cocons. 22.20 Série : La voyageur. 22.50 Magazine : Samedi foot. 22.55 Téléfilm : Vacances tragiques. Le sort s'achève sur quatre jeunes filles.
---	--	---	---	---	---

### Dimanche 29 octobre

<b>TF 1</b> 7.45 Jardinier avec Nicolas. 8.00 Club Dorothée dimanche. 10.05 Hit NFL-TF1. 10.50 Magazine : Les animaux du monde. 11.25 Magazine : Auto-moto. 11.55 Jeu : Tournez... mariage. 12.30 Jeu : La juste prix. 12.55 Météo et Journal. 13.20 Série : Un fil dans la Mafia. 14.15 Série : Rick Hunter inspecteur choc. 15.10 Variétés : Mondo Dingo. 15.35 Tiers à Longchamp. 15.50 Série : Vivement lundi. 16.20 Dessins animés : Disney parade. 17.35 Variétés : Y a-t-il encore un coco dans le show ? 18.00 Magazine : 7 sur 7. Invité : Raymond Barre. 18.50 Loto sportif. 19.00 Journal. 20.40 Cinéma : Un pont trop loin. Film de Richard Attenborough. Avec Dirk Bogarde, James Caan, Michael Caine. 23.15 Magazine : Ciné-dimanche. 23.20 Cinéma : Rendez-vous de juillet. ■ Film français de Jacques Becker (1948). Avec Daniel Gelin, Bernard Luperon, Maurice Ronet. 0.55 Journal et Météo.	<b>A 2</b> 9.00 Connaitre l'islam. 9.15 Émissions protestantes. 10.00 Présence protestante. 10.30 La jour du Seigneur. 11.00 Messe en la paroisse de l'Assomption du Grand-Sorin. 12.05 Dimanche Martin. 13.00 Journal et Météo. 13.20 Dimanche Martin (suite). 14.55 Série : Moe Gyver. 15.50 L'école des fans. 16.35 Série : Qui c'est ce garçon ? 17.30 Documentaire : L'équipe Cousteau à la redécouverte du monde. 3. Au pays des totems vivants. 18.25 Magazine : Stade 2. Tennis : Open de Paris ; Hockey sur glace : Championnat de France (Amiens-Villars-de-Lans) ; Basket-ball : Championnat de France (Mulhouse-Chiotti) et portrait de la famille Monachou ; Karaté : Coupe du monde à Budapest ; Judo : Championnat d'Europe par équipes à Vienne ; Football : Les équipes de Brest et de Cologne ; Rugby : Championnat de France ; Les résultats de la semaine. 19.30 Série : Maguy. 20.00 Journal et Météo. 20.40 Téléfilm : Perry Mason, mauvais esprit. 22.25 > Magazine : Haute curiosité. Sommaire : Apollon retrouve sa tête ; L'affaire Schöles ; La surprise de Witten ; Les syndicats et l'art ; L'affaire Velasquez ; Les peintres et les princes ; Les peintres et les cendres. 23.25 Journal et Météo. 23.50 Séances secondaires. Jean-Denis Brédin, avocat.	<b>FR 3</b> De 8.00 à 9.00 Amuse 3. 8.00 Magazine : Racines. 8.25 Magazine : Relais. 8.30 Magazine : Rencontres. Invité : Manu Bengo. 10.30 Magazine : Latitudes. 11.30 RFO hebdo. 12.00 Magazine : Musicales (rediff.). 12.57 Flash d'informations. 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Forum RMC-FR 3. 14.30 Magazine : Sports loisés. Palcos basque ; Premiers internationaux de Paris ; Ball-Trip : Championnat de France ; Golf : AGF Benitz India open. 17.00 Flash d'informations. 17.03 > Magazine : Montagne. 17.30 Amuse 3. 19.00 Série : L'agence. 19.55 Flash d'informations. 20.02 Série : Benny Hill. 20.35 Documentaire : Optique. La grande muraille d'acier.	<b>4. Photo rouge qu'espert.</b> Les hommes de l'armée chinoise, officiers et gradés. 21.30 Magazine : Océaniques. L'actualité culturelle. 22.05 Journal et Météo. 22.30 Cinéma : Abschied. ■ Film allemand de Robert Siodmak (1930) (v.o.). La vie quotidienne dans une pension de famille de Berlin. Film important, sur une société agitée dans le milieu et le chômage. 23.40 Cinéma : Les hommes le dimanche. ■ Film allemand de Robert Siodmak (1929) (muet). D'attractions dominicales des petites gens de Berlin. Réalisme social en décor naturel, style de reportage. Ce film précède Abschied, mais relève d'un style différent. 0.20 Musiques, musique.	<b>CANAL PLUS</b> 8.30 Cinéma : La petite fille au tambour. ■ Film américain de George Roy Hill (1984). 10.40 Cinéma : Body double. ■ Film américain de Brian De Palma (1984). En clair jusqu'à 14.00. 12.00 Bandes annonces cinémas. 12.30 Magazine : Rapido. 13.00 Flash d'informations. 13.05 Magazine : Mon zénith à moi. Invité : Jean-Michel Jara. 14.00 Téléfilm : Au-delà de la passion. 15.50 Série : Bergerac. 16.45 Documentaire : Les volcans de la mer. 17.30 Série : Mister Gun. 18.00 Cinéma : Bonjour les vacances. ■ Film américain de Harold Ramis (1982). En clair jusqu'à 20.35. 19.35 Flash d'informations. 19.40 Dessins animés : Ça cartoon. 20.30 Magazine : Tranches de l'art. 20.35 Cinéma : Hope and glory. ■ Film britannique de John Boorman (1987). La vie d'un petit garçon anglais, habitant avec sa famille la banlieue de Londres, pendant la deuxième guerre mondiale. Une chronique réaliste et très britannique. Tendresse, émotion, vérité, belle reconstruction historique. 22.20 Flash d'informations. 22.30 Documentaire : La légende de Cary Grant. 23.15 Cinéma : La vicieuse dame indigne. ■ Film français de René Allio (1984). Avec Sylvie, Malka Ribowska, Victor Lanoux. 1.35 Cinéma : La chose à deux têtes. ■ Film américain de Lee Frost (1972).	<b>LA 5</b> 10.30 Série : L'homme qui valait trois milliards. 11.30 Série : L'homme de l'Atlantide. 12.30 Documentaire : Beauté sauvage. 13.00 Journal. 13.30 Téléfilm : Défense d'aimer. 15.35 Documentaire : Indiens Jones et les grands aventuriers. 16.35 Magazine : Ciné Cinq. 17.00 Magazine : Télé-matches dimanche. 18.00 Série : Ripside. 18.50 Journal images. 19.00 Série : Supercopier. 20.00 Journal. 20.40 Cinéma : Les aventuriers de l'arche perdue. ■ Film américain de Steven Spielberg (1981). Sensationnel film d'aventures exotiques où Harrison Ford apparaît comme le héros américain par excellence. 22.40 Magazine : Ciné Cinq. 22.50 Téléfilm : Le congrès de Berlin.	<b>M 6</b> 7.50 Variétés : Multitop. 8.00 Jeu : Pour un clip avec toi. 10.30 Variétés : Fréquentator. 11.00 Dessins animés : Graffiti. 11.55 Infoconsommation. 12.00 Informations : M 6 express. 12.05 Série : Char oncle Bill. 12.30 Série : L'Incorruptible Hulk. 13.20 Série : Cosby show (rediff.). 13.50 Série : Les têtes brûlées. 14.40 Série : Clair de lune. 15.25 Série : Espion modèle. 16.10 Série : Brigade de nuit. 17.10 Série : Vegas Histoire de vol. 18.00 Informations : M 6 express. 18.05 Série : Père et Impéria. Sacré Henry. 18.30 Série : Les années coup de cœur. Danse avec moi. 19.00 Magazine : Culture pub. 19.30 Série : Roseanne. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Madame est servie. 20.30 Cinéma : Cours après moi shérif. ■ Film américain de Hal Needham (1977). Ce n'est pas le Salarié de la peur, mais celui de la fantasia, des pleurs de nez à la loi, d'une poursuite faisant bouillir de neige. Vité et populaire, Bart Reynolds mène la course. 22.15 Magazine : Sport 6. 22.25 Capital. 22.30 Cinéma : Coplan FX 18 casse tout. ■ Film franco-italien de Riccardo Freda (1968). 0.10 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Rediffusions.	<b>LA SEPT</b> 18.30 Série : L'esprit des lois (6). 17.25 Vidéo : The flood. 17.50 Dessin : Svadebka. De Jiri Kym. 18.20 Musique : Nocturnes. 18.30 Documentaire : Igor Stravinski. 19.30 Magazine : Club sans nom. 20.30 Cinéma : Esclaves de l'amour. ■ Film soviétique de Nikita Mikhalkov (1976). 22.05 Court métrage : Voyage à Sopot. 22.30 Documentaire : Jean Painlevé au fil de ses films. 23.00 Documentaire : Préface. 23.30 Feuilleton : Moravagine (4 <sup>e</sup> épisode). 0.30 Feuilleton : La vengeance d'une orpheline russe (10 <sup>e</sup> et 11 <sup>e</sup> épisodes). 1.00 Magazine : Imagine.	<b>FRANCE-CULTURE</b> 20.30 Atelier de création radio-phonique. L'histoire de Magela. 22.35 Musique : Le concert. Les toulousiens d'Orphée. Sauts, de Franco Donatoni. Poussé par le vent de Jean-Sébastien Duvillier, Sauts à cordes n° 2 en sol majeur op. 36, de Johannes Brahms, par le Sauts Schoenberg.	<b>FRANCE-MUSIQUE</b> 20.30 Concert (donné le 7 octobre au Châtelet) : Délices, Mélo-dies, Dialogue de l'ombre double, Éclat-Multiples, de Boulez, par l'ensemble Intercontemporain, dir. Pierre Boulez. 23.05 Cinéma : Musiques traditionnelles. Laos. 0.30 Archiver dans la nuit. Paul Hindemith dirige l'orchestre de la RAI (24 mars 1982) : Quatuor à cordes n° 17 en si mineur majeur op. 133 de Beethoven ; Kammermusik n° 2 pour piano et 12 instruments solistes op. 36 n° 1 de Hindemith ; Variations sur un thème de Haydn op. 56 a de Brahms ; Sinfonietta en si mineur de Hindemith.
--	---	---	---	--	--	---	---	---	--



## COMMUNICATION

Après l'accord entre M. Hersant et le groupe Rossel

## Les journalistes du « Soir » de Bruxelles réclament des garanties d'indépendance

La révélation d'un accord en forme de compromis, récemment conclu entre l'actionnaire majoritaire du *Soir* de Bruxelles et M. Robert Hersant, a incité la rédaction à réagir (nos dernières éditions du vendredi 27 octobre). Les journalistes du premier quotidien francophone belge exigent des garanties d'indépendance et, en cas d'échec des négociations, se déclarent prêts à utiliser tous les moyens d'action.

BRUXELLES

de notre correspondant

« Seule une convention à négocier d'urgence entre le conseil d'administration de Rossel et la société des journalistes garantira la liberté des journalistes et le respect des lecteurs » : à l'unanimité, les journalistes du *Soir* de Bruxelles, premier quotidien francophone du pays, ont adopté dans l'après-midi du jeudi 26 octobre une motion remettant en question l'accord annoncé le matin même entre le groupe majoritaire de la société Rossel, editrice du journal, et M. Robert Hersant. Les journalistes estiment insuffisantes « les vagues promesses concernant l'indépendance rédactionnelle » et demandent l'ouverture

immédiate de négociations. Ils se réservent, après une assemblée générale convoquée le 6 novembre, d'utiliser « tout moyen d'action » qu'ils jugeront nécessaire.

L'accord négocié depuis plusieurs semaines entre M. Robert Hersant — qui possède 58 % des parts de la société Rossel — et M. Robert Hersant — qui en détient 42 %, comme l'a confirmé le 9 mai dernier un jugement du tribunal de commerce de Bruxelles — comprend différents points.

D'abord, il modifie la répartition du capital en faveur du « groupe » Hersant, qui voit sa part passer de 58 % à 60 %, alors que celle de M. Robert Hersant est ramenée à 40 %. Les actionnaires majoritaires seront donc désormais mieux représentés au conseil d'administration (six administrateurs contre quatre auparavant). Le groupe français conserve ses trois représentants, mais M. Robert Hersant accepte de ne plus siéger lui-même au conseil d'administration. Les statuts de la société Rossel seront également modifiés. Enfin, le groupe Hersant s'engage à « s'abstenir de toute intervention qui, directement ou indirectement, pourrait affecter l'indépendance rédactionnelle et la conduite des journaux du groupe Rossel ».

Les actionnaires majoritaires ont donc renoncé à faire appel du jugement du 9 mai dernier, qui avait nettement confirmé les 42 % de M. Robert Hersant. Le directeur-rédacteur en chef du *Soir*, Yves Toussaint, a manifesté son entière solidarité avec les journalistes du quotidien et « adhère pleinement » à leur demande visant à mieux définir et à garantir l'indépendance de la rédaction. Yves Toussaint avait marqué précédemment son « opposition radicale » à toute négociation avec le groupe Hersant, et avait annoncé qu'il tirerait les conséquences logiques au cas où les négociations aboutiraient.

## Les risques d'une crise

Que va-t-il maintenant se passer ? Les actionnaires majoritaires et leur nouveau « partenaire », le groupe Hersant, vont-ils accepter l'ouverture d'une négociation avec la rédaction ? Et dans le cas d'une réponse positive, les discussions aboutiront-elles ? En Belgique, les journalistes sont moins bien protégés que dans d'autres pays européens en cas de changement à la tête de leur entreprise. Si aucun terrain d'entente n'est trouvé, la crise pourrait donc être longue, car les journalistes paraissent décidés à obtenir des garanties plus substantielles de la part du groupe de M. Robert Hersant.

JOSE-ALAIN FRALON

Seule chaîne musicale francophone

## Musique Plus, la québécoise

Alors qu'Euro-Musique brüte d'aller guerroyer contre la chaîne musicale américaine MTV, diffusée sur les réseaux câblés d'Europe, on espère se voir attribuer — en complément d'un canal sur le satellite TDF 1 — quelques fréquences hertziennes. Musique Plus, la québécoise, est le seul exemple actuel de chaîne musicale francophone.

MONTREAL

de notre envoyé spécial

Depuis septembre 1986, la seule chaîne musicale francophone au monde s'épanouit en Amérique du Nord. Musique Plus, symbole et moteur du redémarrage de la musique populaire québécoise, n'en est de toute façon pas à un paradoxe près : c'est Moses Zimmern, un Canadien anglophone, qui est à l'origine de la chaîne. Fondateur en 1972 de CTV, une chaîne câblée haut de gamme de Toronto, puis de

Much Music, canal musical anglophone, Zimmern a lancé le projet de Musique Plus avec Pierre Marchand, un jeune producteur québécois.

Jusqu'en septembre 1988, Musique Plus est restée une chaîne payante qui touchait environ 400 000 foyers en diffusant huit heures de programmes par jour. A cette date, l'équipe s'est décidée à passer sur le « canal de base » du câble, c'est-à-dire à être diffusée dans tous les foyers câblés sans supplément de coût. Pour cela, Musique Plus a dû surmonter l'hostilité première du Conseil de la radio et de la télévision canadienne, l'organisme régulateur de la télévision canadienne, qui ne voyait pas d'un très bon œil les anglophones envahir les réseaux québécois.

CHUM Ltd, la compagnie mère des trois chaînes (CTV, Much Music et Musique Plus), s'est donc associée à 50 % avec le groupe francophone Radio-Mutuelle. Elle s'est d'autre part engagée à respecter le

double quota de 30 % de clips francophones et de 35 % de clips canadiens imposé par le CRTC. A l'intersection de ces deux minimums, la cinquantaine de clips québécois produits chaque année.

Les programmes de Musique Plus ont fini par emporter les réticences. La chaîne a repris les principes de fonctionnement de CTV, un plateau, qui est en même temps salle de rédaction (au même temps de réception, il suffit de pousser la porte de la rue Saint-Catherine à Montréal pour se retrouver dans le champ des caméras, à l'antenne), une équipe polyvalente et réduite; surtout, une courtoisie permanente sur l'écran, symbolisée par les grandes boîtes virtuelles du plateau qui permettent aux passants de suivre les émissions en direct depuis le trottoir.

Depuis son passage sur le canal de base, Musique Plus touche un million cinq cent mille foyers québécois, plus quelques dizaines d'abonnés payants dans le reste du Canada. Elle diffuse huit heures d'émissions originales entre 14 heures et 22 heures, ce qui, étant rediffusé deux fois, lui confère un total de 16 heures de programmation. Les clips sont produits par la production de la programmation, mais Musique Plus diffuse également un magazine d'informations quotidiennes, une émission consacrée aux musiques du monde, des films musicaux et des concerts.

La modestie des moyens — un budget de fonctionnement annuel d'environ 5 millions de dollars canadiens (environ 26 millions de francs annuels) — et une équipe de quatre-vingt-dix personnes — dénotent fortement sur la programmation, et certains critiques reprochent à la chaîne son côté « télé communautaire » bavard et un certain manque de rigueur.

Reste que l'année même du lancement de Musique Plus, et pour la première fois depuis le milieu des années 70, les ventes de disques ont augmenté. Certains artistes québécois (la chanteuse Miron) ou français (les Rita Mitsouko) ont connu ce que le milieu appelle désormais « un succès de clip ». Pour continuer à la production de clips, Musique Plus, au contraire de M. Zimmern, se refuse à intervenir directement, préférant investir dans un fonds de soutien géré par une commission indépendante qui décide de l'attribution d'une aide financière en fonction des projets.

Sous un double parapluie fédéral (le gouvernement d'Ontario ne permet pas la diffusion des chaînes câblées américaines, dont MTV) et provincial (au Québec, on surveille de près le caractère francophone de la chaîne), Musique Plus, qui rêve d'une coopération avec une chaîne musicale française, fait entendre un son différent qui n'est pas tout à fait celui des grandes chaînes musicales.

THOMAS SOTINEL

## SPORTS

VOILE : la course autour du monde en équipage

## Le temps des longs cours

Le départ de la plus longue des six étapes de la Whitbread, la course autour du monde en équipage, sera donné samedi 28 octobre à Punta-del-Este (Uruguay). Les vingt-trois monocoques devront rallier Fremantle (Australie), distant de 7 650 milles (plus de 14 000 kilomètres), en traversant l'Atlantique sud puis l'Océan Indien.

Longue de trente jours pour les Néo-Zélandais de *Steinlager*, vainqueurs de la première étape, mais seulement de dix-huit jours pour les Français de la *Porte*, arrivés vingt-troisième, l'escadre uruguayenne a surtout été marquée par deux drames. Alexei Grychenko, skipper de *Fazit*, le premier maxi soviétique engagé dans une telle course, a été retrouvé pendu à un arbre dans une forêt proche de Punta-del-Este.

« Je n'ai pas le choix », avait-il écrit sur son agenda avant de se suicider. Malgré le renfort du skipper américain Skip Novak, un habitué de la Whitbread, et d'un équipier sud-africain, Alexei Grychenko appréhendait, semble-t-il, d'affronter les quarantaines rigoureuses et les cinquante heures de mer du Sud avec un équipage composé de régatiers soviétiques inexpérimentés dans ce genre d'épreuve.

L'autre drame, accidentel, a coûté la vie à l'équipier suédois Janne Gustavsson (*The Card*), décédé après plusieurs jours de coma, des suites d'une collision... à moto avec un autre concurrent de

la Whitbread, le Belge Guy Schelkens (*Equity and Law*), plus légèrement blessé.

Arrivé sans ressources à l'escadre de Punta-del-Este, l'équipage français d'*Esprit-de-liberté* a dû profiter de l'hospitalité d'Alain Gabbay (*Charles-Jourdan*) et des Belges de *Ruozor* mais sera au départ de la deuxième étape. L'armateur Patrick Dubourg a finalement assuré à Patrick Tabarly un budget de fonctionnement pour le bateau et les dépenses à terre jusqu'à la fin de la course. Ses problèmes financiers, auraient principalement résolu d'un « vent de panique » provoqué chez ses fournisseurs par des appels alarmistes d'un autre navigateur avec lequel il est en procès.

L'escadre de Punta-del-Este a été mise à profit pour réparer les avaries et préparer les bateaux pour la plus longue et, a priori, la plus dure des étapes avec la menace des icebergs à proximité du 50° parallèle. Quatre maxis ont dû rejoindre Montevideo pour être grutés hors de l'eau : *Merit* (quille endommagée par le bris d'un bras de spinnaker passé sous la coque), *Rothmans* (fissures sur le pont, à proximité du cockpit), *Marella OF* (boulois de la quille arrachés) et *Charles-Jourdan* (choc avec une baleine).

Vainqueur de l'étape de l'Océan Indien dans la Whitbread 1977-1978, Alain Gabbay attend impatiemment de retrouver les mers du Sud et les allures portantes pour juger des possibilités réelles de son JLD2 (ultra-high displacement boat) de 16 tonnes de déplacement face aux autres maxis classiques (de 22 à 37 tonnes).

Onzième de la première étape après deux mauvaises options météo au large du cap Finistère puis pour la traversée du pot au noir, le skipper marseillais s'avoue « déçu par la place mais pas par le bateau ». Malgré le manque de préparation, avec moins de 500 milles parcourus avant le départ de Southampton, *Charles-Jourdan* aurait rallié Punta-del-Este sans la moindre casse s'il n'avait pas heurté une baleine.

Au cours de cette première étape, Alain Gabbay a surtout été surpris par le changement d'ambiance de cette course coupée comme une grande aventure marine qui se transforme peu à peu en régate géante autour du monde. « Les vacances radio sont moins sympas, dit-il. On nous a reproché de trop utiliser la fréquence radio pour discuter en français. Certains ont peur de lâcher des informations. Les Néo-Zélandais de de Fisher and Paykel ont même caché jusqu'à l'arrivée qu'ils avaient perdu leur mât d'armement ».

Pour cette deuxième étape où il s'agit pour lui de recréer un esprit commando avec dix équipiers, le skipper marseillais a embarqué quelques bons copains comme Florence Arthaud, Jacques Delorme, Jacques Saada et Max-Philippe Coutau, le concepteur du projet. « Nous n'avons peut-être pas trop eu sur nous, car le danger représenté par les icebergs est trop grand et je me sens responsable de l'équipage. Mais j'espère que nous aurons du mauvais temps pour que l'on retrouve les vrais marins et moins les régatiers ».

GÉRARD ALBOUY

Colloque : activité physique et recherche

## La science pour muscler le sport

A une époque où le corps tend à acquiescer un rôle social central, il subsiste chez les chercheurs un mépris, non dit mais réel, pour les activités physiques, et chez les sportifs une méfiance pour la science. Comment résoudre cette contradiction ? Comment susciter un mouvement d'intérêt interactif sport-sciences ?

C'était l'objet d'un colloque organisé au château de Ferrières par le recteur de l'académie de Paris et par le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports.

La recherche scientifique appliquée au sport ne débouche-t-elle sur rien comme le pensait ce physicien qui a savamment modélisé le service du champion du monde de tennis, Ivan Lendl ? De la docte assemblée — présidents des universités parisiennes et dirigeants du mouvement sportif — réunie récemment au château de Ferrières, il fut le seul à sembler le croire. Politesse convenue ou lyrisme content ? Le débat a témoigné de ce que l'indifférence n'était plus de mise.

Pourtant sport et science ne font pas la paire. En cinquante ans d'existence, le CNRS n'a pas apporté la moindre contribution au progrès en ce domaine qui est pourtant, comme le constate certain sociologue de la « génération

inoxydable » (1), un phénomène global, c'est-à-dire intégrant culture, économie, biologie, psychologie, esthétique... Mais le colloque était précisément réuni pour faire une brèche dans le mur d'incompréhension et de méfiance réciproques.

« Il n'est pas possible de rester aujourd'hui dans la dialectique du muscle et du cerveau », a dit M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, en ouvrant la séance. Comme le recteur de l'Académie de Paris, Michèle Gauthier-Massolou, son propos était donc le suivant : sans sortir du cadre de leurs recherches, les universitaires devraient pouvoir organiser le transfert du savoir vers le milieu sportif tandis que celui-ci devrait apprendre à formuler des questions en termes techniques et théoriques et connaître mieux le potentiel des laboratoires.

Le premier échange de vues, qui devait être complété par une nouvelle réunion d'ici à la fin de l'année, a montré les difficultés de la tâche mais aussi les perspectives qu'elle ouvrait.

## Coup d'essai réussi

Président de section au Conseil d'Etat, M. Guy Braibant a ainsi pu attirer l'attention des dirigeants des fédérations sportives sur l'élaboration d'un droit sportif commun, exorbitant du droit commun. Les instances disciplinaires fédérales peuvent-elles fonctionner sans tenir

compte des principes généraux du droit (cas d'une suspension pour dopage sans avoir entendu le coupable) ? Les sélectionneurs peuvent-ils composer leurs équipes sans tenir compte du code de la nationalité (cas du comité des clubs de basket-ball de haut niveau en litige sur ce point avec l'équipe de Saint-Etienne) ? Les directives européennes sur la libre circulation des travailleurs peuvent-elles ne pas s'appliquer au sport (cas du football) ?

En fait, les questions du monde sportif auxquelles l'Université pourrait répondre sont nombreuses et variées. Les régatiers de la Fédération de voile ont déjà pu en bénéficier : l'informaticien est venu à leur aide pour préparer les Jeux olympiques. Mais les fédérations, qui sont confrontées à une érosion de leurs effectifs jeunes, pourraient obtenir des enquêtes de motivation qui leur permettraient d'avoir des politiques de communication plus attractives. La gestion des clubs, le choix des investissements entrent dans la même catégorie. Tout ce qui touche à la neuropsychologie ou à la biomécanique est plus délicat sans être moins intéressant.

Bref, ce fut un coup d'essai réussi. Reste à savoir si, comme disent les rugbymen, il sera transformé ?

ALAIN GIRAUDO

(1) *La génération inoxydable*, par Michel Cressol, aux éditions Grasset (1989).

## EN BREF

■ Bernard Pivot fonde la création d'un journal à dominante culturelle. Le présentateur d'*Apostrophes*, Bernard Pivot, étudie depuis plusieurs mois le projet d'un journal d'informations générales à dominante culturelle. Au sein du groupe Express, dont dépend *Lire*, le mensuel dont Bernard Pivot dirige la rédaction, on indique que « ce journal pourrait être un quotidien d'informations générales auquel échapperaient seulement la politique et l'économie, et dont la dominante serait plutôt culturelle ». Aucune date de lancement n'a été fixée. Bernard Pivot a déjà annoncé qu'il arrêterait son émission « Apostrophes » en juin 1990 (le Monde du 6 septembre).

■ Nouvelle formule de « Droit et communication audiovisuelle ». La revue d'analyse économique, juridique et d'actualité des médias — *Droit et communication audiovisuelle* — fait peau neuve en doublant sa pagination qui passe à vingt-quatre pages, en élargissant sa rédaction (des professionnels de la communication, professeurs, avocats, juristes) et en modernisant sa maquette. Eclectique et pédagogique, la revue bimestrielle fait le point sur les derniers d'actualité concernant la télévision (ce mois-ci l'avenir du secteur public), la radio (la politique du CSA), la télématique (le statut du kiosque), les télécoms, la directive TV sans frontières, etc. Elle développe aussi une rubrique consacrée à l'actualité étrangère (le développement de la télévision espagnole) et une autre bibliographique. Elle est vendue uniquement sur abonnement et s'adresse à la fois aux acteurs de la communication et aux étudiants.

■ DCA, les Editions de la Page, 27, rue du Capitaine-Ferber, 75020 Paris. Tél. : 40-30-02-10.

## LES HEURES DU STADE

## AVENTURE

Raid Gauloise. Départ lundi 30 octobre en Nouvelle-Zélande.

## BASKET-BALL

Championnat de France. 10<sup>e</sup> journée, samedi 28 octobre.

## FOOTBALL

Championnat de France. 18<sup>e</sup> journée, vendredi 27 octobre. Marseille-PSG (Canal + à 20 h 30), samedi 28 les autres rencontres.

Coupe d'Europe. Matchs retour du deuxième tour. ALGER-ROVANIEMI (TF 1, le 31 oct. à 20 h 40). ATHÈNES-MARSEILLE (Canal +, le 1<sup>er</sup> nov. à 20 h). JUVENTUS-TURIN-PARIS SG (Canal + en multiplex avec DYNAMO BERLIN-MONACO, le 1<sup>er</sup> nov. à 18 h). REAL MADRID-MILAN AC (Canal +, le 1<sup>er</sup> nov. à 21 h 50).

## JUDO

Championnats d'Europe par équipes. Vienne (Autriche), jusqu'au dimanche 29 octobre.

## KARATÉ

Coupe du monde. Budapest (Hongrie), jusqu'au samedi 28 octobre.

## PELOTE BASQUE

Internationaux de Paris. Au Trinquet, jusqu'au samedi 28 octobre.

## RUGBY

Tournée des équipes australiennes. Sélection française-Samoa à Rodez, samedi 28 octobre. Sélection française-Australie à Clermont-Ferrand, mardi 31 octobre.

## TENNIS

Tournoi d'Anvers. Jusqu'au dimanche 29 octobre. Open de Paris. Palais omnisports de Bercy, du lundi 30 octobre au dimanche 5 novembre. (A 2 en direct de 15 h 15 à 17 h 45, FR 3 vers 22 h 40 ; Câble (Paris-Première) tous les jours à 20 h 30).

■ BASKET-BALL : coupes d'Europe. — Lignes à bords en déplacement l'équipe suisse de Pully (115-95), jeudi 26 octobre en match aller des huitièmes de finale de la Coupe d'Europe des clubs champions. Dans la compétition féminine, Mirande a gagné à Athènes (58-56).

■ FOOTBALL : championnat de France. — Monaco a gagné à Toulouse (1-0), jeudi 26 octobre, en match avancé de la seizième journée du championnat de France.

■ Identification des lanceurs de bombes d'Amsterdam. — Deux jeunes supporters de l'équipe de Feyenoord Rotterdam qui avaient fabriqué et lancé deux bombes artisanales à fragmentation, dimanche 22 octobre, dans les tribunes de l'Ajex Amsterdam, ont été identifiés. Le principal suspect, âgé de dix-huit ans, aurait fabriqué et jeté les deux bombes. Le second, âgé de dix-neuf ans, aurait seulement participé à leur fabrication. Le premier, qui avait été fouillé, avait dissimulé les deux bombes, grosses comme des balles de tennis, dans son slip. Les deux bombes, remplies de morceaux de verre et non de limaille et de balles de fusil, n'étaient pas repérables par les détecteurs de métal utilisés.

دليل في الحلال